



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7941

Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Date de dépôt : 05-01-2022

Date de l'avis du Conseil d'État : 28-06-2022

Auteur(s) : Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
05-01-2022	Déposé	7941/00	<u>5</u>
16-03-2022	Avis de la Chambre de Commerce (24.2.2022)	7941/01	<u>105</u>
28-06-2022	Avis du Conseil d'État (28.6.2022)	7941/02	<u>108</u>
05-10-2022	Rapport de commission(s) : Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Rapporteur(s) : Monsieur André Bauler	7941/03	<u>111</u>
13-10-2022	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°4 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7941	<u>136</u>
13-10-2022	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°4 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7941	<u>138</u>
25-10-2022	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (25-10-2022) Evacué par dispense du second vote (25-10-2022)	7941/04	<u>141</u>
05-10-2022	Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Procès verbal (48) de la reunion du 5 octobre 2022	48	<u>144</u>
20-09-2022	Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Procès verbal (45) de la reunion du 20 septembre 2022	45	<u>148</u>
15-12-2022	Publié au Mémorial A n°627 en page 1	7941	<u>153</u>

Résumé

N° 7941

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Le projet de loi sous rubrique porte approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, par les Etats membres de l'Union Benelux et les Etat baltes. Ledit traité vise à garantir que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur visé par prédit traité dans l'un des pays signataires est assurée que le niveau académique de son diplôme est automatiquement reconnu dans les autres Etats signataires. Sont visés les diplômes de bachelor, de master et de doctorat ainsi que les « *associate degrees* », délivrés conformément à la législation d'un des pays signataires, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencés au Cadre européen des certifications (ci-après « CEC »).

Le traité permet ainsi de renforcer la coopération entre les six Etats signataires dans le domaine de l'enseignement supérieur, de simplifier les démarches administratives relatives à la reconnaissance académique des qualifications et de faciliter la mobilité des étudiants et travailleurs.

La mise en œuvre du traité par le Luxembourg permet d'étendre la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications visées par le traité précité, délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Dans l'hypothèse où d'autres pays adhéreraient au Traité par la suite, les qualifications délivrées par ces Etats et visés dans le présent contexte feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.

7941/00

N° 7941

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

* * *

(Dépôt: le 5.1.2022)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (22.11.2021)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	2
4) Commentaire des articles	2
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	3
6) Fiche financière	6
7) Texte du traité	7

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Article unique. Notre ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des députés le projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

Palais de Luxembourg, le 22 novembre 2021

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. Est approuvé le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet de porter approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 par les États membres de l'Union Benelux et les États baltes.

Le Traité vise à garantir qu'un diplôme relevant de l'enseignement supérieur, délivré conformément à la législation d'une des parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencé au Cadre européen des certifications (CEC), est automatiquement reconnu par les autres parties au même niveau que les diplômes correspondants délivrés par la partie en question. Sont visés les diplômes de bachelor, de master et de doctorat ainsi que les « associate degrees » (qualifications de l'enseignement supérieur de cycle court correspondant au niveau 5 du CEC, telles que les brevets de technicien supérieur au Luxembourg), tels que référencés dans l'Annexe I du Traité.

Le Traité prévoit en outre une ouverture permettant à tout État ayant ratifié la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (Convention de reconnaissance de Lisbonne) et appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur de demander à adhérer au Traité, à condition d'appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les Références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, que son système d'enseignement supérieur soit un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur, et qu'il ait référencé son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC.

La ratification du Traité par le Luxembourg aura dès lors comme effet direct d'étendre la reconnaissance automatique générique de niveau des qualifications relevant de l'enseignement supérieur visées par le Traité, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Si d'autres États adhéraient au Traité par la suite, les qualifications correspondantes délivrées par ces États feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.

Dans la mesure où l'article 68 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit déjà que « l'inscription d'un diplôme émis par un État avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office, sur base d'une demande individuelle », aucune adaptation législative n'est requise en vue de la mise en œuvre du Traité.

*

COMMENTAIRES DES ARTICLES

L'article unique ne nécessite pas de commentaire spécifique, étant entendu qu'il est renvoyé à l'exposé des motifs pour une présentation succincte des principales dispositions du Traité visé.

*

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT

Mesures législatives et réglementaires

Intitulé du projet:	Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021
Ministère initiateur:	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Auteur:	Léon Diederich / Christiane Huberty / Pierre Misteri / Stéphanie Schott
Tél. :	247 86642 / 247 86644 / 247 76619/ 247 88625
Courriel:	leon.diederich@mesr.etat.lu / christiane.huberty@mesr.etat.lu / pierre.misteri@mesr.etat.lu / stephanie.schott@mesr.etat.lu
Objectif(s) du projet:	Le présent projet de loi a pour objet de porter approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, par les États membres de l'Union Benelux et les États baltes.
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Date:	24/09/2021

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s): Oui: Non: ¹
 Si oui, laquelle/lesquelles:
 Remarques/Observations:

2. Destinataires du projet:

– Entreprises/Professions libérales:	Oui: <input type="checkbox"/>	Non: <input checked="" type="checkbox"/>
– Citoyens:	Oui: <input checked="" type="checkbox"/>	Non: <input type="checkbox"/>
– Administrations:	Oui: <input checked="" type="checkbox"/>	Non: <input type="checkbox"/>

3. Le principe « Think small first » est-il respecté?
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
 Oui: Non: N.a.:²
 Remarques/Observations:

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire?
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière?
 Oui: Non:
 Oui: Non:
 Remarques/Observations:

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures?
 Oui: Non:
 Remarques/Observations:

¹ Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer

² N.a.: non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative³ pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui: Non:
- Si oui, quel est le coût administratif approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif⁴ par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration? Oui: Non: N.a.:
 - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui: Non: N.a.:
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui: Non: N.a.:
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui: Non: N.a.:
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté? Oui: Non: N.a.:
- Sinon, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui: Non:
 - b. amélioration de la qualité réglementaire? Oui: Non:
- Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui: Non: N.a.:
- Remarques/Observations:
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui: Non:
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?

3 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

4 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc...).

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui: Non: N.a.:
 Si oui, lequel?
 Remarques/Observations:

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
 Si oui, expliquez de quelle manière:
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
 Si oui, expliquez pourquoi:
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui: Non:
 Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui: Non: N.a.:
 Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

FICHE FINANCIERE

(en application des dispositions de l'article 79 de la loi du 8 juin 1999)

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021
Ministère initiateur :	Ministère initiateur : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Nature et durée des dépenses proposées

Le projet de loi sous examen ne crée pas de nouvelles dépenses.

Impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel

L'impact budgétaire direct du projet de loi est neutre, étant donné le nombre peu élevé de demandes d'inscription au registre des titres, section de l'enseignement supérieur, de qualifications délivrées par les États baltes.

Impact budgétaire prévisible à court terme

L'impact budgétaire direct du projet de loi est neutre, étant donné le nombre peu élevé de demandes d'inscription au registre des titres, section de l'enseignement supérieur, de qualifications délivrées par les États baltes.

Impact budgétaire prévisible à moyen et à long terme

L'impact budgétaire direct du projet de loi est neutre, étant donné le nombre peu élevé de demandes d'inscription au registre des titres, section de l'enseignement supérieur, de qualifications délivrées par les États baltes.

*

TEXTE DU TRAITE

**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

**VERDRAG
BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE ERKENNING
VAN DIPLOMA'S IN HET HOGER ONDERWIJS**

KÕRGHARIDUSKVALIFIKATSIOONIDE AUTOMAATSE TUNNUSTAMISE LEPING

**TRAITÉ
SUR LA RECONNAISSANCE AUTOMATIQUE
DES QUALIFICATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**VERTRAG
ÜBER DIE AUTOMATISCHE ANERKENNUNG
VON HOCHSCHULQUALIFIKATIONEN**

**LĪGUMS
PAR AUGSTĀKĀS IZGLĪTĪBAS KVALIFIKĀCIJU AUTOMĀTISKU ATZĪŠANU**

**SUTARTIS
DĒL AUKŠTOJO MOKSLO KVALIFIKACIJŲ AUTOMATIŠKO PRIPAŽINIMO**



**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

The Kingdom of Belgium, represented by:

- The Flemish Government,
- The Government of the French Community,
- The Government of the German-speaking Community,

The Republic of Estonia,

The Republic of Latvia,

The Republic of Lithuania,

The Grand-Duchy of Luxembourg,

The Kingdom of the Netherlands,

hereinafter referred to as “the Parties”,

Having regard to the fact that the Convention on the Recognition of Qualifications concerning Higher Education in the European Region, jointly drafted by the Council of Europe and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, signed in Lisbon on 11 April 1997 (hereinafter referred to as “the Lisbon Recognition Convention”), has entered into force for each of the Parties to the present Treaty and that the Parties implement the subsidiary texts to the Lisbon Recognition Convention, adopted by the Lisbon Recognition Convention Committee,

Having regard to the importance of automatic recognition of qualifications, as repeatedly emphasized in communiqués adopted by the Ministers during the Ministerial Conferences of the European Higher Education Area in the Bologna Process,

Whereas the Recommendation of the Council of the European Union of 26 November 2018 on promoting automatic mutual recognition of higher education and upper secondary education and training qualifications and the outcomes of learning periods abroad calls, *inter alia*, on the Member States of the European Union to take the necessary steps to achieve automatic recognition of higher education qualifications by 2025,

Whereas legally binding mutual agreements on the automatic recognition of higher education qualifications have already been concluded in the framework of the Benelux Union and between the Republic of Estonia, the Republic of Latvia and the Republic of Lithuania, namely:

- The Decision M(2015)3 of the Benelux Committee of Ministers concerning the automatic mutual generic level recognition of higher education degrees, as supplemented by the Decision M(2018)1,
- The Agreement among the Government of the Republic of Estonia, the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Lithuania on the automatic academic recognition of qualifications concerning higher education, signed in Vilnius on 8 June 2018,

Desiring to expand automatic recognition of higher education qualifications within the European Higher Education Area by combining these regional arrangements into a multilateral treaty between the Parties,

Conscious of the fact that the basis for mutual trust lies in ratification of the Lisbon Recognition Convention and in active membership of the European Higher Education Area, testified by the implementation of the Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area (hereinafter referred to as "the ESG"), three-cycle higher education systems, national qualifications frameworks, and other transparency tools,

Willing to provide other States with the opportunity to join this Treaty, considering the above,

Determined to remain, in doing so, at the forefront of the Bologna Process and of the realisation of the European Higher Education Area,

Have agreed as follows:

Article 1. Objectives and Scope

1. This Treaty aims to ensure that a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and referenced to the European Qualifications Framework for lifelong learning (hereinafter referred to as "the EQF"), is automatically recognised at the same level of the corresponding higher education qualifications issued by all the other Parties.

2. This Treaty shall apply to the higher education qualifications that are issued in accordance with the legislation of the Parties and belong to their higher education systems, that are covered by Annex I to this Treaty and that comply with all the other conditions set out in this Treaty.

3. This Treaty shall not apply to:

- a) the recognition of the specific programmes of higher education qualifications in a particular field of study,
- b) the recognition of periods of study,
- c) the recognition of qualifications that do not belong to the higher education systems of the Parties, or
- d) the recognition of professional qualifications in accordance with Directive 2005/36/EC of the European Parliament and of the Council of 7 September 2005 on the recognition of professional qualifications, or in accordance with other relevant provisions adopted within the framework of the European Union.

With regard to such elements, this Treaty shall remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions adopted within the framework of the European Union and the relevant provisions of the legislation of the Parties.

Article 2. Definitions

1. For the purposes of this Treaty, the following terms shall have the following meaning:
 - a) “automatic recognition”: the automatic recognition, without any procedure, of a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, at the same level of the corresponding higher education qualifications issued in accordance with the legislation of the other Parties;
 - b) “corresponding higher education qualifications”: the higher education qualifications as listed in Annex I to this Treaty;
 - c) As regards the level of higher education qualifications:
 - i) “Associate degree”: a short cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 5 of the EQF;
 - ii) “Bachelor’s degree”: a first cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 6 of the EQF;
 - iii) “Master’s degree”: a second cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 7 of the EQF;
 - iv) “Doctoral degree”: a third cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 8 of the EQF.
2. The terms used in this Treaty shall have the same definition as in the Lisbon Recognition Convention, unless incompatible with the provisions of this Treaty or the Annexes thereto.

Article 3. General Provision on Automatic Recognition

1. Within all Parties, automatic recognition shall apply to each higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and listed in Annex I, provided that the conditions laid down in Article 4 of this Treaty are met.
2. The automatic recognition pursuant to paragraph 1 of this Article shall occur without any further procedure.

Article 4. Conditions for Automatic Recognition

1. Associate degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes that led to the Associate degree has been assured through its licencing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Associate degree has been awarded by a recognised institution and pertains to a recognised programme in higher education, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex II to this Treaty;
- c) The automatic recognition of Associate degrees shall only apply between Parties whose legislation provides for Associate degrees belonging to higher education, as from the moment that these Parties have declared that they automatically recognise such degrees. Such declarations shall be notified to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof.

The absence of such a declaration on behalf of a Party shall remain without prejudice to any obligations for that Party towards another Party pursuant to other arrangements pertaining to the recognition of Associate degrees.

2. Bachelor's and Master's degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes leading to the Bachelor's or Master's degree has been assured through its licensing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Bachelor's or Master's degree has been awarded by a recognised higher education institution and pertains to a recognised programme, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex III to this Treaty.

3. Doctoral degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that the Doctoral degree has been awarded by a higher education institution or another body authorised for this purpose in accordance with the legislation of the Party where the Doctoral degree was issued, insofar as that institution or body is covered by Annex IV to this Treaty.

Article 5. Safeguard Clause

1. Where, in exceptional circumstances, automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty causes, or threatens to cause, substantial difficulties for the higher education system of a Party, that Party may take safeguard measures with regard to the qualification or qualifications concerned, provided that such measures are strictly necessary and that they remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions of other applicable arrangements and the relevant provisions of the legislation of the Party concerned.

2. As soon as a Party takes safeguard measures pursuant to paragraph 1 of this Article, it shall liaise with the Party or Parties where the qualification or qualifications concerned have been issued, in order to resolve the situation. It shall also notify these measures to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

3. All Parties shall at all times remain vigilant to avoid any misuse of the present Treaty, in particular to prevent that recognition decisions taken prior to the entry into force of this Treaty would be overridden. In the event of known abuse, the Party concerned shall take all necessary measures in order to exclude the related cases from the application of the present Treaty. That Party shall also notify these cases to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

Article 6. Information Provision and Exchange

1. The Parties shall make information about this Treaty and its effects widely available to the general public. Information about this Treaty, including its text, shall be available on the websites of the competent authorities of each of the Parties and of their centres belonging to the European Network of National Information Centres on academic mobility and recognition (hereinafter referred to as “the ENIC Network”).

2. The competent authorities of each of the Parties and their centres belonging to the ENIC Network shall mutually exchange information on the higher education systems of the Parties and on the application of this Treaty within the Parties.

Article 7. Access to Higher Education

Without prejudice to existing or future arrangements between two or more Parties as regards qualifications giving access to higher education, the Parties are invited to exchange information on the general requirements for access to higher education that they apply in accordance with their legislation and on the qualifications giving access to higher education.

Article 8. Annexes

Annexes I to IV shall constitute an integral part of this Treaty.

Article 9. Disputes

Without prejudice to the provisions of Article 5 of this Treaty, any dispute that may arise in connection with the interpretation or application of this Treaty shall be settled by the Parties through negotiations in good faith.

Article 10. Territorial application

1. This Treaty shall apply within the territory of the Kingdom of Belgium, the territory of the Republic of Estonia, the territory of the Republic of Latvia, the territory of the Republic of Lithuania and the territory of the Grand-Duchy of Luxembourg.

2. As regards the territory of the Kingdom of the Netherlands, this Treaty shall apply to the European and Caribbean part (the islands Bonaire, Saba and Sint Eustatius) of the Netherlands. It may also be extended to Aruba, Curaçao and Sint Maarten through a notification via diplomatic channels to the Depositary, which shall inform the other Parties thereof.

3. Following accession pursuant to Article 13, this Treaty shall also apply within the territory of the acceding State or the part thereof that is covered by the accession.

Article 11. Depositary

The Secretariat-General of the Benelux Union shall be the Depositary of this Treaty. The Depositary shall transmit certified copies of this Treaty to all Parties.

Article 12. Entry into Force, Amendment and Termination

1. This Treaty shall be subject to ratification, acceptance or approval by each Party in accordance with its constitutional procedures.
2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depositary, who shall inform all Parties thereof.
3. This Treaty shall enter into force on the first day of the third month following the receipt by the Depositary of the last instrument of ratification, acceptance or approval. The Depositary shall inform all Parties of the date of entry into force of this Treaty.
4. This Treaty and its Annexes may be amended through mutual written agreement between the Parties. The amendments shall be documented in separate protocols, which shall constitute an integral part of this Treaty and shall enter into force in accordance with the procedure laid down in paragraphs 1 to 3 of this Article.
5. In the event that the information in Annexes I, II, III or IV that pertains to a given Party is impacted by changes in the legislation or internal organisation of that Party, the Party concerned shall notify such changes to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. All Parties shall take such changes into consideration when applying this Treaty.
6. This Treaty is concluded for an indefinite period of time. Each of the Parties can denounce this Treaty in writing by notifying such denunciation to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. This Treaty shall cease to be in force for the Party concerned six months after the date of the receipt by the Depositary of such notification, while it shall remain in force for the other Parties.

Article 13. Accession

1. Any State that has ratified the Lisbon Recognition Convention and belongs to the European Higher Education Area may apply to accede to this Treaty, on the condition that:
 - it applies trustworthy quality assurance systems for its higher education programmes, which can demonstrate proven compliance with the ESG,
 - its higher education system is a three-cycle system in compliance with the Qualifications Framework of the European Higher Education Area, and
 - it has referenced its national higher education qualifications framework to the EQF.
2. In accordance with its constitutional procedures, the applicant State shall notify such application to the Depositary, who shall inform all Parties thereof. This application shall include information referenced under Annexes I, II, III and IV of this Treaty in accordance with the procedure referred to in paragraph 5 of Article 12 of this Treaty. The applicant State may only accede after the receipt by the Depositary of the last written notification by all Parties that they accept the application of the applicant State.
3. The accession of the applicant State to this Treaty shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Depositary, and shall take effect on the first day of the third month following the

receipt by the Depositary of this instrument of accession. The Depositary shall inform all Parties of the date of accession to this Treaty.

4. The Parties to this Treaty are invited to consult each other and to cooperate in order to streamline, prepare and facilitate the application of this Article.

Done at Brussels on 14 September 2021, in a single copy in the Dutch, Estonian, French, German, Latvian, Lithuanian and English languages, all texts having equal power. In case of divergence of interpretation, the text in the English language shall prevail.

For the Kingdom of Belgium, represented by:

— The Flemish Government,

[Ben Weyts]

— The Government of the French Community,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

— The Government of the German-speaking Community,

[Lydia Klinkenberg]

For the Republic of Estonia,

[Liina Kersna]

For the Republic of Latvia,

[Anita Muižniece]

For the Republic of Lithuania,

[Jurgita Šiugždiniene]

For the Grand-Duchy of Luxembourg,

[Claude Meisch]

For the Kingdom of the Netherlands,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANNEX I
Corresponding higher education qualifications

Level (EQF) ¹	Title of qualification							
	Flemish Community of Belgium	French Community of Belgium	German-speaking Community of Belgium	Republic of Estonia	Republic of Latvia	Republic of Lithuania	Grand-Duchy of Luxembourg	Kingdom of the Netherlands
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Not applicable	Not applicable	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Not applicable	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakendus kõrghariduse diplom;</i> <i>Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālā bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras;</i> <i>Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master;</i> <i>Médecin;</i> <i>Médecin vétérinaire</i>	Not applicable	<i>Magister;</i> <i>Arstikraad;</i> <i>Hambaarstikraad;</i> <i>Farmaatsiamagister;</i> <i>Loomaarstikraad;</i> <i>Arhitektuurimagister;</i> <i>Tehnikateaduse magister;</i> <i>Haridusteaduse magister</i>	<i>Magistra diploms;</i> <i>Profesionālā magistra diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Not applicable	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms;</i> <i>Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslu daktaras</i> <i>Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Within some Parties, certain pre-existing qualifications have been assimilated with the ones mentioned above, as a result of the legislation of those Parties. The present Treaty remains without prejudice to the legal effects thereof within those Parties and to the recognition of the qualifications concerned pursuant to other arrangements between Parties.

¹ European Qualifications Framework for lifelong learning.

² On the basis of the present Treaty, only the educational part of this qualification shall be recognised automatically.

ANNEX II

Recognised institutions and recognised programmes in relation to Associate degrees

For the purposes of the automatic recognition of Associate degrees, Associate degrees awarded by the following recognised institutions and pertaining to the following recognised programmes in higher education shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders (“*Hogeronderwijsregister*”)¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions. It also includes the Associate degrees.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named “*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*” and the official registers named “*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*”² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- Not applicable

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³.

6. For the Republic of Lithuania:

- Not applicable

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- See the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁴.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named “*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*”⁵.

¹ This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be.

² This register is published on www.enseignement.be.

³ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEX III

Recognised institutions and recognised programmes in relation to Bachelor's or Master's degrees

For the purposes of the automatic recognition of Bachelor's or Master's degrees, Bachelor's and Master's degrees awarded by the following recognised higher education institutions and pertaining to the following recognised programmes shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders ("*Hogeronderwijsregister*")¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions. It also includes the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions in the past, for instance in the academic year 2008-2009.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named "*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*" and the official registers named "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- The higher education institution named "*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*" and the Bachelor programmes referred to in the legal act named "*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*".

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- As regards accredited higher education institutions in the Republic of Latvia, information is available on the website of the Quality Agency for Higher Education or on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³;
- Information about accreditations by Study Directions until 2019 (including study programmes) is available at the Register of Study Directions⁴. Information about qualifications until 2012 is available on www.aiknc.lv.

¹ This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be.

² This register is published on www.enseignement.be.

³ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ See <http://eplatforma.aika.lv>.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers⁵.

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Bachelor's and Master's degrees awarded by the University of Luxembourg ("*Université du Luxembourg*") are recognised by law;
- Accredited private higher education institutions and their programs: see the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁶.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named "*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*"⁷.

⁵ See www.aikos.smm.lt.

⁶ See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEX IV

Higher education institutions and other bodies authorised to award Doctoral degrees

For the purposes of the automatic recognition of Doctoral degrees, Doctoral degrees awarded by the following higher education institutions and other authorised bodies shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- Only the universities, namely (at present) the:
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
 and the two following institutions, namely the:
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. For the French Community of Belgium:

- The authorisation to confer the academic degree of *Docteur* is granted to each recognised university as listed in the legal act named “*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*”.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes¹.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers².

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Only the University of Luxembourg (“*Université du Luxembourg*”) is entitled to award Doctoral degrees.

¹ See <http://eplatforma.aika.lv>.

² See www.aikos.smm.lt.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the legal act named "*Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek*".

**VERDRAG
BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE ERKENNING
VAN DIPLOMA'S IN HET HOGER ONDERWIJS**

Het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

- De Vlaamse Regering,
- De Regering van de Franse Gemeenschap,
- De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Republiek Estland,

De Republiek Letland,

De Republiek Litouwen,

Het Groothertogdom Luxemburg,

Het Koninkrijk der Nederlanden,

hierna te noemen “de Partijen”,

Gezien het feit dat het op 11 april 1997 te Lissabon ondertekende Verdrag inzake de erkenning van diploma's betreffende hoger onderwijs in de Europese regio, dat gezamenlijk is opgesteld door de Raad van Europa en de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (hierna te noemen “het Verdrag van Lissabon inzake erkenning”), voor elk van de Partijen bij onderhavig Verdrag in werking is getreden en dat de Partijen de bij het Verdrag van Lissabon inzake erkenning behorende teksten, die door het Comité van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning zijn aangenomen, ten uitvoer leggen,

Gezien het belang van de automatische erkenning van diploma's, zoals herhaaldelijk is benadrukt in de communiqués die de bewindslieden tijdens de ministeriële conferenties van de Europese Hogeronderwijsruimte in het kader van het Bolognaproces hebben aangenomen,

Overwegende dat in de aanbeveling van de Raad van de Europese Unie van 26 november 2018 betreffende de bevordering van automatische wederzijdse erkenning van kwalificaties van hoger onderwijs en hoger secundair onderwijs en opleiding en de resultaten van leerperioden in het buitenland, de lidstaten van de Europese Unie onder meer worden opgeroepen de nodige stappen te zetten om tegen 2025 te komen tot automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs,

Overwegende dat in het kader van de Benelux Unie en tussen de Republiek Estland, de Republiek Letland en de Republiek Litouwen reeds juridisch bindende wederzijdse akkoorden inzake de automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs zijn gesloten, namelijk:

- Beschikking M (2015) 3 van het Benelux Comité van Ministers betreffende de automatische wederzijdse generieke niveauerkenning van diploma's hoger onderwijs, zoals aangevuld met Beschikking M (2018) 1,
- De op 8 juni 2018 te Vilnius ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van de Republiek Estland, de Regering van de Republiek Letland en de Regering van de Republiek Litouwen inzake de automatische academische erkenning van diploma's betreffende hoger onderwijs,

Verlangende de automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs in de Europese Hogeronderwijsruimte uit te breiden door deze regionale afspraken te integreren in een multilateraal verdrag tussen de Partijen,

Zich ervan bewust dat de grondslag voor wederzijds vertrouwen gelegen is in ratificatie van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en in actief lidmaatschap van de Europese Hogeronderwijsruimte, gestaaft door de implementatie van de normen en richtsnoeren voor kwaliteitsborging in de Europese Hogeronderwijsruimte (hierna te noemen "de ESG"), uit drie cycli bestaande hogeronderwijsstelsels, nationale kwalificatiekaders en overige transparantie-instrumenten,

Bereid om andere Staten de mogelijkheid te bieden zich aan te sluiten bij dit Verdrag, gelet op het bovenstaande,

Vastbesloten om zodoende een voortrekkersrol te blijven vervullen in het kader van het Bolognaproces en de voltooiing van de Europese Hogeronderwijsruimte,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Doelstellingen en toepassingsgebied

1. Dit Verdrag strekt ertoe te waarborgen dat een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en gerelateerd is aan het Europees kwalificatiekader voor levenslang leren (hierna te noemen "het EQF"), automatisch wordt erkend op hetzelfde niveau als de overeenkomstige diploma's hoger onderwijs die door alle andere Partijen worden uitgereikt.

2. Dit Verdrag is van toepassing op de diploma's hoger onderwijs die overeenkomstig de wetgeving van de Partijen worden uitgereikt en deel uitmaken van hun hogeronderwijsstelsels en die vallen onder Bijlage I bij dit Verdrag en voldoen aan alle andere in dit Verdrag bepaalde voorwaarden.

3. Dit Verdrag is niet van toepassing op:

- a) de erkenning van de specifieke programma's voor diploma's hoger onderwijs in een bepaalde studierichting,
- b) de erkenning van studieperioden,
- c) de erkenning van diploma's die geen deel uitmaken van de hogeronderwijsstelsels van de Partijen, of
- d) de erkenning van beroepskwalificaties overeenkomstig Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, dan wel overeenkomstig andere relevante bepalingen die in het kader van de Europese Unie zijn vastgesteld.

Wat deze elementen betreft, laat dit Verdrag de toepasselijke bepalingen en beginselen van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en de bijbehorende teksten, de relevante bepalingen die in het kader van de Europese Unie zijn vastgesteld en de desbetreffende bepalingen van de wetgeving van de Partijen onverlet.

Artikel 2. Begripsomschrijvingen

1. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

- a) “automatische erkenning”: de automatische erkenning, zonder enige procedure, van een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij, op hetzelfde niveau als de overeenkomstige diploma’s hoger onderwijs die in overeenstemming met de wetgeving van de andere Partijen worden uitgereikt;
- b) “overeenkomstige diploma’s hoger onderwijs”: de diploma’s hoger onderwijs als vermeld in Bijlage I bij dit Verdrag;
- c) Wat betreft het niveau van de diploma’s hoger onderwijs:
 - i) “Associate degree”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de korte cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 5 van het EQF;
 - ii) “Bachelor”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de eerste cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 6 van het EQF;
 - iii) “Master”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de tweede cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 7 van het EQF;
 - iv) “Doctoraatsdiploma”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de derde cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 8 van het EQF.

2. De in onderhavig Verdrag gebruikte termen hebben dezelfde definitie als in het Verdrag van Lissabon inzake erkenning, tenzij dit onverenigbaar is met de bepalingen van onderhavig Verdrag of de Bijlagen hierbij.

Artikel 3. Algemene bepaling inzake automatische erkenning

1. Binnen alle Partijen geldt de automatische erkenning voor elk diploma hoger onderwijs dat overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen is uitgereikt, deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en is vermeld in Bijlage I, mits aan de in artikel 4 van dit Verdrag bepaalde voorwaarden is voldaan.

2. De automatische erkenning overeenkomstig lid 1 van dit artikel geschiedt zonder verdere procedure.

Artikel 4. Voorwaarden voor automatische erkenning

1. *Associate degrees* genieten automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, mits aan alle onderstaande voorwaarden is voldaan:

- a) De minimumkwaliteit van de opleidingen die tot de *Associate degree* hebben geleid, is gewaarborgd door de erkenning ervan door de bevoegde autoriteit van de Partij waar het diploma is uitgereikt;
- b) De *Associate degree* is verleend door een erkende instelling en heeft betrekking op een erkende opleiding in het hoger onderwijs, in overeenstemming met de wetgeving van de Partij waar het diploma is uitgereikt, voor zover die instelling en die opleiding vallen onder Bijlage II bij dit Verdrag;
- c) De automatische erkenning van de *Associate degrees* geldt alleen tussen de Partijen wier wetgeving voorziet in *Associate degrees* die deel uitmaken van het hoger onderwijs, vanaf het ogenblik waarop die Partijen hebben verklaard dat zij deze diploma's automatisch erkennen. Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van de depositaris, die de overige Partijen daarvan op de hoogte stelt.

Het ontbreken van een dergelijke verklaring namens een Partij doet geen afbreuk aan de verplichtingen die voor die Partij jegens een andere Partij voortvloeien uit andere regelingen met betrekking tot de erkenning van de *Associate degrees*.

2. Bachelors en masters genieten automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, mits aan alle onderstaande voorwaarden is voldaan:

- a) De minimumkwaliteit van de opleidingen die tot de bachelor of master leiden, is gewaarborgd door erkenning ervan door de bevoegde autoriteit van de Partij waar het diploma is uitgereikt;
- b) De bachelor of master is verleend door een erkende instelling voor hoger onderwijs en heeft betrekking op een erkende opleiding, in overeenstemming met de wetgeving van de Partij waar het diploma is uitgereikt, voor zover die instelling en die opleiding vallen onder Bijlage III bij dit Verdrag.

3. Doctoraatsdiploma's komen in aanmerking voor automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, op voorwaarde dat het doctoraatsdiploma is verleend door een instelling voor hoger onderwijs of een andere daartoe bevoegde instantie overeenkomstig de wetgeving van de Partij waar het doctoraatsdiploma is uitgereikt, voor zover die instelling of instantie valt onder Bijlage IV bij dit Verdrag.

Artikel 5. Vrijwaringsclausule

1. Wanneer de automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag in buitengewone omstandigheden aanzienlijke moeilijkheden voor het hogeronderwijsstelsel van een Partij veroorzaakt of dreigt te veroorzaken, kan die Partij vrijwaringsmaatregelen nemen ten aanzien van het betrokken diploma of de betrokken diploma's, mits deze maatregelen strikt noodzakelijk zijn en geen afbreuk doen aan de toepasselijke bepalingen en beginselen van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en de bijbehorende teksten, de relevante bepalingen van andere toepasselijke regelingen en de desbetreffende bepalingen van de wetgeving van de betrokken Partij.

2. Zodra een Partij vrijwaringsmaatregelen overeenkomstig lid 1 van dit artikel neemt, treedt zij in contact met de Partij of Partijen waar het betrokken diploma of de betrokken diploma's zijn uitgereikt,

teneinde de situatie op te lossen. Zij deelt deze maatregelen ook mee aan de depositaris, die alle andere Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Elke Partij blijft te allen tijde waakzaam om misbruik van dit Verdrag te vermijden, met name om te voorkomen dat erkenningsbesluiten die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag zijn genomen, worden omzeild. In geval van bekend misbruik neemt de betrokken Partij alle nodige maatregelen om de betreffende gevallen uit te sluiten van de toepassing van dit Verdrag. Die Partij deelt deze gevallen ook mee aan de depositaris, die alle andere Partijen daarvan in kennis stelt.

Artikel 6. Informatievoorziening en -uitwisseling

1. De Partijen stellen informatie over dit Verdrag en de gevolgen ervan op ruime schaal ter beschikking van het grote publiek. Informatie over dit Verdrag, met inbegrip van de tekst ervan, is beschikbaar op de websites van de bevoegde autoriteiten van elk van de Partijen en hun centra die deel uitmaken van het Europees netwerk van nationale informatiecentra voor academische mobiliteit en erkenning (hierna te noemen "het ENIC-netwerk").

2. De bevoegde autoriteiten van elk van de Partijen en hun centra die deel uitmaken van het ENIC-netwerk wisselen onderling informatie uit over de hogeronderwijsstelsels van de Partijen en de toepassing van dit Verdrag binnen de Partijen.

Artikel 7. Toegang tot hoger onderwijs

Onverminderd bestaande of toekomstige regelingen tussen twee of meer Partijen met betrekking tot diploma's die toegang geven tot het hoger onderwijs, worden de Partijen verzocht informatie uit te wisselen over de algemene vereisten voor toegang tot het hoger onderwijs die zij overeenkomstig hun wetgeving toepassen en over de diploma's die toegang geven tot het hoger onderwijs.

Artikel 8. Bijlagen

Bijlagen I tot en met IV maken een integrerend deel uit van dit Verdrag.

Artikel 9. Geschillen

Onverminderd het bepaalde in artikel 5 van dit Verdrag worden eventuele geschillen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag via onderhandelingen te goeder trouw door de Partijen beslecht.

Artikel 10. Territoriale toepassing

1. Dit Verdrag is van toepassing op het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van de Republiek Estland, het grondgebied van de Republiek Letland, het grondgebied van de Republiek Litouwen en het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg.

2. Wat het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is dit Verdrag enkel van toepassing op het Europese en Caribische deel (de eilanden Bonaire, Saba en Sint Eustatius) van Nederland. Het kan ook worden uitgebreid naar Aruba, Curaçao en Sint Maarten door notificatie via diplomatieke kanalen aan de depositaris, die de andere Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Na toetreding overeenkomstig artikel 13 is dit Verdrag eveneens van toepassing op het grondgebied van de toetredende Staat of het deel daarvan dat onder de toetreding valt.

Artikel 11. Depositaris

Het Secretariaat-Generaal van de Benelux Unie is depositaris van dit Verdrag. De depositaris doet elke Partij een gewaarmerkt afschrift van dit Verdrag toekomen.

Artikel 12. Inwerkingtreding, wijziging en beëindiging

1. Dit Verdrag wordt door elke Partij bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd overeenkomstig haar grondwettelijke procedures.

2. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden neergelegd bij de depositaris, die alle Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de ontvangst door de depositaris van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. De depositaris stelt alle Partijen op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

4. Dit Verdrag en de Bijlagen kunnen in onderlinge schriftelijke overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd. De wijzigingen worden vastgelegd in afzonderlijke protocollen, die een integrerend deel uitmaken van dit Verdrag en van kracht worden overeenkomstig de in de leden 1 tot en met 3 van dit artikel omschreven procedure.

5. Indien de informatie in de Bijlagen I, II, III of IV die betrekking heeft op een bepaalde Partij wordt beïnvloed door wijzigingen in de wetgeving of de interne organisatie van die Partij, deelt de betrokken Partij deze wijzigingen mee aan de depositaris, die de overige Partijen daarvan in kennis stelt. Alle Partijen houden bij de toepassing van dit Verdrag rekening met deze wijzigingen.

6. Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Elk van de Partijen kan dit Verdrag schriftelijk opzeggen door hiervan mededeling te doen aan de depositaris, die de overige Partijen daarvan in kennis stelt. Dit Verdrag is zes maanden na de datum van ontvangst door de depositaris van deze mededeling voor de betrokken Partij niet langer van kracht, terwijl het van kracht blijft voor de overige Partijen.

Artikel 13. Toetreding

1. Elke Staat die het Verdrag van Lissabon inzake erkenning heeft geratificeerd en deel uitmaakt van de Europese Hogeronderwijsruimte kan verzoeken om toetreding tot dit Verdrag, op voorwaarde dat:

- betrouwbare kwaliteitssystemen voor de opleidingen in het hoger onderwijs worden toegepast die aantoonbaar voldoen aan de ESG,
- het hogeronderwijsstelsel bestaat uit drie cycli in overeenstemming met het Kwalificatiekader van de Europese Hogeronderwijsruimte, en
- het nationale kwalificatiekader voor hoger onderwijs is gerelateerd aan het EQF.

2. De verzoekende Staat doet overeenkomstig zijn grondwettelijke procedures mededeling van dit verzoek aan de depositaris, die alle Partijen daarvan op de hoogte stelt. Dit verzoek bevat de informatie als bedoeld in de Bijlagen I, II, III en IV bij dit Verdrag, overeenkomstig de in artikel 12, lid 5, van dit Verdrag omschreven procedure. De verzoekende Staat kan enkel toetreden na de ontvangst door de

depositaris van de laatste schriftelijke kennisgeving van alle Partijen dat zij het verzoek van de verzoekende Staat aanvaarden.

3. De toetreding van de verzoekende Staat tot dit Verdrag geschiedt door de neerlegging van een akte van toetreding bij de depositaris en treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de ontvangst door de depositaris van deze akte van toetreding. De depositaris stelt alle Partijen op de hoogte van de datum van toetreding tot dit Verdrag.

4. De Partijen bij dit Verdrag worden uitgenodigd elkaar te raadplegen en samen te werken om de toepassing van dit artikel te stroomlijnen, voor te bereiden en te vergemakkelijken.

Gedaan te Brussel op 14 september 2021, in een enkel exemplaar in de Nederlandse, de Estse, de Franse, de Duitse, de Letse, de Litouwse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschillen in interpretatie is de tekst in de Engelse taal doorslaggevend.

Voor het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

– De Vlaamse Regering,

[Ben Weyts]

– De Regering van de Franse Gemeenschap,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

[Lydia Klinkenberg]

Voor de Republiek Estland,

[Liina Kersna]

Voor de Republiek Letland,

[Anita Muižniece]

Voor de Republiek Litouwen,

[Jurgita Šiugždiniienė]

Voor het Groothertogdom Luxemburg,

[Claude Meisch]

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

[Sigrid A.M. Kaag]

BIJLAGE I
Overeenkomstige diploma's hoger onderwijs

Niveau (EQF) ¹	Titel van de kwalificatie									
	Vlaamse Gemeenschap van België	Franse Gemeenschap van België	Duitstalige Gemeenschap van België	Republiek Estland	Republiek Letland	Republiek Litouwen	Groothertogdom Luxemburg	Koninkrijk der Nederlanden		
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	N.v.t.	N.v.t.	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	N.v.t.	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree		
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor		
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	N.v.t.	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā magistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master		
8	Doctor	Docteur	N.v.t.	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslu doktaras Meno doktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor		

Binnen sommige Partijen zijn als gevolg van de wetgeving van die Partijen bepaalde reeds bestaande diploma's gelijkgesteld met de hierboven genoemde. Dit Verdrag laat de rechtsgevolgen daarvan binnen die Partijen en de erkenning van de betrokken diploma's op grond van andere regelingen tussen de Partijen onverlet.

¹ Europees Kwalificatiekader voor levenslang leren.

² Op grond van dit Verdrag wordt enkel het onderwijsdeel van dit diploma automatisch erkend.

BIJLAGE II

Erkende instellingen en opleidingen met betrekking tot *Associate degrees*

Met het oog op de automatische erkenning van *Associate degrees* vallen *Associate degrees* die door de volgende erkende instellingen worden verleend en betrekking hebben op de volgende erkende opleidingen in het hoger onderwijs onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Het Hogeronderwijsregister¹ van Vlaanderen is een officieel register waarin alle erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs zijn opgenomen die door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs worden aangeboden. Het omvat ook de *Associate degrees*.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- Zie het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de officiële registers genaamd "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² en www.mesetudes.be.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- Niet van toepassing

4. Voor de Republiek Estland:

- Niet van toepassing

5. Voor de Republiek Letland:

- De informatie in de zin van deze Bijlage is beschikbaar op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*³.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Niet van toepassing

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- Zie de door het ministerie van Hoger Onderwijs en Onderzoek van het Groothertogdom Luxemburg opgestelde lijst⁴.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie het Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)⁵.

¹ Dit register is gepubliceerd in het Nederlands op www.hogeronderwijsregister.be en in het Engels op www.highereducation.be.

² Dit register is gepubliceerd op www.enseignement.be.

³ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Zie http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Zie <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

BIJLAGE III

Erkende instellingen en opleidingen met betrekking tot bachelors of masters

Met het oog op de automatische erkenning van bachelors of masters vallen bachelors en masters die door de volgende erkende instellingen voor hoger onderwijs worden verleend en betrekking hebben op de volgende erkende opleidingen onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Het Hogeronderwijsregister¹ van Vlaanderen is een officieel register waarin alle erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs zijn opgenomen die door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs worden aangeboden. Het omvat ook de erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs die in het verleden, bijvoorbeeld in het academiejaar 2008-2009, door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs werden aangeboden.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- Zie het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de officiële registers genaamd "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² en www.mesetudes.be.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- De instelling voor hoger onderwijs genaamd "*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*" en de bacheloropleidingen als bedoeld in het Decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

4. Voor de Republiek Estland:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die bachelor- en masterdiploma's en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op www.archimedes.ee/enic (een website van het Estse ENIC/NARIC).

5. Voor de Republiek Letland:

- Omtrent de geaccrediteerde instellingen voor hoger onderwijs in de Republiek Letland is informatie beschikbaar op de website van het *Quality Agency for Higher Education* of op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*³;
- Informatie over accreditaties per studierichting tot 2019 (inclusief opleidingsprogramma's) is beschikbaar in het *Study Directions Register*⁴. Informatie over diploma's tot 2012 is beschikbaar op www.aiknc.lv.

¹ Dit register is gepubliceerd in het Nederlands op www.hogeronderwijsregister.be en in het Engels op www.highereducation.be.

² Dit register is gepubliceerd op www.enseignement.be.

³ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die bachelor- en masterdiploma's en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op AIKOS – een open informatie-, advies- en begeleidingssysteem dat informatie verstrekt op basis van databanken en registers⁵.

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- De door de Universiteit van Luxemburg ("*Université du Luxembourg*") verleende bachelors en masters zijn wettelijk erkend;
- Geaccrediteerde private instellingen voor hoger onderwijs en hun opleidingen: zie de door het ministerie van Hoger Onderwijs en Onderzoek van het Groothertogdom Luxemburg opgestelde lijst⁶.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie het Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)⁷.

⁵ Zie www.aikos.smm.lt.

⁶ Zie http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Zie <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

BIJLAGE IV
Instellingen voor hoger onderwijs en andere instanties die bevoegd zijn tot het verlenen van
doctoraatsdiploma's

Met het oog op de automatische erkenning van doctoraatsdiploma's vallen doctoraatsdiploma's die door de volgende instellingen voor hoger onderwijs en andere bevoegde instanties worden verleend onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Enkel de universiteiten, namelijk (op dit moment) de:
 - Katholieke Universiteit Leuven,
 - transnationale Universiteit Limburg,
 - Universiteit Hasselt,
 - Universiteit Antwerpen,
 - Universiteit Gent,
 - Vrije Universiteit Brussel,
 en de volgende twee instellingen, namelijk de:
 - Evangelische Theologische Faculteit,
 - Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- De bevoegdheid tot het verlenen van de academische graad van *Docteur* wordt toegekend aan elke erkende universiteit als vermeld in het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- Niet van toepassing

4. Voor de Republiek Estland:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die doctoraatsdiploma's aanbieden, is beschikbaar op www.archimedes.ee/enic (een website van het Estse ENIC/NARIC).

5. Voor de Republiek Letland:

- De informatie in de zin van deze Bijlage is beschikbaar op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*¹.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die doctoraatsdiploma's en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op AIKOS – een open informatie-, advies- en begeleidingssysteem dat informatie verstrekt op basis van databanken en registers².

¹ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

² Zie www.aikos.smm.lt.

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- Enkel de Universiteit van Luxemburg (*“Université du Luxembourg”*) is gerechtigd om doctoraatsdiploma’s te verlenen.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie de Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

KÕRGHARIDUSKVALIFIKATSIOONIDE AUTOMAATSE TUNNUSTAMISE LEPING

Eesti Vabariik,

Belgia Kuningriik, keda esindavad:

- Flaami piirkonna valitsus,
- prantsuse kogukonna valitsus,
- saksakeelse kogukonna valitsus,

Leedu Vabariik,

Luksemburgi Suurhertsogiriik

Läti Vabariik ja

Madalmaade Kuningriik,

edaspidi *lepinguosalised*,

võttes arvesse, et Euroopa Nõukogu ja Ühinenud Rahvaste Hariduse, Teaduse ja Kultuuri Organisatsioon (edaspidi *UNESCO*) kõrgharidusega seonduvate kvalifikatsioonide Euroopa regioonis tunnustamise konventsioon, mis on koostatud 11. aprillil 1997 Lissabonis (edaspidi *Lissaboni tunnustamise konventsioon*), on jõustunud kõigi selle lepingu osaliste suhtes ning et lepinguosalisel rakendavad Lissaboni tunnustamise konventsiooni komitee vastu võetud Lissaboni tunnustamise konventsiooni abitekte;

võttes arvesse kvalifikatsioonide automaatse tunnustamise tähtsust, mida ministrid on korduvalt rõhutanud Euroopa kõrgharidusruumi ministrite konverentsidel Bologna protsessis vastu võetud kommunikatsioonides;

võttes arvesse, et Euroopa Liidu Nõukogu 26. novembri 2018. aasta soovitusel kõrg- ja keskhariduskvalifikatsioonide ning välismaal läbitud õppeperioodide õpiväljundite automaatse vastastikuse tunnustamise edendamise kohta kutsutakse muu hulgas Euroopa Liidu liikmesriike üles võtma vajalikke meetmeid, et saavutada 2025. aastaks automaatne kõrghariduskvalifikatsioonide tunnustamine;

võttes arvesse, et Beneluxi Majandusliidus ning Eesti Vabariigi, Leedu Vabariigi ja Läti Vabariigi vahel on juba sõlmitud õiguslikult siduvad vastastikused kokkulepped kõrghariduskvalifikatsioonide automaatse tunnustamise kohta, nimelt:

- Beneluxi Ministrite Komitee otsus M(2015)3, mis käsitleb kõrghariduskraadide automaatset vastastikust üldist tunnustamist, mida on täiendatud otsusega M(2018)1,
- Eesti Vabariigi valitsuse, Leedu Vabariigi valitsuse ja Läti Vabariigi valitsuse vahelise kõrgharidusega seonduvate kvalifikatsioonide automaatse akadeemilise tunnustamise kokkulepe, alla kirjutatud Vilniuses 8. juunil 2018;

soovides laiendada kõrghariduskvalifikatsioonide automaatset tunnustamist Euroopa kõrgharidusruumis, ühendades need piirkondlikud kokkulepped mitmepoolseks lepinguks lepinguosaliste vahel;

olles teadlik, et vastastikune usaldus põhineb Lissaboni tunnustamise konventsiooni ratifitseerimisel ja aktiivsel osalemisel Euroopa kõrgharidusruumis, Euroopa kõrgharidusruumi kvaliteedi tagamise standardite ja suuniste (ESG) tõendatud rakendamisel, kolmeastmelisel kõrgharidussüsteemil, riiklikul kvalifikatsiooniraamistikul ja teistel läbipaistvuse tagamise vahenditel;

arvestades eelnevat, olles valmis andma teistele riikidele võimaluse ühineda selle lepinguga;

olles kindlalt otsustanud jääda seda tehes Bologna protsessi ja Euroopa kõrgharidusruumi loomisel esirinda,

on kokku leppinud järgmises.

Artikkel 1. Eesmärgid ja kohaldamisala

1. Lepingu eesmärk on tagada, et ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt antud kõrghariduskvalifikatsiooni, mis kuulub tema kõrgharidussüsteemi ja millele viidatakse Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistikus, tunnustataks automaatselt samal tasemel kui vastavaid kõikide teiste lepinguosaliste antud kõrghariduskvalifikatsioone.

2. Lepingut kohaldatakse lepinguosaliste riigisisese õiguse järgi antud kõrghariduskvalifikatsioonide suhtes, mis kuuluvad nende kõrgharidussüsteemidesse, mida käsitletakse lepingu lisas 1 ja mis vastavad kõikidele teistele lepingus sätestatud tingimustele.

3. Lepingut ei kohaldata:

- a) kõrghariduskvalifikatsioonide tunnustamisele eriala kindlal õppekaval,
- b) õppeperioodide tunnustamise suhtes,
- c) nende kvalifikatsioonide tunnustamise suhtes, mis ei kuulu lepinguosaliste kõrgharidussüsteemidesse, või
- d) kutsekvalifikatsioonide tunnustamise suhtes vastavalt Euroopa Parlamendi ja nõukogu 7. septembri 2005. aasta direktiivile 2005/36/EÜ kutsekvalifikatsioonide tunnustamise kohta või kooskõlas teiste asjakohaste Euroopa Liidus vastu võetud sätetega.

Selliste asjaolude puhul ei piira käesolev leping Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja selle abitektide asjakohaste sätete ja põhimõtete, Euroopa Liidus vastu võetud asjakohaste sätete ja lepinguosaliste riigisisese õiguse asjakohaste sätete kohaldamist.

Artikkel 2. Mõisted

1. Lepingus kasutatakse järgmisi mõisteid:

- a) *automaatne tunnustamine* – ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt antud ja tema kõrgharidussüsteemi kuuluva kõrghariduskvalifikatsiooni automaatne tunnustamine ilma ühegi menetluseta samal tasemel teiste lepinguosaliste riigisisese õiguse kohaselt antud vastavate kõrghariduskvalifikatsioonidega;
- b) *vastavad kõrghariduskvalifikatsioonid* – lepingu lisas 1 esitatud kõrghariduskvalifikatsioonid;
- c) kõrghariduskvalifikatsioonid:
 - i) *kõrghariduse lühitsükli kraad* – lühikese tsükli kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 5. tasemel;
 - ii) *bakalaureusekraad* – esimese astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 6. tasemel;
 - iii) *magistrikraad* – teise astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 7. tasemel;
 - iv) *doktorikraad* – kolmanda astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 8. tasemel.

2. Lepingus kasutatud mõistete määratlused on samad kui Lissaboni tunnustamise konventsioonis, välja arvatud juhul, kui need on vastuolus lepingu või selle lisadega.

Artikkel 3. Automaatse tunnustamise üldsätted

1. Kõikides lepinguosalistes riikides kohaldatakse automaatset tunnustamist kõigi kõrghariduskvalifikatsioonide puhul, mis on antud vastavalt ühe lepinguosalise riigisisesele õigusele, kuuluvad tema kõrgharidussüsteemi ja on loetletud lisas 1, tingimusel et täidetud on selle lepingu artiklis 4 sätestatud tingimused.

2. Selle artikli lõike 1 kohane automaatne tunnustamine toimub ilma täiendava menetluseta.

Artikkel 4. Automaatse tunnustamise tingimused

1. Kõrghariduse lühitsükli kraade tunnustatakse vastavalt käesoleva lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui täidetud on kõik järgmised tingimused:

- a) kõrghariduse lühitsükli kraadi andvate õppekavade miinimumkvaliteedi on neile tegevusloa andes kinnitanud selle lepinguosalise pädev asutus, kus kraad anti;
- b) tunnustatud kõrghariduse õppekavale vastava kõrghariduse lühitsükli kraadi on tunnustatud asutus andnud kooskõlas selle lepinguosalise õigusaktidega, kus kraad anti, kui see asutus ja õppekava on hõlmatud lepingu lisaga 2;
- c) kõrghariduse lühitsükli kraade tunnustatakse automaatselt ainult nende lepinguosaliste vahel, kelle riigisisese õiguses on sätestatud kõrgharidussüsteemi kuuluvad lühitsükli kraadid, alates hetkest, mil need lepinguosalised on kinnitanud, et nad tunnustavad selliseid kraade automaatselt. Sellistest kinnitustest teatatakse lepingu hoiulevõtjale, kes teatab sellest teistele lepinguosalistele.

Lepinguosalise kinnituse puudumine ei piira selle lepinguosalise kohustusi teise lepinguosalise suhtes, mis tulenevad muudest kokkulepetest, mis on seotud kõrghariduse lühitsükli kraadide tunnustamisega.

2. Bakalaureuse- ja magistrikraade tunnustatakse vastavalt käesoleva lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui täidetud on kõik järgmised tingimused:

- a) bakalaureuse- ja magistrikraadi andvate õppekavade miinimumkvaliteedi on neile loa andes kinnitanud selle lepinguosalise pädev asutus, kus vastav kraad anti;
- b) tunnustatud kõrghariduse õppekavale vastava bakalaureuse- ja magistrikraadi on tunnustatud kõrgkool andnud kooskõlas selle lepinguosalise õigusaktidega, kus kraad anti, kui see asutus ja õppekava on hõlmatud lepingu lisaga 3.

3. Doktorikraade tunnustatakse vastavalt selle lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui doktorikraadi on andnud kõrgkool või mõni muu selleks volitatud asutus vastavalt selle lepinguosalise õigusaktidele, kus doktorikraad anti, kui see kõrgkool või asutus on hõlmatud lepingu lisaga 4.

Artikkel 5. Kaitseklausel

1. Kui selle lepingu artikli 3 kohane automaatne tunnustamine erandlikel asjaoludel põhjustab või võib põhjustada olulisi raskusi lepinguosalise kõrgharidussüsteemile, võib see lepinguosaline rakendada seoses asjaomase kvalifikatsiooni või kvalifikatsioonidega kaitsemeetmeid, tingimusel et sellised meetmed on rangelt vajalikud ega piira Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja selle abitektide asjakohaste sätete ja põhimõtete, muu kohaldatava korra asjakohaste sätete ja asjaomase lepinguosalise riigisisese õiguse asjakohaste sätete kohaldamist.

2. Niipea kui lepinguosaline rakendab selle artikli lõike 1 kohaseid kaitsemeetmeid, teeb ta olukorra lahendamiseks koostööd lepinguosalise või lepinguosalistega, kus asjaomane kvalifikatsioon või asjaomased kvalifikatsioonid on välja antud. Samuti teatab ta nendest meetmetest lepingu hoiulevõtjale, kes teavitab kõiki teisi lepinguosalisi.

3. Kõik lepinguosalisel on tähelepanelikud, et vältida lepingu väärkasutamist, eelkõige hoida ära enne lepingu jõustumist tehtud tunnustamisotsuste tühistamist. Teadaoleva kuritarvitamise korral rakendab asjaomane lepinguosaline kõiki vajalikke meetmeid, et jätta asjaga seotud juhtumid selle lepingu kohaldamisalast välja. Samuti teatab ta sellistest juhtumitest lepingu hoiulevõtjale, kes teavitab kõiki teisi lepinguosalisi.

Artikkel 6. Teabe esitamine ja vahetamine

1. Lepinguosalised teevad lepingut ja selle mõju käsitleva teabe üldsusele laialt kättesaadavaks. Lepingut käsitlev teave, sealhulgas lepingu tekst, on kättesaadav kõikide lepinguosaliste pädevate asutuste ja nende keskuste veebilehtedel, mis kuuluvad Euroopa akadeemilise liikuvuse ja tunnustamise riiklike infokeskuste võrgustikku (edaspidi *ENIC võrgustik*).

2. Lepinguosalised vahetavad oma pädevate asutuste ja nende ENIC võrgustikku kuuluvate keskuste kaudu vastastikku teavet lepinguosaliste kõrgharidussüsteemide ja lepingu kohaldamise kohta.

Artikkel 7. Juurdepääs kõrgharidusele

Ilma et see piiraks kahe või enama lepinguosalise kehtivaid või tulevasi kokkuleppeid seoses kõrgharidusele juurdepääsu võimaldavate kvalifikatsioonidega, kutsutakse lepinguosalisi üles vahetama teavet kooskõlas riigisisese õigusega kohaldatavate kõrgharidusele juurdepääsu üldnõuete ja kõrgharidusele juurdepääsu võimaldavate kvalifikatsioonide kohta.

Artikkel 8. Lisad

Lisad 1–4 on selle lepingu lahutamatud osad.

Artikkel 9. Vaidlused

Ilma et see piiraks käesoleva lepingu artikli 5 sätete kohaldamist, lahendavad lepinguosalisel kõik lepingu tõlgendamise või kohaldamisega seotud vaidlused heas usus läbirääkimiste teel.

Artikkel 10. Territoriaalne kohaldamine

1. Lepingut kohaldatakse Belgia Kuningriigi territooriumil, Eesti Vabariigi territooriumil, Leedu Vabariigi territooriumil, Luksemburgi Suurhertsogiriigi territooriumil, Läti Vabariigi territooriumil.

2. Madalamaade Kuningriigi puhul kohaldatakse lepingut Hollandi Euroopa ja Kariibi mere osale (Bonaire'i, Saba ja Sint-Eustatiuse saartele). Lepingut võib kohaldada ka Arubale, Curaçaole ja Sint Maartenile, teatades sellest diplomaatiliste kanalite kaudu hoiulevõtjale, kes teavitab sellest teisi lepinguosalisi.

3. Pärast ühinemist vastavalt artiklike 13 kohaldatakse lepingut ka ühineva riigi või selle ühinemisega hõlmatud osa territooriumil.

Artikkel 11. Hoiulevõtja

Lepingu hoiulevõtja on Beneluxi Majandusliidu peasekretariaat. Hoiulevõtja edastab lepingu kinnitatud ära kirjad kõikidele lepinguosalistele.

Artikkel 12. Jõustumine, muutmine ja lõpetamine

1. Lepinguosalised ratifitseerivad lepingu või kiidavad selle heaks kooskõlas oma põhiseadusliku korraga.
2. Ratifitseerimis- või heakskiitmiskirjad antakse hoiule hoiulevõtjale, kes teavitab sellest kõiki lepinguosalisi.
3. Leping jõustub kolmanda kuu esimesel päeval pärast seda, kui hoiulevõtja on kätte saanud viimase ratifitseerimis- või heakskiitmiskirja. Hoiulevõtja teavitab kõiki lepinguosalisi lepingu jõustumise kuupäevast.
4. Lepingut ja selle lisasid võib muuta lepinguosaliste vastastikusel kirjalikul kokkuleppel. Muudatused dokumenteeritakse eraldi protokollides, mis moodustavad lepingu lahutamatu osa ja jõustuvad käesoleva artikli lõigetes 1–3 sätestatud korras.
5. Kui I, II, III või IV lisas esitatud teavet, mis puudutab konkreetset lepinguosalist, mõjutavad muudatused selle lepinguosalise riigisisese õiguses või korralduses, teatab asjaomane lepinguosaline sellistest muudatustest hoiulevõtjale, kes teavitab sellest teisi lepinguosalisi. Kõik lepinguosalistes võtavad neid muudatusi lepingu kohaldamisel arvesse.
6. Leping sõlmitakse määramata ajaks. Iga lepinguosaline võib lepingu kirjalikult denonsseerida, teatades sellest hoiulevõtjale, kes teavitab teisi lepinguosalisi. Leping kaotab asjaomase lepinguosalise suhtes kehtivuse kuus kuud pärast kuupäeva, mil hoiulevõtja on saanud teate, jäädes teiste lepinguosaliste vahel jõusse.

Artikkel 13. Ühinemine

1. Iga riik, kes on ratifitseerinud Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja kuulub Euroopa kõrgharidusruumi, võib selle lepinguga ühineda tingimustel, et:
 - ta rakendab usaldusväärseid kõrghariduse õppekavade kvaliteedi tagamise süsteeme, millega tõendatult järgitakse Euroopa kõrgharidusruumi kvaliteedi tagamise standardeid ja suuniseid;
 - tema kõrgharidussüsteem on kolme tsükliga ja vastab Euroopa kõrgharidusruumi kvalifikatsiooniraamistikule ning
 - ta on sidunud oma riikliku kõrghariduse kvalifikatsiooniraamistiku Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistikuga.
2. Vastavalt oma põhiseaduslikule korrale teavitab taotluse esitanud riik sellisest taotlusest lepingu hoiulevõtjat, kes teavitab sellest kõiki lepinguosalisi. Taotlus peab sisaldama asjaomase lepingu I, II, III ja IV lisas osutatud teavet kooskõlas lepingu artikli 12 lõikes 5 osutatud korraga. Taotluse esitanud riik saab ühineda juhul, kui hoiulevõtja on kätte saanud kirjaliku nõusoleku taotleva riigi taotlusele kõigilt lepinguosalistelt.
3. Taotluse esitanud riigi ühinemine jõustub kolmanda kuu esimesel päeval pärast ühinemiskirjade hoiulevõtmist. Hoiulevõtja teavitab kõiki lepinguosalisi lepinguga ühinemise kuupäevast.

4. Lepinguosalasi kutsutakse üles üksteisega nõu pidama ja koostööd tegema, et ühtlustada, ette valmistada ja hõlbustada käesoleva artikli kohaldamist.

Koostatud Brüsselis 14. septembril 2021, ühes eksemplaris eesti, hollandi, leedu, läti, prantsuse, saksa ja inglise keeles; kõik tekstid on võrdselt autentset. Tõlgendamise erinevuste korral lähtutakse ingliskeelsest tekstist.

Eesti Vabariigi nimel,

[Liina Kersna]

Belgia Kuningriigi nimel, keda esindavad:

– Flaami piirkonna valitsus,

[Ben Weyts]

– Prantsuse kogukonna valitsus,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Saksakeelse kogukonna valitsus,

[Lydia Klinkenberg]

Leedu Vabariigi nimel,

[Anita Muižniece]

Läti Vabariigi nimel,

[Jurgita Šiugždinienė]

Luksemburgi Suurhertsogiriigi nimel,

[Claude Meisch]

Madalmaade Kuningriigi nimel.

[Sigrid A.M. Kaag]

LISA 1

Vastavad kõrghariduskvalifikatsioonid

Tase (EQF) ¹	Kvalifikatsiooni nimetus							
	Flaami kogukond Belgias	Prantsuse kogukond Belgias	Saksakeelne kogukond Belgias	Eesti Vabariik	Läti Vabariik	Leedu Vabariik	Luksemburgi Suurhertsogiriik	Madalmaade Kuningriik
5.	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Ei kohaldata	Ei kohaldata	Pirmä limesa profesionāls augstākās izglītības diploms	Ei kohaldata	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendus kõrghariduse diplom; Bakalaura	Bakalaura diploms; Profesionāli bakalaura diploms; Profesionāls augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Ei kohaldata	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionāli magistra diploms; Profesionāls augstākās izglītības diploms un profesionāls kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionāli kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Ei kohaldata	Doktor	Doktora diploms; Profesionāli doktora diploms mākslās	Makslu doktaras Meno doktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor

Mõnes lepinguosalises riigis on riigisisese õiguse alusel eespool nimetatud kvalifikatsioonidega võrdsustatud teatavad varasemad kvalifikatsioonid. Leping ei piira selle võrdsustamise õiguslikku mõju kõnealustes lepinguosalistes riikides ega asjaomaste kvalifikatsioonide tunnustamist vastavalt muudele lepinguosaliste vahelistele kokkulepetele.

¹ Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistik.

² Käesoleva lepingu alusel tunnustatakse automaatselt ainult selle kvalifikatsiooni hariduslikku osa.

LISA 2

Seoses kõrghariduse lühitsükliga tunnustatud asutused ja õppekavad

Kõrghariduse lühitsükli kraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud asutuste antavaid tunnustatud kõrghariduse õppekavadele vastavaid lühitsükli kraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Flandria kõrgharidusregister („Hogeronderwijsregister”)¹ on ametlik register, kus on loetletud kõik tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad, mida pakuvad kõik tunnustatud (avalik-õiguslikud ja eraõiguslikud) kõrgkoolid. See hõlmab ka ülikooli esimese astme kraade.

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Vt õigusakt pealkirjaga „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études“ ja ametlikud registrid „Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles“² ja www.mesetudes.be.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Ei kohaldata

4. Eesti Vabariik

- Ei kohaldata

5. Leedu Vabariik

- Ei kohaldata

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Vt Luksemburgi Suurhertsogiriigi kõrgharidus - ja teadusministeeriumi koostatud loetelu³.

7. Läti Vabariik

- Teave selle lisa tähenduses on esitatud kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil⁴.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt ametlik register „Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)”⁵.

¹ See register on avaldatud hollandi keeles aadressil www.hogeronderwijsregister.be ja inglise keeles aadressil www.highereducation.be.

² See register on avaldatud aadressil www.enseignement.be.

³ Vt http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁴ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁵ Vt <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

LISA 3

Seoses bakalaureuse- ja magistrikraadiga tunnustatud asutused ja tunnustatud õppekavad

Bakalaureuse- ja magistrikraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud kõrgkoolide antavaid tunnustatud kõrghariduse õppekavadele vastavaid bakalaureuse- ja magistrikraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Flandria kõrgharidusregister („Hogeronderwijsregister”)¹ on ametlik register, kus on esitatud kõik tunnustatud (avalik-õiguslike ja eraõiguslike) kõrgkoolide pakutavad tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad. Registris on ka tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad, mida kõik tunnustatud (avalik-õiguslikud ja eraõiguslikud registreeritud) kõrgkoolid on pakkunud varem, näiteks 2008/2009. õppeaastal.

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Vt õigusakti pealkirjaga „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études” ja ametlikud registrid „Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles”² ja www.mesetudes.be.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Vt õigusaktis „Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule” viidatud kõrgharidusasutus „Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft” ja bakalaureuseõppe kavad.

4. Eesti Vabariik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on Eesti ENIC/NARICu veebisaidil aadressil www.archimedes.ee/enic.

5. Leedu Vabariik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadi andvatest tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on esitatud AIKOSis – avatud teabe-, nõustamis- ja juhtimissüsteemis, mis pakub teavet andmebaaside ja registrite põhjal³;
- Teave kvalifikatsioonide kohta kuni 2012. aastani on aadressil www.aiknc.lv.

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadid, mille annab Luksemburgi Ülikool („Université du Luxembourg”), on õiguslikult tunnustatud.

¹ Hollandikeelne register on aadressil www.hogeronderwijsregister.be ja ingliskeelne aadressil www.highereducation.be.

² Register on aadressil www.enseignement.be.

³ Vt www.aikos.smm.lt.

- Akrediteeritud eraõiguslikud kõrgkoolid ja nende õppekavad: vt Luksemburgi Suurhertsogiriigi kõrgharidus- ja teadusministeeriumi koostatud loetelu⁴.

7. Läti Vabariik

- Läti Vabariigi akrediteeritud kõrgharidusasutuste teave on esitatud kõrghariduse kvaliteediagentuuri veebisaidil või kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil⁵;
- Teave akrediteeringute kohta õppesuundade kaupa kuni 2019. aastani (sealhulgas õppekavad) on õppesuundade registris⁶.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt ametlikku registrit "*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*"⁷.

⁴ Vt http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁶ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁷ Vt <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

LISA 4

Kõrgkoolid ja teised asutused, kes on volitatud andma doktorikraadi

Doktorikraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud kõrgkoolide ja teiste volitatud asutuste antavaid doktorikraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Ainult ülikoolid, täpsemalt (hetkeseisuga):
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
 ja kaks järgmist asutust:
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Akadeemilise kraadi *Docteur* andmise luba antakse kõigile tunnustatud ülikoolidele, mis on loetletud õigusaktis „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études“.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Ei kohaldata

4. Eesti Vabariik

- Doktorikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide täielik nimekiri on Eesti ENIC/NARICu veebisaidil aadressil www.archimedes.ee/enic.

5. Leedu Vabariik

- Doktorikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on AIKOSis – avatud teabe-, nõustamis- ja juhtimissüsteemis, mis pakub teavet andmebaaside ja registrite põhjal¹.

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Ainult Luksemburgi Ülikoolil („Université du Luxembourg“) on õigus anda doktorikraade.

7. Läti Vabariik

- Teave selle lisa tähenduses on esitatud kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil².

¹ Vt www.aikos.smm.lt.

² Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt õigusakt „Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek“.

**TRAITÉ
SUR LA RECONNAISSANCE AUTOMATIQUE
DES QUALIFICATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Le Royaume de Belgique, représenté par :

- Le Gouvernement flamand,
- Le Gouvernement de la Communauté française,
- Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

La République d'Estonie,

La République de Lettonie,

La République de Lituanie,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés « les Parties »,

Considérant que la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, élaborée conjointement par le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signée à Lisbonne le 11 avril 1997 (ci-après dénommée « la Convention de reconnaissance de Lisbonne ») est entrée en vigueur pour chacune des Parties au présent Traité et que les Parties mettent en œuvre les textes subsidiaires de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, adoptés par le Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne,

Considérant l'importance de la reconnaissance automatique des qualifications, par ailleurs soulignée à plusieurs reprises dans les communiqués adoptés par les ministres lors des conférences ministérielles de l'espace européen de l'enseignement supérieur dans le cadre du processus de Bologne,

Considérant que la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 26 novembre 2018 en faveur de la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes de l'enseignement supérieur et secondaire de deuxième cycle et des acquis des périodes d'apprentissage effectuées à l'étranger invite, entre autres, les États membres de l'Union européenne à prendre les mesures nécessaires pour parvenir à la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur à l'horizon 2025,

Considérant que des accords mutuels juridiquement contraignants sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur ont déjà été conclus dans le cadre de l'Union Benelux et entre la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie, à savoir

- La décision M(2015)3 du Comité de Ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, complétée par la décision M(2018)1,
- L'accord entre le gouvernement de la République d'Estonie, le gouvernement de la République de Lettonie et le gouvernement de la République de Lituanie sur la reconnaissance académique automatique des qualifications concernant l'enseignement supérieur, signé à Vilnius le 8 juin 2018,

Souhaitant étendre la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur en combinant ces accords régionaux dans un traité multilatéral entre les Parties,

Conscients du fait que la base de la confiance mutuelle réside dans la ratification de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et dans un rôle actif au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, attesté par la mise en œuvre des références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur (ci-après dénommées « ESG »), des systèmes d'enseignement supérieur à trois cycles, des cadres nationaux de certifications et d'autres instruments de transparence,

Souhaitant donner à d'autres États la possibilité d'adhérer au présent Traité, au vu de ce qui précède,

Déterminés à rester, ce faisant, à l'avant-garde du processus de Bologne et de la réalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. Objectifs et champ d'application

1. Le présent Traité vise à garantir qu'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencée au Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie (ci-après dénommé « CEC »), est automatiquement reconnue au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées par toutes les autres Parties.

2. Le présent Traité s'applique aux qualifications de l'enseignement supérieur qui sont délivrées conformément à la législation des Parties et qui appartiennent à leurs systèmes d'enseignement supérieur, qui sont couvertes par l'Annexe I du présent Traité et qui satisfont à toutes les autres conditions énoncées dans le présent Traité.

3. Le présent Traité n'est pas applicable :

- a) À la reconnaissance des programmes spécifiques de qualifications de l'enseignement supérieur dans un domaine d'études particulier,
- b) À la reconnaissance des périodes d'études,
- c) À la reconnaissance de qualifications qui n'appartiennent pas aux systèmes d'enseignement supérieur des Parties, ou
- d) À la reconnaissance des qualifications professionnelles conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, ou conformément à d'autres dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne.

En ce qui concerne ces éléments, le présent Traité reste sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne et des dispositions pertinentes de la législation des Parties.

Article 2. Définitions

1. Aux fins du présent Traité, on entend par :

- a) « reconnaissance automatique » : la reconnaissance automatique, sans aucune procédure, d'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées conformément à la législation des autres Parties ;
- b) « qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur » : les qualifications de l'enseignement supérieur énumérées à l'Annexe I du présent Traité ;
- c) En ce qui concerne le niveau des qualifications de l'enseignement supérieur :
 - i) « 'associate degree' » : une qualification de l'enseignement supérieur de cycle court délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 5 du CEC ;
 - ii) « grade de 'bachelor' » : une qualification de l'enseignement supérieur de premier cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 6 du CEC ;
 - iii) « grade de 'master' » : une qualification de l'enseignement supérieur de deuxième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 7 du CEC ;
 - iv) « doctorat » : une qualification de l'enseignement supérieur de troisième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 8 du CEC.

2. Les termes utilisés dans le présent Traité ont la même définition que dans la Convention de reconnaissance de Lisbonne, sauf si cela est incompatible avec les dispositions du présent Traité ou de ses Annexes.

Article 3. Disposition générale sur la reconnaissance automatique

1. Au sein de toutes les Parties, la reconnaissance automatique s'applique à chaque qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et figurant à l'Annexe I, pour autant que les conditions prévues à l'article 4 du présent Traité soient remplies.

2. La reconnaissance automatique en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article s'applique sans nécessiter une autre procédure.

Article 4. Conditions de la reconnaissance automatique

1. Les « associate degrees » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au « associate degree » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;
- b) Le « associate degree » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe II du présent Traité ;
- c) La reconnaissance automatique des « associate degrees » ne s'applique qu'entre les Parties dont la législation prévoit des « associate degrees » appartenant à l'enseignement supérieur, à partir du moment où ces Parties ont déclaré reconnaître automatiquement ces grades. Ces déclarations sont notifiées au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

L'absence d'une telle déclaration au nom d'une Partie reste sans préjudice de toute obligation de cette Partie envers une autre Partie en vertu d'autres arrangements relatifs à la reconnaissance des « associate degrees ».

2. Les grades de « bachelor » et de « master » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au grade de « bachelor » ou de « master » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;
- b) Le grade de « bachelor » ou de « master » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe III du présent Traité.

3. Les doctorats bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, à condition que le doctorat ait été délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou un autre organisme autorisé à cette fin conformément à la législation de la Partie où le doctorat a été délivré, dans la mesure où cet établissement ou cet organisme est couvert par l'Annexe IV du présent Traité.

Article 5. Clause de sauvegarde

1. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité provoque ou menace de provoquer des difficultés substantielles pour le système d'enseignement supérieur d'une Partie, cette Partie peut prendre des mesures de sauvegarde concernant la ou les qualifications concernées, à condition que ces mesures soient strictement nécessaires et qu'elles restent sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes d'autres arrangements applicables et des dispositions pertinentes de la législation de la Partie concernée.

2. Dès qu'une Partie prend des mesures de sauvegarde en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, elle se met en rapport avec la ou les Parties où la ou les qualifications concernées ont été délivrées, afin de résoudre la situation. Elle transmet également ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

3. Toutes les Parties restent vigilantes à tout moment afin d'éviter tout abus du présent Traité, en particulier pour éviter que les décisions de reconnaissance prises avant l'entrée en vigueur du présent Traité ne soient rendues caduques. En cas d'abus avéré, la Partie concernée prend toutes les mesures nécessaires pour exclure les cas connexes liés à l'application du présent Traité. Cette Partie transmet ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

Article 6. Fourniture et échange d'informations

1. Les Parties mettent à la disposition du grand public des informations sur le présent Traité et ses effets. Les informations relatives au présent Traité, y compris son texte, sont mises à disposition sur les sites web des autorités compétentes de chacune des Parties et de leurs centres appartenant au réseau européen des centres nationaux d'information sur la mobilité et la reconnaissance académiques (ci-après dénommé « le réseau ENIC »).

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties et leurs centres appartenant au réseau ENIC échangent mutuellement des informations sur les systèmes d'enseignement supérieur des Parties et sur l'application du présent Traité au sein des Parties.

Article 7. Accès à l'enseignement supérieur

Sans préjudice des arrangements existants ou futurs entre deux ou plusieurs Parties en ce qui concerne les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur, les Parties sont invitées à échanger des informations sur les conditions générales d'accès à l'enseignement supérieur qu'elles appliquent conformément à leur législation et sur les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur.

Article 8. Annexes

Les Annexes I à IV font partie intégrante du présent Traité.

Article 9. Litiges

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du présent Traité, tout différend qui pourrait voir le jour au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité est réglé par les Parties par voie de négociations de bonne foi.

Article 10. Application territoriale

1. Le présent Traité s'applique sur le territoire du Royaume de Belgique, sur le territoire de la République d'Estonie, sur le territoire de la République de Lettonie, sur le territoire de la République de Lituanie et sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

2. En ce qui concerne le territoire du Royaume des Pays-Bas, le présent Traité s'applique uniquement à la partie européenne et caribéenne (les îles de Bonaire, Saba et Saint-Eustache) des Pays-Bas. Il peut également être étendu à Aruba, Curaçao et Saint-Martin au moyen d'une notification par voie diplomatique au dépositaire, qui en informera les autres Parties.

3. Après adhésion en vertu de l'article 13, le présent Traité s'applique également sur le territoire de l'État adhérent ou sur la partie de celui-ci qui est couverte par l'adhésion.

Article 11. Dépositaire

Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Traité. Le dépositaire transmet des copies certifiées conformes du présent Traité à toutes les Parties.

Article 12. Entrée en vigueur, amendements et dénonciation

1. Le présent Traité est ratifié, accepté ou approuvé par chacune des Parties conformément à ses procédures constitutionnelles.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire, qui en informera toutes les Parties.
3. Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire du dernier instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.
4. Le présent Traité et ses Annexes peuvent être modifiés par accord mutuel écrit entre les Parties. Les amendements sont consignés dans des protocoles distincts, qui font partie intégrante du présent Traité et entrent en vigueur conformément à la procédure prévue aux alinéas 1 à 3 du présent article.
5. Dans le cas où les informations figurant aux Annexes I, II, III ou IV, qui concernent une Partie en particulier, sont affectées par des modifications de la législation ou de l'organisation interne de cette Partie, ladite Partie notifie ces modifications au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Toutes les Parties prennent en considération tous ces changements dans l'application du présent Traité.
6. Le présent Traité est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Traité par écrit en notifiant cette dénonciation au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Le présent Traité cesse d'être en vigueur pour la Partie concernée six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire, et reste en vigueur pour les autres Parties.

Article 13. Adhésion

1. Tout État ayant ratifié la Convention de reconnaissance de Lisbonne et appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur peut demander à adhérer au présent Traité, à condition :
 - d'appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les ESG,
 - que son système d'enseignement supérieur soit un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur, et
 - qu'il ait référencé son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC.
2. Conformément à ses procédures constitutionnelles, l'État demandeur notifie cette demande au dépositaire, qui en informe toutes les Parties. Cette demande comprend les informations visées aux Annexes I, II, III et IV du présent Traité, conformément à la procédure visée à l'article 12, alinéa 5, du présent Traité. L'État candidat ne peut adhérer qu'après la réception par le dépositaire de la dernière notification écrite de toutes les Parties indiquant qu'elles acceptent la demande de l'État candidat.
3. L'adhésion de l'État candidat au présent Traité est effectuée au moyen du dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire et prend effet le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire de cet instrument d'adhésion. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'adhésion au présent Traité.

4. Les Parties au présent Traité sont invitées à se consulter et à coopérer afin de coordonner, préparer et faciliter l'application du présent article.

Fait à Bruxelles le 14 septembre 2021, en un seul exemplaire, en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut.

Pour le Royaume de Belgique, représenté par :

– Le Gouvernement flamand,

[Ben Weyts]

– Le Gouvernement de la Communauté française,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

[Lydia Klinkenberg]

Pour la République d'Estonie,

[Liina Kersna]

Pour la République de Lettonie,

[Anita Muižniece]

Pour la République de Lituanie,

[Jurgita Šiugždiniene]

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

[Claude Meisch]

Pour le Royaume des Pays-Bas,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANNEXE I
Qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur

Nive au (CEC) ¹	Titre de la qualification									
	Communauté flamande de Belgique	Communauté française de Belgique	Communauté germanophone de Belgique	République d'Estonie	République de Lettonie	République de Lituanie	Grand-Duché de Luxembourg	Royaume des Pays-Bas		
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Non applicable	Non applicable	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Non applicable	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree		
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendus kõrghariduse diplom; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor		
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Non applicable	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master		
8	Doctor	Docteur	Non applicable	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslu daktaras Meno daktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor		

Au sein de certaines Parties, des qualifications préexistantes ont été assimilées à celles mentionnées ci-dessus, en raison de la législation de ces Parties. Le présent Traité ne porte pas atteinte aux effets juridiques de cette assimilation au sein de ces Parties et à la reconnaissance des qualifications concernées en vertu d'autres arrangements entre les Parties.

¹ Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie.

² Sur la base du présent Traité, seule la partie éducative de cette qualification est reconnue automatiquement.

ANNEXE II

Établissements et programmes reconnus en rapport avec les « associate degrees »

Aux fins de la reconnaissance automatique des « associate degrees », les « associate degrees » délivrés par les établissements reconnus suivants et se rapportant aux programmes d'enseignement supérieur reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les « associate degrees ».

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Non applicable

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations au sens de la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études³.

6. Pour la République de Lituanie :

- Non applicable

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁴.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)* »⁵.

¹ Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

² Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

³ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEXE III

Établissements et programmes reconnus en rapport avec les grades de « bachelor » ou de « master »

Aux fins de la reconnaissance automatique des grades de « bachelor » ou de « master », les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus suivants et se rapportant aux programmes reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus (publics et privés agréés) dans le passé, par exemple au cours de l'année académique 2008-2009.

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- L'établissement d'enseignement supérieur nommé « *Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » et les programmes de « bachelor » visés dans l'acte juridique nommé « *Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule* ».

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que la vue d'ensemble des programmes est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur agréés en République de Lettonie, des informations sont disponibles sur le site web de l'Agence de la qualité de l'enseignement supérieur ou sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'autorisation des programmes d'études³ ;
- Des informations sur les accréditations par orientation d'études jusqu'en 2019 (y compris les programmes d'études) sont disponibles dans le Registre des directions d'études (« *Register of Study Directions* »)⁴. Les informations sur les qualifications jusqu'en 2012 sont disponibles sur le site www.aiknc.lv.

¹ Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

² Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

³ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS - un système ouvert d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres⁵.

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par l'*Université du Luxembourg* sont reconnus par la loi ;
- Établissements d'enseignement supérieur accrédités et leurs programmes : voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁶.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO) »⁷.

⁵ Voir www.aikos.smm.lt.

⁶ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEXE IV

Établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés à délivrer des doctorats

Aux fins de la reconnaissance automatique des doctorats, les doctorats délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Uniquement les universités, à savoir (à l'heure actuelle) :
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
 et les deux établissements suivants, à savoir :
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- L'autorisation de conférer le grade académique de Docteur est accordée à chaque université reconnue telle qu'énumérée dans le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des doctorats est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations visées par la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études¹.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des doctorats ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS - un système ouvert d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres².

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Seule l'*Université du Luxembourg* est habilitée à délivrer des doctorats.

¹ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

² Voir www.aikos.smm.lt.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir l'acte juridique intitulé « *Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek* ».

**VERTRAG
ÜBER DIE AUTOMATISCHE ANERKENNUNG
VON HOCHSCHULQUALIFIKATIONEN**

Das Königreich Belgien, vertreten durch:

- Die flämische Regierung,
- Die Regierung der Französischen Gemeinschaft,
- Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Die Republik Estland,

Die Republik Lettland,

Die Republik Litauen,

Das Großherzogtum Luxemburg,

Das Königreich der Niederlande,

Im Folgenden als „die Vertragsparteien“ bezeichnet,

In Erwägung, dass das gemeinsam vom Europarat und von der Organisation der Vereinten Nationen für Bildung, Wissenschaft und Kultur ausgearbeitete und am 11. April 1997 in Lissabon unterzeichnete Übereinkommen über die Anerkennung von Qualifikationen im Hochschulbereich in der europäischen Region (im Folgenden als „Lissabon-Konvention“ bezeichnet) für jede der Vertragsparteien in Kraft getreten ist und dass die Vertragsparteien die vom Lissabon-Konvention-Komitee verabschiedeten subsidiären Texte zur Lissabon-Konvention umsetzen,

In Erwägung der Bedeutung der automatischen Anerkennung von Qualifikationen, die in den von den Ministern während der Ministerkonferenzen des Europäischen Hochschulraums im Rahmen des Bologna-Prozesses verabschiedeten Kommuniqués wiederholt betont wurde,

In Erwägung, dass in der Empfehlung des Rates der Europäischen Union vom 26. November 2018 zur Förderung der automatischen gegenseitigen Anerkennung von im Ausland erworbenen Hochschulqualifikationen und von Qualifikationen der allgemeinen und beruflichen Bildung der Oberstufe des Sekundarunterrichts sowie der Ergebnisse von Lernzeiten im Ausland die Mitgliedstaaten der Europäischen Union unter anderem dazu aufgefordert werden, die notwendigen Schritte zu unternehmen, um die automatische Anerkennung von Hochschulabschlüssen bis 2025 zu erreichen,

In Erwägung, dass im Rahmen der Benelux-Union und zwischen der Republik Estland, der Republik Lettland und der Republik Litauen bereits rechtsverbindliche gegenseitige Verträge über die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen getroffen wurden, nämlich:

- der Beschluss M(2015)3 des Benelux-Ministerkomitees über das Abkommen über die gegenseitige automatische generische Niveaugleichstellung von Hochschulabschlüssen in der Benelux-Union ergänzt durch den Beschluss M(2018)1,
- das Abkommen zwischen der Regierung der Republik Estland, der Regierung der Republik Lettland und der Regierung der Republik Litauen über die automatische akademische Anerkennung von Qualifikationen im Bereich der Hochschulbildung, unterzeichnet in Vilnius am 8. Juni 2018,

Mit dem Wunsch, die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen innerhalb des Europäischen Hochschulraums auszuweiten, indem diese regionalen Vereinbarungen in einem multilateralen Vertrag zwischen den Vertragsparteien vereint werden,

In dem Bewusstsein, dass die Grundlage für gegenseitiges Vertrauen in der Ratifizierung der Lissabon-Konvention und in der aktiven Mitgliedschaft im Europäischen Hochschulraum liegt, bezeugt durch die Umsetzung der Standards und Leitlinien für die Qualitätssicherung im Europäischen Hochschulraum (im Folgenden als "ESG" bezeichnet), dreistufige Hochschulsysteme, nationale Qualifikationsrahmen und andere Transparenzinstrumente,

Bereit, anderen Staaten die Möglichkeit zu geben, diesem Vertrag unter Berücksichtigung des Vorstehenden beizutreten,

Entschlossen, dadurch an der Spitze des Bologna-Prozesses und der Verwirklichung des Europäischen Hochschulraums zu bleiben,

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1. Ziele und Geltungsbereich

1. Dieser Vertrag soll gewährleisten, dass eine in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte Hochschulqualifikation, die zu ihrem Hochschulsystem gehört und auf den Europäischen Qualifikationsrahmen für lebenslanges Lernen (im Folgenden als „EQR“ bezeichnet) Bezug nimmt, automatisch auf dem gleichen Niveau wie die entsprechenden von allen anderen Vertragsparteien ausgestellten Hochschulqualifikationen anerkannt wird.

2. Dieser Vertrag findet Anwendung auf die in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragsparteien ausgestellten und zu ihrem Hochschulsystem gehörenden Hochschulqualifikationen, die in Anlage I des Vertrags erfasst werden und die alle anderen in diesem Vertrag festgelegten Bedingungen erfüllen.

3. Dieser Vertrag findet keine Anwendung auf:

- a) die Anerkennung spezifischer Programme für Hochschulabschlüsse in einem bestimmten Studienbereich,
- b) die Anerkennung von Studienzeiten,
- c) die Anerkennung von Qualifikationen, die nicht zu den Hochschulsystemen der Vertragsparteien gehören, oder
- d) die Anerkennung von Berufsqualifikationen gemäß der Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, oder gemäß anderer einschlägiger Bestimmungen, die im Rahmen der Europäischen Union verabschiedet wurden.

Hinsichtlich solcher Elemente lässt dieser Vertrag die einschlägigen Bestimmungen und Grundsätze der Lissabon-Konvention und ihrer subsidiären Texte, die im Rahmen der Europäischen Union verabschiedeten einschlägigen Bestimmungen und die einschlägigen Bestimmungen der Gesetzgebung der Vertragsparteien unberührt.

Artikel 2. Begriffsbestimmungen

1. Für die Zwecke dieses Vertrags haben die folgenden Begriffe die folgende Bedeutung:

- a) „automatische Anerkennung“: die automatische, ohne jedes Verfahren erfolgende Anerkennung einer Hochschulqualifikation, die gemäß der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellt wurde und zu ihrem Hochschulsystem gehört, auf dem gleichen Niveau wie die entsprechenden nach der Gesetzgebung der anderen Vertragsparteien ausgestellten Hochschulqualifikationen;
- b) „entsprechende Hochschulqualifikationen“: die in Anlage I dieses Vertrags aufgeführten Hochschulqualifikationen;
- c) Hinsichtlich des Niveaus der Hochschulqualifikationen:
 - i) „Associate degree“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation mit kurzer Studiendauer, die sich in Stufe 5 des EQR einordnen lässt;
 - ii) „Bachelorabschluss“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des ersten Zyklus, die sich in Stufe 6 des EQR einordnen lässt;
 - iii) „Masterabschluss“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des zweiten Zyklus, die sich in Stufe 7 des EQR einordnen lässt;
 - iv) „Doktor“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des dritten Zyklus, die sich in Stufe 8 des EQR einordnen lässt.

2. Die in diesem Vertrag verwendeten Begriffe haben dieselbe Begriffsbestimmung wie in der Lissabon-Konvention, es sei denn, dass diese mit den Bestimmungen dieses Vertrags oder seinen Anlagen unvereinbar sind.

Artikel 3. Allgemeine Bestimmung über die automatische Anerkennung

1. Innerhalb aller Vertragsparteien gilt die automatische Anerkennung für jede in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte, zu ihrem Hochschulsystem gehörende und in Anlage I aufgeführte Hochschulqualifikation, vorausgesetzt, dass die in Artikel 4 dieses Vertrags festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

2. Die automatische Anerkennung nach Absatz 1 des vorliegenden Artikels erfolgt ohne ein weiteres Verfahren.

Artikel 4. Voraussetzungen für die automatische Anerkennung

1. „Associate degrees“ profitieren von der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Mindestqualität der Programme, die zu dem „Associate degree“ geführt haben, ist durch ihre Anerkennung durch die zuständige Behörde der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sichergestellt worden;
- b) Der „Associate degree“ wurde von einer anerkannten Einrichtung verliehen und bezieht sich auf ein anerkanntes Programm in der Hochschulbildung, in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sofern diese Einrichtung und dieses Programm von Anlage II dieses Vertrags erfasst werden;
- c) Die automatische Anerkennung von einem „Associate degree“ findet nur zwischen Vertragsparteien Anwendung, deren Gesetzgebung zur Hochschulbildung gehörende „Associate degrees“ vorsehen, und zwar ab dem Zeitpunkt, zu dem diese Vertragsparteien erklärt haben, dass sie diese Grade automatisch anerkennen. Solche Erklärungen werden dem Verwahrer notifiziert, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert.

Das Fehlen einer solchen Erklärung im Namen einer Vertragspartei berührt nicht die Verpflichtungen dieser Vertragspartei gegenüber einer anderen Vertragspartei aufgrund anderer Vereinbarungen in Bezug auf die Anerkennung von „Associate degrees“.

2. Bachelor- und Masterabschlüsse kommen in den Genuss der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Mindestqualität der Programme, die zu dem Bachelor- oder Masterabschluss führen, ist durch ihre Lizenzierung durch die zuständige Behörde der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sichergestellt worden;
- b) der Bachelor- oder Masterabschluss ist in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, von einer anerkannten Hochschuleinrichtung verliehen worden und bezieht sich auf ein anerkanntes Programm, sofern diese Einrichtung und dieses Programm von Anlage III des Vertrags erfasst werden.

3. Doktorgrade kommen in den Genuss der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern der Doktorgrad verliehen wurde von einer Hochschuleinrichtung oder einer anderen hierzu nach der Gesetzgebung der Vertragspartei, in dem der Doktorgrad verliehen wurde, befugten Stelle, sofern diese Institution oder Einrichtung von Anlage IV des Vertrags erfasst wird.

Artikel 5. Schutzklausel

1. Verursacht die automatische Anerkennung nach Artikel 3 des Vertrags unter außergewöhnlichen Umständen erhebliche Schwierigkeiten für das Hochschulsystem einer Vertragspartei oder droht sie erhebliche Schwierigkeiten zu verursachen, so kann diese Vertragspartei Schutzmaßnahmen in Bezug auf die betreffende Qualifikation oder betreffenden Qualifikationen ergreifen, sofern diese Maßnahmen unbedingt notwendig sind und die einschlägigen Bestimmungen und Grundsätze der Lissabon-Konvention und ihrer subsidiären Texte, die einschlägigen Bestimmungen anderer Regelungen und die einschlägigen Bestimmungen der Gesetzgebung der betreffenden Vertragspartei unberührt bleiben.

2. Sobald eine Vertragspartei Schutzmaßnahmen nach Absatz 1 dieses Artikels trifft, setzt sie sich mit der Vertragspartei oder den Vertragsparteien, in denen die betreffende Qualifikation oder betreffenden

Qualifikationen ausgestellt wurden, in Verbindung, um die Lage zu klären. Sie übermittelt diese Maßnahmen auch dem Verwahrer, der alle anderen Vertragsparteien darüber informiert.

3. Alle Vertragsparteien bleiben zu jeder Zeit wachsam, um jeden Missbrauch dieses Vertrags zu vermeiden, insbesondere um zu verhindern, dass vor Inkrafttreten des Vertrags getroffene Anerkennungsentscheidungen außer Kraft gesetzt werden. Im Falle eines bekannten Missbrauchs trifft die betreffende Vertragspartei alle erforderlichen Maßnahmen, um die damit zusammenhängenden Fälle von der Anwendung dieses Vertrags auszuschließen. Diese Vertragspartei übermittelt diese Fälle auch dem Verwahrer, der alle anderen Vertragsparteien darüber informiert.

Artikel 6. Bereitstellung und Austausch von Informationen

1. Die Vertragsparteien machen Informationen über diesen Vertrag und seine Wirkungen der breiten Öffentlichkeit zugänglich. Informationen über diesen Vertrag, einschließlich seines Wortlauts, werden auf den Websites der zuständigen Behörden jeder Vertragspartei und ihrer Zentren, die dem European Network of Information Centres in the European Region (im Folgenden als „ENIC-Netzwerk“ bezeichnet) für akademische Mobilität und Anerkennung angehören, zur Verfügung gestellt.

2. Die zuständigen Behörden jeder Vertragspartei und ihre Zentren, die dem ENIC-Netz angehören, tauschen gegenseitig Informationen über die Hochschulsysteme der Vertragsparteien und über die Anwendung dieses Vertrags innerhalb der Vertragsparteien aus.

Artikel 7. Zugang zur Hochschulbildung

Unbeschadet bestehender oder künftiger Vereinbarungen zwischen zwei oder mehr Vertragsparteien in Bezug auf Qualifikationen, die den Zugang zur Hochschulbildung ermöglichen, sind die Vertragsparteien eingeladen, Informationen auszutauschen über die allgemeinen Voraussetzungen für den Zugang zur Hochschulbildung, die sie im Einklang mit ihrer Gesetzgebung anwenden, und über die Qualifikationen, die den Zugang zur Hochschulbildung ermöglichen.

Artikel 8. Anhänge

Die Anhänge I bis IV sind integraler Bestandteil dieses Vertrags.

Artikel 9. Streitigkeiten

Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 5 dieses Vertrags wird jede Streitigkeit, die im Zusammenhang mit der Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags entstehen kann, von den Parteien durch Verhandlungen in gutem Glauben beigelegt.

Artikel 10. Räumlicher Geltungsbereich

1. Dieser Vertrag gilt im Hoheitsgebiet des Königreichs Belgien, im Hoheitsgebiet der Republik Estland, im Hoheitsgebiet der Republik Lettland, im Hoheitsgebiet der Republik Litauen und im Hoheitsgebiet des Großherzogtums Luxemburg.

2. Was das Hoheitsgebiet des Königreichs der Niederlande betrifft, so gilt dieser Vertrag nur für den europäischen und den karibischen Teil (die Inseln Bonaire, Saba und Sint Eustatius) der Niederlande. Es kann

auch auf Aruba, Curaçao und Sint Maarten ausgedehnt werden, indem es dem Verwahrer auf diplomatischem Wege notifiziert wird, der die anderen Vertragsparteien informiert.

3. Nach dem Beitritt gemäß Artikel 13 gilt dieser Vertrag auch im Hoheitsgebiet des beitretenden Staates oder in dem Teil desselben, der von dem Beitritt abgedeckt wird.

Artikel 11. Verwahrer

Verwahrer dieses Vertrags ist das Generalsekretariat der Benelux-Union. Der Verwahrer übermittelt allen Vertragsparteien beglaubigte Kopien dieses Vertrags.

Artikel 12. Inkrafttreten, Änderung und Beendigung

1. Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch jede Vertragspartei im Einklang mit ihren verfassungsrechtlichen Verfahren.

2. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Verwahrer hinterlegt, der alle Vertragsparteien darüber informiert.

3. Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf den Eingang der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde beim Verwahrer folgt. Der Verwahrer informiert alle Vertragsparteien über den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Vertrags.

4. Dieser Vertrag und seine Anhänge können durch gegenseitige schriftliche Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geändert werden. Die Änderungen werden in getrennten Protokollen dokumentiert, die einen integralen Bestandteil dieses Vertrags darstellen werden, und nach dem in den Absätzen 1 bis 3 dieses Artikels vorgesehenen Verfahren in Kraft treten.

5. Werden die Informationen in den Anlagen I, II, III oder IV, die sich auf eine bestimmte Vertragspartei beziehen, durch Änderungen der Gesetzgebung oder der internen Organisation dieser Vertragspartei berührt, so übermittelt die betreffende Vertragspartei diese Änderungen dem Verwahrer, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert. Alle Vertragsparteien berücksichtigen solche Änderungen bei der Anwendung dieses Vertrags.

6. Dieser Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen. Jede der Vertragsparteien kann diesen Vertrag schriftlich kündigen, indem sie eine solche Kündigung dem Verwahrer übermittelt, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert. Dieser Vertrag tritt für die betreffende Vertragspartei sechs Monate nach dem Tag des Eingangs der Notifikation beim Verwahrer außer Kraft, während er für die anderen Vertragsparteien in Kraft bleibt.

Artikel 13. Beitritt

1. Jeder Staat, der die Lissabon-Konvention ratifiziert hat und dem Europäischen Hochschulraum angehört, kann beantragen diesem Vertrag beizutreten, unter der Bedingung, dass:

- er vertrauenswürdige Qualitätssicherungssysteme für seine Hochschulprogramme anwendet, die nachweislich mit den ESG übereinstimmen,
- sein Hochschulbildungssystem ein dreistufiges System ist, das dem Qualifikationsrahmen des Europäischen Hochschulraums entspricht, und
- sein nationaler Hochschulqualifikationsrahmen sich auf den EQR bezieht.

2. Im Einklang mit seinen verfassungsrechtlichen Verfahren übermittelt der antragstellende Staat einen solchen Antrag dem Verwahrer, der alle Vertragsparteien darüber informiert. Dieser Antrag enthält Informationen, auf die in den Anhängen I, II, III und IV dieses Vertrags nach dem in Artikel 12 Absatz 5 dieses Vertrags genannten Verfahren Bezug genommen wird. Der antragstellende Staat kann erst dann beitreten, wenn der Verwahrer die letzte schriftliche Notifikation aller Vertragsparteien erhalten hat, dass sie den Antrag des antragstellenden Staates annehmen.

3. Der Beitritt des antragstellenden Staates zu diesem Vertrag erfolgt durch Hinterlegung einer Beitrittsurkunde beim Verwahrer, und wird am ersten Tag des dritten Monats nach Eingang dieser Beitrittsurkunde beim Verwahrer wirksam. Der Verwahrer informiert alle Vertragsparteien über den Zeitpunkt des Beitritts zu diesem Vertrag.

4. Die Vertragsparteien sind eingeladen, einander zu konsultieren und zusammenzuarbeiten, um die Anwendung dieses Artikels zu vereinheitlichen, vorzubereiten und zu erleichtern.

Geschehen zu Brüssel am 14. September 2021 in einem einzigen Exemplar in deutscher, estnischer, französischer, lettischer, litauischer, niederländischer und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen verbindlich ist. Im Falle unterschiedlicher Auslegung ist der Text in englischer Sprache maßgebend.

Für das Königreich Belgien, vertreten durch:

– Die flämische Regierung,

[Ben Weyts]

– Die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

[Lydia Klinkenberg]

Für die Republik Estland,

[Liina Kersna]

Für die Republik Lettland,

[Anita Muižniece]

Für die Republik Litauen,

[Jurgita Šiugždiniénė]

Für das Großherzogtum Luxemburg,

[Claude Meisch]

Für das Königreich der Niederlande,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANHANG I
Einander entsprechende Abschlüsse des Hochschulwesens

Level (EQR) ¹	Titel der Qualifikation							
	Flämische Gemeinschaft Belgiens	Französische Gemeinschaft Belgiens	Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens	Republik Estland	Republik Lettland	Republik Litauen	Großherzogtum Luxemburg	Königreich der Niederlande
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Nicht zutreffend	Nicht zutreffend	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Nicht zutreffend	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendus kõrghariduse diplom; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Nicht zutreffend	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā magistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Nicht zutreffend	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslo daktaras Meno daktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor

In einigen Vertragsstaaten wurden aufgrund der Gesetzgebung dieser Staaten bestimmte bereits bestehende Qualifikationen mit den oben genannten gleichgestellt. Der vorliegende Vertrag lässt die Rechtswirkungen innerhalb dieser Vertragsparteien und die Anerkennung der betreffenden Qualifikationen nach anderen Vereinbarungen zwischen den Vertragsparteien unberührt.

¹ Europäischer Qualifikationsrahmen für lebenslanges Lernen (EQR)

² Auf der Grundlage dieses Vertrags wird nur der Ausbildungsteil dieser Qualifikation automatisch anerkannt.

ANHANG II

Anerkannte Institutionen und anerkannte Programme in Bezug auf „Associate degrees“

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von „Associate degrees“ werden „Associate degrees“ erfasst, die von den folgenden anerkannten Institutionen verliehen werden und die sich auf die folgenden anerkannten Programme im Hochschulbereich beziehen:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Das flämische Hochschulregister („*Hogeronderwijsregister*“)¹ ist ein offizielles Register, in dem alle anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme verzeichnet sind, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen angeboten werden. Es enthält auch die „Associate degrees“.

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Siehe den Rechtsakt „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ sowie die offiziellen Register „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² und www.mesetudes.be.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Nicht zutreffend

4. Für die Republik Estland:

- Nicht zutreffend

5. Für die Republik Lettland:

- Die Informationen im Sinne dieses Anhangs sind auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar.³

6. Für die Republik Litauen:

- Nicht zutreffend

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Siehe die vom Ministerium für Hochschulwesen und Forschung des Großherzogtums Luxemburg erstellte Liste.⁴

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe das offizielle Register mit der Bezeichnung „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“.⁵

¹ Dieses Register ist in niederländischer Sprache veröffentlicht unter www.hogeronderwijsregister.be und in Englisch unter www.highereducation.be

² Dieses Register ist veröffentlicht unter www.enseignement.be.

³ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Siehe http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Siehe <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANHANG III

Anerkannte Institutionen und anerkannte Programme in Bezug auf Bachelor- oder Master-Abschlüsse

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von Bachelor- oder Masterabschlüssen werden Bachelor- und Masterabschlüsse erfasst, die von den folgenden anerkannten Hochschuleinrichtungen verliehen werden und sich auf die folgenden anerkannten Programme beziehen:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Das flämische Hochschulregister („*Hogeronderwijsregister*“)¹ ist ein offizielles Register, in dem alle anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme verzeichnet sind, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen angeboten werden.
Es umfasst auch die anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen in der Vergangenheit angeboten wurden, beispielsweise im akademischen Jahr 2008-2009.

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Siehe den Rechtsakt „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ sowie die offiziellen Register „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² und www.mesetudes.be.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Die Hochschuleinrichtung mit der Bezeichnung „*Autonome Hochschule Ostbelgien*“ (bis Februar 2020 „*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*“) und die im Rechtsakt mit der Bezeichnung „*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*“ genannten Bachelorstudiengänge.

4. Für die Republik Estland:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Bachelor- und Masterabschlüsse und -programme anbieten, ist zugänglich unter www.archimedes.ee/enic (eine Website des estnischen ENIC/NARIC).

5. Für die Republik Lettland:

- Was die akkreditierten Hochschuleinrichtungen in der Republik Lettland betrifft, so sind Informationen auf der Website der Qualitätsagentur für Hochschulbildung oder auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar;³
- Informationen über Akkreditierungen von „*Study Directions*“ bis 2019 (einschließlich Studienprogramme) finden Sie im „*Register of Study Directions*“.⁴
Informationen über Qualifikationen bis 2012 sind zugänglich unter www.aiknc.lv.

¹ Dieses Register ist in niederländischer Sprache veröffentlicht unter www.hogeronderwijsregister.be und in Englisch unter www.highereducation.be.

² Dieses Register ist veröffentlicht unter www.enseignement.be.

³ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Für die Republik Litauen:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Bachelor- und Masterabschlüsse und -programme anbieten, ist auf AIKOS¹ verfügbar, einem offenen Informations-, Beratungs- und Orientierungssystem, das Informationen auf der Grundlage von Datenbanken und Registern bereitstellt.

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Bachelor- und Masterabschlüsse, die von der Universität Luxemburg („Université du Luxembourg“) verliehen werden, sind gesetzlich anerkannt;
- Akkreditierte private Hochschuleinrichtungen und ihre Programme: siehe die vom Ministerium für Hochschulwesen und Forschung des Großherzogtums Luxemburg erstellte Liste.²

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe das offizielle Register mit der Bezeichnung „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“.³

¹ Siehe www.aikos.smm.lt.

² Siehe http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

³ Siehe <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANHANG IV
**Hochschuleinrichtungen und andere Einrichtungen, die zur Verleihung von Doktorgraden
 berechtigt sind**

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von Dokortiteln werden die von den folgenden Hochschuleinrichtungen und anderen autorisierten Stellen verliehenen Promotionsvereinbarungen erfasst:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Nur die Universitäten, nämlich (derzeit):
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
 und die beiden folgenden Institutionen, nämlich:
 - *Evangelische Theologische Fakulteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Die Genehmigung zur Verleihung des akademischen Grades des „Docteur“ wird jeder anerkannten Universität erteilt, die in dem Rechtsakt mit der Bezeichnung „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ aufgeführt ist.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Nicht zutreffend

4. Für die Republik Estland:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Doktorgrade anbieten, ist unter www.archimedes.ee/enic (eine Website des estnischen ENIC/NARIC) zu finden.

5. Für die Republik Lettland:

- Die Informationen im Sinne des vorliegenden Anhangs sind auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar.¹

6. Für die Republik Litauen:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Doktoratsabschlüsse und -programme anbieten, ist auf AIKOS² verfügbar, einem offenen Informations-, Beratungs- und Orientierungssystem, das auf Datenbanken und Registern basierende Informationen bereitstellt.

¹ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

² Siehe www.aikos.smm.lt.

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Nur die Universität Luxemburg („*Université du Luxembourg*“) ist berechtigt, Doktorgrade zu verleihen.

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe den Rechtsakt „*Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betkking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek*“.

LĪGUMS PAR AUGSTĀKĀS IZGLĪTĪBAS KVALIFIKĀCIJU AUTOMĀTISKU ATZĪŠANU

Beļģijas Karaliste, ko pārstāv:

- Flandrijas valdība,
- Franču kopienas valdība,
- Vāciski runājošās kopienas valdība,

Igaunijas Republika,

Latvijas Republika,

Lietuvas Republika,

Luksemburgas Lielhercogiste,

Nīderlandes Karaliste,

turpmāk tekstā dēvētas par Pusēm,

ņemot vērā to, ka 1997. gada 11. aprīlī Lisabonā parakstītā Eiropas Padomes un Apvienoto Nāciju Izglītības, zinātnes un kultūras organizācijas kopīgi izstrādātā Eiropas reģiona konvencija par to kvalifikāciju atzīšanu, kas saistītas ar augstāko izglītību (turpmāk tekstā – Lisabonas konvencija par kvalifikāciju atzīšanu), ir stājusies spēkā attiecībā uz visām šā līguma Pusēm un ka Puses īsteno Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu papildu tiesību aktus, kurus ir pieņēmusi Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu komiteja;

ņemot vērā kvalifikāciju automatiskas atzīšanas svarīgumu, kas atkārtoti uzsvērta paziņojumos, ko pieņēmuši ministri Eiropas augstākās izglītības telpas ministru konferencēs Boloņas procesa ietvaros;

tā kā Eiropas Savienības Padomes 2018. gada 26. novembra lēmumā par to, kā sekmēt augstākās izglītības un vidējās izglītības, un mācību kvalifikāciju, un ārvalstīs pavadītu mācību periodu rezultātu automatisku savstarpēju atzīšanu, *inter alia* pausts aicinājums Eiropas Savienības dalībvalstīm attiecīgi rīkoties, lai līdz 2025. gadam panāktu augstākās izglītības kvalifikāciju automatisku atzīšanu;

tā kā juridiski saistošas savstarpējas vienošanās par augstākās izglītības kvalifikāciju automatisku atzīšanu jau ir noslēgtas Beniluksa Savienībā un starp Igaunijas Republiku, Latvijas Republiku un Lietuvas Republiku, proti:

- Beniluksa Ministru komitejas Lēmums M(2015)3 par augstākās izglītības grādu automatisku savstarpēju vispārēja līmeņa atzīšanu, kas papildināts ar Lēmumu M(2018)1;
- Igaunijas Republikas valdības, Latvijas Republikas valdības un Lietuvas Republikas valdības līgums par kvalifikāciju, kas saistītas ar augstāko izglītību, automatisku akadēmisko atzīšanu, kas parakstīts Viļņā 2018. gada 8. jūnijā;

vēloties paplašināt augstākās izglītības kvalifikāciju automatisku atzīšanu Eiropas augstākās izglītības telpā, apvienojot šīs reģionālās vienošanās Pušu daudzpusējā līgumā;

apzinoties, ka savstarpējās uzticības pamatā ir Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu ratifikācija un aktīva dalība Eiropas augstākās izglītības telpā, ko apliecina Standartu un pamatnostādņu attiecībā uz izglītības kvalitātes nodrošināšanu Eiropas augstākās izglītības telpā (turpmāk tekstā – *ESG*), trīs ciklu augstākās izglītības sistēmu, valstu kvalifikāciju ietvarstruktūru un citu pārskatāmības rīku īstenošana;

vēloties sniegt iespēju citām valstīm pievienoties šim līgumam, ņemot vērā iepriekš minēto;

apņēmis pilnas, šādi rīkojoties, saglabāt vadošo lomu Boloņas procesā un Eiropas augstākās izglītības telpas īstenošanā,

ir vienojušās par turpmāko.

1. pants. Mērķi un darbības joma

1. Šā līguma mērķis ir nodrošināt, ka augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un ir pielīdzināta Eiropas kvalifikāciju ietvarstruktūrai mūžizglītībā (turpmāk tekstā – EKI), tiek automātiski atzīta tajā pašā līmenī, kurā ietilpst atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas, ko piešķir pārējās Puses.

2. Šis līgums attiecas uz saskaņā ar Pušu tiesību aktiem piešķirtām un to augstākās izglītības sistēmās pastāvošām augstākās izglītības kvalifikācijām, kas ir norādītas šā līguma I pielikumā, kā arī atbilst visiem pārējiem šajā līgumā izklāstītajiem nosacījumiem.

3. Šis līgums neattiecas uz:

- a) augstākās izglītības kvalifikāciju atzīšanu konkrētās programmās noteiktā studiju nozarē;
- b) studiju periodu atzīšanu;
- c) tādu kvalifikāciju atzīšanu, kas nepastāv Pušu augstākās izglītības sistēmās, un
- d) profesionālo kvalifikāciju atzīšanu saskaņā ar Eiropas Parlamenta un Padomes 2005. gada 7. septembra Direktīvu 2005/36/EK par profesionālo kvalifikāciju atzīšanu vai saskaņā ar citiem attiecīgajiem tiesību aktu noteikumiem, kas pieņemti Eiropas Savienības ietvaros.

Attiecībā uz šiem apakšpunktiem šis līgums neierobežo attiecīgos Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un tās papildu tiesību aktu noteikumus un principus, Eiropas Savienības ietvaros pieņemtos tiesību aktu noteikumus, kā arī attiecīgos Pušu tiesību aktu noteikumus.

2. pants. Definīcijas

1. Šajā līgumā turpmāk minētajiem terminiem ir šāda nozīme:

- a) “automātiska atzīšana” – augstākās izglītības kvalifikācijas, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem un pastāv tās augstākās izglītības sistēmā, automātiska atzīšana bez jebkādas procedūras tajā pašā līmenī, kurā ir atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas, ko piešķir saskaņā ar citu Pušu tiesību aktiem;
- b) “atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas” – augstākās izglītības kvalifikācijas, kas uzskaitītas šā līguma I pielikumā;

c) attiecībā uz augstākās izglītības kvalifikāciju līmeni:

- i) “pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms”* – tāā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 5. līmeni;
- ii) “bakalaura grāds” – pirmā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 6. līmeni;
- iii) “maģistra grāds” – otrā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 7. līmeni;
- iv) “doktora grāds” – trešā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 8. līmeni.

2. Šajā līgumā lietotajiem terminiem ir tāda pati definīcija kā Lisabonas konvencijā par kvalifikāciju atzīšanu, ja vien tas nav pretrunā ar šā līguma vai tā pielikumu noteikumiem.

3. pants. Automātiskas atzīšanas vispārīgie noteikumi

1. Visās Pusēs automātiskā atzīšana attiecināma uz katru saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem piešķirtu un tās augstākās izglītības sistēmā pastāvošu augstākās izglītības kvalifikāciju, kas ir norādīta I pielikumā, ja tā atbilst šā līguma 4. panta nosacījumiem.

2. Šā panta 1. punktā noteiktā automātiskā atzīšana notiek bez jebkādas papildu procedūras.

4. pants. Automātiskās atzīšanas nosacījumi

1. Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja ir izpildīti visi turpmāk minētie nosacījumi:

- a) kompetentā iestāde Pusē, kurā tika piešķirts attiecīgais pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms, atļaujot īstenot programmas, kurās iegūst pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, ir apliecinājusi šo programmu minimālo kvalitāti;
- b) pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu ir piešķirusi atzīta iestāde, un tas ir saistīts ar atzītu augstākās izglītības programmu saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts attiecīgais pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms, ja šī iestāde un programma ir attiecīgi viena no šā līguma II pielikumā norādītajām iestādēm vai programmām;
- c) pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu automātisku atzīšanu piemēro tikai starp tām Pusēm, kuru tiesību akti augstākajā izglītībā paredz pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, no brīža, kad šīs Puses ir paziņojušas, ka tās automātiski atzīst šādus diplomus. Par šādiem paziņojumiem informē deponitāriju, kurš par to informē pārējās Puses.

Tas, ka šāds paziņojums Puses vārdā nav saņemts, neietekmē šīs Puses saistības pret citu Pusi saskaņā ar citu vienošanos par pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu atzīšanu.

* Tulkotāja piezīme. Šā līguma tulkojumā “associate degree” atveidots, lietojot atbilstošu diploma nosaukumu 5. līmeņa kvalifikācijai Latvijā.

2. Bakalaura un maģistra grādu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja ir izpildīti visi turpmāk minētie nosacījumi:

- a) kompetentā iestāde Pusē, kurā tiek piešķirts attiecīgais bakalaura vai maģistra grāds, atļaujot īstenot bakalaura vai maģistra programmas, ir apliecinājusi šo programmu minimālo kvalitāti;
- b) bakalaura vai maģistra grādu ir piešķirusi atzīta augstākās izglītības iestāde, un tas ir saistīts ar atzītu programmu saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts attiecīgais grāds, ja šī iestāde un programma ir attiecīgi viena no šā līguma III pielikumā norādītajām iestādēm vai programmām.

3. Doktora grādu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja doktora grādu ir piešķirusi augstākās izglītības iestāde vai cita organizācija, kas ir atbilstoši pilnvarota saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts doktora grāds, un ja šāda iestāde vai organizācija ir viena no šā līguma IV pielikumā norādītajām iestādēm vai organizācijām.

5. pants. Drošības klauzula

1. Ja izņēmuma apstākļos automātiska atzīšana atbilstoši šā līguma 3. pantam ievērojami apgrūtināta vai var apgrūtināt Puses augstākās izglītības sistēmu, šī Puse var piemērot drošības pasākumus attiecīgajai kvalifikācijai vai kvalifikācijām ar nosacījumu, ka šādi pasākumi ir obligāti nepieciešami un tie neskar attiecīgos Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un tās papildu tiesību aktu noteikumus un principus, attiecīgos citu piemērojamo vienošanos noteikumus un attiecīgās Puses piemērojamos tiesību aktu noteikumus.

2. Tiklīdz Puse veic drošības pasākumus atbilstoši šā panta 1. punktam, tā sazinās ar to Pusi vai Pusēm, kurās attiecīgā(-ās) kvalifikācija(-as) ir piešķirta(-as), lai atrisinātu situāciju. Tā arī paziņo šos pasākumus deponitārijam, kurš par tiem informē visas pārējās Puses.

3. Visas Puses vienmēr saglabā modrību, lai izvairītos no šā līguma nepareizas izmantošanas, it īpaši no tā, ka netiek ievēroti atzīšanas lēmumi, kas pieņemti pirms šā līguma stāšanās spēkā. Ja kļūst zināms par ļaunprātīgu izmantošanu, attiecīgā Puse veic visus nepieciešamos pasākumus, lai attiecīgos gadījumus izslēgtu no šā līguma darbības jomas. Attiecīgā Puse par šādiem gadījumiem paziņo arī deponitārijam, kurš par tiem informē visas pārējās Puses.

6. pants. Informācijas sniegšana un apmaiņa

1. Informāciju par šo līgumu un tā darbību Puses dara plaši pieejamu sabiedrībai. Informācija par šo līgumu un tā teksts ir pieejami katras Puses kompetento iestāžu un Eiropas valstu akadēmiskās atzīšanas un mobilitātes informācijas centru tīklā (tālāk tekstā – *ENIC* tīkls) ietilpstošo Pušu informācijas centru tīmekļa vietnēs.

2. Katras Puses kompetentās iestādes un to informācijas centri, kas ietilpst *ENIC* tīklā, savstarpēji apmainās ar informāciju par Pušu augstākās izglītības sistēmām un par šā līguma piemērošanu Pusēs.

7. pants. Tiesības stāties augstākās izglītības iestādē

Neskarot spēkā esošās vai turpmākās vienošanās starp divām vai vairākām Pusēm par kvalifikācijām, kas dod tiesības stāties augstākās izglītības iestādē, Puses tiek aicinātas apmainīties ar informāciju par vispārīgajām prasībām, kas jāizpilda, lai iegūtu tiesības iestāties augstākās izglītības iestādē, un ko tās piemēro saskaņā ar saviem tiesību aktiem, un par kvalifikācijām, kas dod tiesības iestāties augstākās izglītības iestādē.

8. pants. Pielikumi

I–IV pielikums ir šā līguma neatņemama daļa.

9. pants. Strīdi

Neskarot šā līguma 5. panta noteikumus, jebkādu strīdu, kas var rasties saistībā ar šā līguma interpretāciju vai piemērošanu, Puses atrisina labā ticībā balstītās pārrunās.

10. pants. Teritoriālā piemērošana

1. Šo līgumu piemēro Beļģijas Karalistes teritorijā, Igaunijas Republikas teritorijā, Latvijas Republikas teritorijā, Lietuvas Republikas teritorijā un Luksemburgas Lielhercogistes teritorijā.
2. Attiecībā uz Nīderlandes Karalistes teritoriju šo līgumu piemēro Nīderlandes Eiropas daļā un Nīderlandes Karību jūras reģiona daļā (Bonaires, Sabas un Sintēstatuisas salā). To var piemērot arī Arubā, Kirasao un Sintmārtēnā, pa diplomātiskajiem kanāliem to paziņojot depozitārijam, kas par to informē pārējās Puses.
3. Pēc pievienošanās atbilstoši šā līguma 13. pantam šo līgumu piemēro arī tās valsts teritorijā, kas pievienojas līgumam, vai tajā valstī teritorijas daļā, uz kuru attiecas šāda pievienošanās.

11. pants. Depozitārijs

Šā līguma depozitārijs ir Beniluksa Savienības Ģenerālsekretariāts. Depozitārijs visām Pusēm nosūta apliecinātas šā līguma kopijas.

12. pants. Stāšanās spēkā, grozījumi un izbeigšana

1. Katra Puse ratificē, pieņem vai apstiprina šo līgumu saskaņā ar savām konstitucionālajām procedūrām.
2. Apstiprināšanas, pieņemšanas vai ratifikācijas dokumentu deponē deponētārijam, kas par to informē visas Puses.
3. Šis līgums stājas spēkā trešā mēneša pirmajā dienā pēc tam, kad deponētārijs ir saņēmis pēdējo apstiprināšanas, pieņemšanas vai ratifikācijas dokumentu. Deponētārijs informē visas Puses par šā līguma spēkā stāšanās datumu.
4. Šo līgumu un tā pielikumus var grozīt ar Pušu savstarpēju rakstisku vienošanos. Grozījumus dokumentē atsevišķos protokolos, kas kļūst par šā līguma neatņemamu daļu un stājas spēkā šā panta 1.–3. punktā noteiktajā kārtībā.
5. Ja I, II, III vai IV pielikumā minēto informāciju, kas attiecas uz konkrēto Pusi, ietekmē izmaiņas šīs Puses tiesību aktos vai tās iekšējā organizācijā, šī Puse šādas izmaiņas paziņo deponētārijam, kurš par tām informē pārējās Puses. Visas Puses ņem vērā šādas izmaiņas, kad piemēro šo līgumu.
6. Šis līgums ir noslēgts uz nenoteiktu laiku. Katra no Pusēm var denonsēt šo līgumu rakstiski, paziņojot par šādu denonsēšanu deponētārijam, kas par to informē pārējās Puses. Šis līgums zaudē spēku attiecībā uz paziņojumu iesniegušo Pusi, kad ir pagājuši seši mēneši kopš dienas, kad deponētārijs saņēma šādu paziņojumu, vienlaikus šis līgums paliek spēkā attiecībā uz pārējām Pusēm.

13. pants. Pievienošanās

1. Katra valsts, kas ir ratificējusi Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un ir Eiropas augstākās izglītības telpā, var iesniegt pieteikumu par pievienošanos šim līgumam ar nosacījumu, ka:
 - tā piemēro uzticamas kvalitātes nodrošināšanas sistēmas savām augstākās izglītības programmām, kas var uzskatāmi apliecināt atbilstību *ESG*;
 - tās augstākās izglītības sistēma ir trīs ciklu sistēma atbilstoši Eiropas augstākās izglītības telpas kvalifikāciju ietvarstruktūrai un
 - tā ir pielīdzinājusi savu valsts augstākās izglītības kvalifikāciju ietvarstruktūru EKI.
2. Pieteikuma iesniedzēja valsts saskaņā ar savām konstitucionālajām procedūrām par šādu pieteikumu paziņo deponētārijam, kurš par to informē visas Puses. Šajā pieteikumā iekļauj informāciju, kas ir norādīta šā līguma I, II, III un IV pielikumā, saskaņā ar šā līguma 12. panta 5. punktā norādīto procedūru. Pieteikuma iesniedzēja valsts var pievienoties tikai pēc tam, kad deponētārijs ir saņēmis pēdējo no visu Pušu rakstiskajiem paziņojumiem par to, ka tās pieņem pieteikuma iesniedzējas valsts pieteikumu.
3. Pieteikuma iesniedzējas valsts pievienošanās šim līgumam notiek, deponējot pievienošanās dokumentu deponētārijam, un pievienošanās stājas spēkā trešā mēneša pirmajā dienā pēc tam, kad deponētārijs ir saņēmis šo pievienošanās dokumentu. Deponētārijs informē visas Puses par pievienošanās datumu šim līgumam.

4. Šā līguma Puses tiek aicinātas savstarpēji apspriesties un sadarboties, lai pilnveidotu, sagatavotu un sekmētu šā panta piemērošanu.

Parakstīts Briselē, 2021. gada 14. septembrī vienā eksemplārā angļu, franču, holandiešu, igauņu, latviešu, lietuviešu un vācu valodā; visiem tekstiem ir vienāds spēks. Atšķirīgas interpretācijas gadījumā noteicošais ir teksts angļu valodā.

Beļģijas Karalistes vārdā, ko pārstāv:

– Flandrijas valdība,

[Ben Weyts]

– Franču kopienas valdība,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Vāciski runājošās kopienas valdība,

[Lydia Klinkenberg]

Igaunijas Republikas vārdā

[Liina Kersna]

Latvijas Republikas vārdā

[Anita Muižniece]

Lietuvas Republikas vārdā

[Jurgita Šiugždinienė]

Luksemburgas Lielhercogistes vārdā

[Claude Meisch]

Nīderlandes Karalistes vārdā

[Sigrid A.M. Kaag]

I PIELIKUMS
Atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas

Līmenis (EK) ¹	Kvalifikācijas nosaukums							
	Beļģijas flāmu kopiena	Beļģijas franču kopiena	Beļģijas vāciski runājošā kopiena	Igaunijas Republika	Latvijas Republika	Lietuvas Republika	Luksemburgas Lielhercogiste	Nīderlandes Karaliste
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Nav attiecināms	Nav attiecināms	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Nav attiecināms	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendus kõrghariduse diplom; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin Médecin vétérinaire	Nav attiecināms	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister;	Magistra diploms; Profesionālā magistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Nav attiecināms	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslu daktaras Meno daktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor

Dažu Pušu tiesiskajā regulējumā atsevišķas iepriekš pastāvošas kvalifikācijas ir pielīdzinātas šajā tabulā minētajām kvalifikācijām. Šis līgums neskar ar to saistītās tiesiskās sekas šādās Pusēs, kā arī attiecīgo kvalifikāciju atzīšanu atbilstoši tam, kā to paredz citas vienošanās starp Pusēm.

¹ Eiropas kvalifikāciju ietvarstruktūra mūžizglītībai.

² Pamatojoties uz šo līgumu, automātiski atzīst tikai šīs kvalifikācijas izglītības daļu.

II PIELIKUMS

Atzītās iestādes un atzītās programmas, kurās piešķir pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus

Lai automātiski atzītu pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, šā līguma darbības ietvarā tie ir pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomi, kurus piešķirušas turpmāk minētās atzītās iestādes un kuri ir saistīti ar turpmāk minētajām atzītajām augstākās izglītības programmām.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Flandrijas Augstākās izglītības reģistrs (*Hogeronderwijsregister*)¹ ir oficiāls reģistrs, kurā ir uzskaitītas visas atzītās (akreditētās) augstākās izglītības programmas, ko piedāvā visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes. Tajā ir iekļauti arī pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomi.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Skat. tiesību aktu *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*, kā arī oficiālos reģistrus – *Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*² un www.mesetudes.be.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Nav attiecināms

4. Igaunijas Republikā:

- Nav attiecināms

5. Latvijas Republikā:

- Šajā pielikumā iekļaujamā informācija ir pieejama e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana".³

6. Lietuvas Republikā:

- Nav attiecināms

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Skat. Luksemburgas Lielhercogistes Augstākās izglītības un pētniecības ministrijas sagatavoto sarakstu.⁴

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. oficiālo reģistru *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*.⁵

¹ Šis reģistrs ir publicēts holandiešu valodā tīmekļa vietnē www.hogeronderwijsregister.be un angļu valodā tīmekļa vietnē www.highereducation.be.

² Šis reģistrs ir publicēts tīmekļa vietnē www.enseignement.be.

³ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Skat. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Skat. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

III PIELIKUMS

Atzītās iestādes un atzītās programmas, kurās piešķir bakalaura un maģistra grādus

Lai automātiski atzītu bakalaura un maģistra grādus, šā līguma darbības ietvarā ir bakalaura un maģistra grādi, kurus piešķirušas turpmāk minētās atzītās augstākās izglītības iestādes un kuri ir saistīti ar turpmāk minētajām atzītajām programmām.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Flandrijas Augstākās izglītības reģistrs (*Hogeronderwijsregister*)¹ ir oficiāls reģistrs, kurā ir uzskaitītas visas atzītās (akreditētās) augstākās izglītības programmas, ko piedāvā visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes. Tajā iekļautas arī atzītās (akreditētas) augstākās izglītības programmas, ko iepriekš, piemēram, 2008./2009. akadēmiskajā gadā, piedāvāja visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Skat. tiesību aktu *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*, kā arī oficiālos reģistrus – *Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*² un www.mesetudes.be.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Augstākās izglītības iestāde *Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft* un bakalaura programmas, kas norādītas tiesību aktā *Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*.

4. Igaunijas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā bakalaura un maģistra grādus un programmas, ir sniegts tīmekļa vietnē www.archimedes.ee/enic (Igaunijas ENIC/NARIC tīmekļa vietne).

5. Latvijas Republikā:

- Informācija par akreditētajām augstākās izglītības iestādēm Latvijas Republikā ir pieejama Augstākās izglītības kvalitātes aģentūras tīmekļa vietnē vai e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana";³
- Informācija par studiju virzienu (tostarp studiju programmu) akreditāciju līdz 2019. gadam ir pieejama Studiju virzienu reģistrā.⁴ Informācija par kvalifikācijām līdz 2012. gadam ir pieejama tīmekļa vietnē www.aiknc.lv.

¹ Šis reģistrs ir publicēts holandiešu valodā tīmekļa vietnē www.hogeronderwijsregister.be un angļu valodā tīmekļa vietnē www.highereducation.be.

² Šis reģistrs ir publicēts tīmekļa vietnē www.enseignement.be.

³ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Lietuvas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā bakalaura un maģistra grādus un programmas, ir pieejams *AIKOS* sistēmā, kas ir atvērta informācijas, konsultāciju un ievirzes sistēma, kurā informācija sniegta, pamatojoties uz datu bāzēm un reģistriem.⁵

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Tiesību aktos ir atzīti bakalaura un maģistra grādi, ko piešķir Luksemburgas Universitāte (*Université du Luxembourg*);
- Akreditētās privātās augstākās izglītības iestādes un to programmas: skat. Luksemburgas Lielhercogistes Augstākās izglītības un pētniecības ministrijas sagatavotajā sarakstā.⁶

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. oficiālo reģistru *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*.⁷

⁵ Skat. www.aikos.smm.lt.

⁶ Skat. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recoqnised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Skat. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

IV PIELIKUMS

Augstākās izglītības iestādes un citas organizācijas, kas ir pilnvarotas piešķirt doktora grādus

Lai automātiski atzītu doktora grādus, šā līguma darbības ietvarā ir doktora grādi, ko piešķir turpmāk minētās augstākās izglītības iestādes un citas pilnvarotās organizācijas.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Tikai universitātes, proti (pašlaik):
 - *Katholieke Universiteit Leuven*;
 - *transnationale Universiteit Limburg*;
 - *Universiteit Hasselt*;
 - *Universiteit Antwerpen*;
 - *Universiteit Gent*;
 - *Vrije Universiteit Brussel*
- un šādas divas institūcijas:
 - *Evangelische Theologische Faculteit*;
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies*.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Pilnvarojums piešķirt akadēmisko grādu *Docteur* ir piešķirts katrai atzītai universitātei, kas ir norādīta tiesību aktā *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Nav attiecināms

4. Igaunijas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā doktora grādus, ir sniegts tīmekļa vietnē www.archimedes.ee/enic (Igaunijas ENIC/NARIC tīmekļa vietne).

5. Latvijas Republikā:

- Šajā pielikumā iekļaujamā informācija ir pieejama e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana".¹

6. Lietuvas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā doktora grādus un programmas, ir pieejams AIKOS sistēmā, kas ir atvērta informācijas, konsultāciju un ievirzes sistēma, kurā informācija sniegta, pamatojoties uz datu bāzēm un reģistriem.²

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Tikai Luksemburgas Universitātei (*Université du Luxembourg*) ir tiesības piešķirt doktora grādus.

¹ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

² Skat. www.aikos.smm.lt.

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. tiesību aktu *Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.*

SUTARTIS

DĖL AUKŠTOJO MOKSLO KVALIFIKACIJŲ AUTOMATIŠKO PRIPAŽINIMO

Belgijos Karalystė, atstovaujama:

- Flandrijos Vyriausybės,
- Belgijos prancūzų bendruomenės Vyriausybės,
- Belgijos vokiečių bendruomenės Vyriausybės,

Estijos Respublika,

Latvijos Respublika,

Lietuvos Respublika,

Liuksemburgo Didžioji Hercogystė,

Nyderlandų Karalystė,

kurios toliau vadinamos Šalimis,

atsižvelgdamos į tai, kad 1997 m. balandžio 11 d. Lisabonoje pasirašyta Europos Tarybos kartu su Jungtinių Tautų švietimo, mokslo ir kultūros organizacija parengta Kvalifikacijų, susijusių su aukštuoju mokslu, pripažinimo Europos regiono valstybėse konvencija (toliau – Lisabonos pripažinimo konvencija) įsigaliojo visoms šios Sutarties Šalims ir kad Šalys įgyvendina Lisabonos pripažinimo konvencijos komiteto priimtus Lisabonos pripažinimo konvenciją papildančius dokumentus;

atsižvelgdamos į kvalifikacijų automatiško pripažinimo svarbą, kuri ne kartą akcentuota komunikatuose, priimtuose Bolonijos procese vykstančiuose Europos aukštojo mokslo erdvės ministrų konferencijose;

kadangi 2018 m. lapkričio 26 d. Europos Sąjungos Tarybos rekomendacija dėl aukštojo mokslo, vidurinio ugdymo ir mokymo kvalifikacijų bei mokymosi užsienyje laikotarpių rezultatų automatiško tarpusavio pripažinimo skatinimo, be kita ko, ragina Europos Sąjungos valstybes nares imtis veiksmų, būtinų aukštojo mokslo kvalifikacijų automatiškam pripažinimui užtikrinti iki 2025 m.;

kadangi tiek Beniliukso Sąjungoje, tiek tarp Estijos Respublikos, Latvijos Respublikos ir Lietuvos Respublikos jau yra sudaryti teisiškai privalomi tarpusavio susitarimai dėl aukštojo mokslo kvalifikacijų automatiško pripažinimo, o konkrečiai:

- Beniliukso Ministrų Komiteto sprendimas M(2015)3 dėl aukštojo mokslo kvalifikacijų laipsnių automatiško tarpusavio pripažinimo sistemų lygmeniu, papildytas Sprendimu M(2018)1,
- Lietuvos Respublikos Vyriausybės, Estijos Respublikos Vyriausybės ir Latvijos Respublikos Vyriausybės susitarimas dėl su aukštuoju mokslu susijusių kvalifikacijų automatiško akademinio pripažinimo, pasirašytas 2018 m. birželio 8 d. Vilniuje;

norėdamos išplėsti aukštojo mokslo kvalifikacijų automatišką pripažinimą Europos aukštojo mokslo erdvėje, sujungiant minėtus regioninius susitarimus į Šalių sudarytą daugiašalę sutartį;

suvokdamos faktą, kad tarpusavio pasitikėjimas yra grindžiamas Lisabonos pripažinimo konvencijos ratifikavimu ir aktyvią narystę Europos aukštojo mokslo erdvėje liudijančiu Europos aukštojo mokslo erdvės kokybės užtikrinimo standartų ir gairių (toliau – ESG) įgyvendinimu, trijų pakopų aukštojo mokslo sistemų, nacionalinių kvalifikacijų sandarų ir kitų skaidrumo priemonių įdiegimu;

pasirengusios suteikti galimybę kitoms valstybėms prisijungti prie šios Sutarties, atsižvelgiant į tai, kas išdėstyta pirmiau;

būdamos pasiryžusios ir pasirašydamos šią Sutartį išlikti Bolonijos proceso bei Europos aukštojo mokslo erdvės įgyvendinimo priešakyje,

susitarė:

1 straipsnis

Tikslai ir taikymo sritis

1. Šios Sutarties tikslas – užtikrinti, kad aukštojo mokslo kvalifikacija, suteikta vadovaujantis vienos iš Šalių teisės aktais, priklausanti jos aukštojo mokslo sistemai ir susieta su Europos mokymosi visą gyvenimą kvalifikacijų sandara (toliau – EKS), būtų automatiškai pripažįstama kaip atitinkamos to paties lygio aukštojo mokslo kvalifikacijos, suteiktos visose kitose Šalyse.

2. Ši Sutartis taikoma pagal Šalių teisės aktus suteiktoms ir jų aukštojo mokslo sistemoms priklausančioms aukštojo mokslo kvalifikacijoms, kurios nurodytos šios Sutarties I priede ir atitinka visas kitas šioje Sutartyje išdėstytas sąlygas.

3. Ši Sutartis netaikoma:

- a) konkrečių aukštojo mokslo kvalifikacijų programų priskyrimui tam tikrai studijų kryptiai,
- b) dalinių studijų pripažinimui,
- c) kvalifikacijų, kurios nepriklauso Šalių aukštojo mokslo sistemoms, pripažinimui

arba

d) profesinių kvalifikacijų pripažinimui pagal 2005 m. rugsėjo 7 d. Europos Parlamento ir Tarybos direktyvą 2005/36/EB dėl profesinių kvalifikacijų pripažinimo arba kitas atitinkamas Europos Sąjungoje priimtas nuostatas.

Nurodytų elementų atveju ši Sutartis nedaro įtakos Lisabonos pripažinimo konvencijos ir ją papildančių dokumentų susijusioms nuostatoms bei principams, Europos Sąjungoje priimtoms susijusioms nuostatoms ir Šalių teisės aktų susijusioms nuostatoms.

2 straipsnis

Sąvokų apibrėžtys

1. Toliau nurodytos sąvokos šioje Sutartyje turi tokią reikšmę:

- a) „automatiškas pripažinimas“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteiktos ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausančios aukštojo mokslo kvalifikacijos automatiškas pripažinimas kaip atitinkamos to paties lygio aukštojo mokslo kvalifikacijos, suteiktos pagal kitų Šalių teisės aktus, netaikant jokios papildomos pripažinimo procedūros;
- b) „atitinkamos aukštojo mokslo kvalifikacijos“ – tai šios Sutarties I priede išvardytos aukštojo mokslo kvalifikacijos;
- c) aukštojo mokslo kvalifikacijų lygiai yra tokie:
 - i) „Associate degree“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti trumpojo ciklo aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 5 lygį;
 - ii) „Bachelor's degree“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti pirmosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 6 lygį;

iii) „*Master's degree*“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti antrosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 7 lygį;

iv) „*Doctoral degree*“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti trečiosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, kuri atitinka EKS 8 lygį.

2. Šioje Sutartyje vartojamos sąvokos turi tokią pat reikšmę kaip ir Lisabonos pripažinimo konvencijoje, išskyrus atvejus, kai jos nesuderinamos su šios Sutarties arba jos priedų nuostatomis.

3 straipsnis

Bendroji nuostata dėl automatiško pripažinimo

1. Visose Šalyse automatiškas pripažinimas taikomas visoms pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteiktoms ir tos Šalies aukštojo mokslo sistemai priklausančioms bei I priede išvardytoms aukštojo mokslo kvalifikacijoms, jei įvykdytos šios Sutarties 4 straipsnyje išdėstytos sąlygos.

2. Automatiškas pripažinimas pagal šio straipsnio 1 dalį įvyksta netaikant jokios papildomos procedūros.

4 straipsnis

Automatiško pripažinimo sąlygos

1. *Associate degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei įvykdytos visos toliau išvardytos sąlygos:

- a) minimali studijų programų, kurias baigus suteikiamas *Associate degree*, kokybė buvo užtikrinta Šalies, kurioje suteiktas laipsnis, kompetentingos institucijos išduota licencija;
- b) *Associate degree* suteikė pripažinta institucija baigus pripažintą aukštojo mokslo studijų programą pagal tos Šalies, kurioje buvo suteiktas tas laipsnis, teisės aktus, jei ta institucija ir studijų programa nurodytos šios Sutarties II priede;
- c) *Associate degree* automatiškas pripažinimas taikomas tik Šalyse, kurių teisės aktai numato aukštajam mokslui priskiriamą *Associate degree*, ir nuo tada, kai Šalys deklaruoja, kad automatiškai pripažįsta tokius laipsnius. Tokios deklaracijos pateikiamos depozitarui, kuris apie tai informuoja kitas Šalis.

Tokios deklaracijos Šalies vardu nebuvimas nepažeidžia jokių tos Šalies įsipareigojimų kitai Šaliai pagal kitus susitarimus, susijusius su *Associate degree* pripažinimu.

2. *Bachelor's degree* ir *Master's degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei įvykdytos visos toliau išvardytos sąlygos:

- a) minimali studijų programų, kurias baigus suteikiamas *Bachelor's degree* arba *Master's degree*, kokybė buvo užtikrinta Šalies, kurioje suteiktas laipsnis, kompetentingos institucijos išduota licencija;
- b) *Bachelor's degree* arba *Master's degree* suteikė pripažinta aukštojo mokslo institucija baigus pripažintą aukštojo mokslo studijų programą pagal tos Šalies, kurioje buvo suteiktas tas laipsnis, teisės aktus, jei ta institucija ir studijų programa nurodytos šios Sutarties III priede.

3. *Doctoral degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei *Doctoral degree* suteikė aukštojo mokslo institucija arba kita šiuo tikslu įgaliota įstaiga pagal Šalies, kurioje buvo suteiktas *Doctoral degree*, teisės aktus, jei ta institucija arba įstaiga nurodyta šios Sutarties IV priede.

5 straipsnis

Apsaugos sąlyga

1. Jei esant išskirtinėms aplinkybėms automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį sukelia arba atsiranda grėsmė, kad sukels, esminių sunkumų Šalies aukštojo mokslo sistemai, ta Šalis gali imtis aptariamąsias kvalifikacijos arba kvalifikacijų apsaugos priemones, tačiau su sąlyga, kad tokios priemonės griežtai būtinos ir nepažeidžia Lisabonos pripažinimo konvencijos ir ją papildančių dokumentų susijusių nuostatų bei principų, kitų galiojančių susitarimų susijusių nuostatų ir atitinkamos Šalies teisės aktų susijusių nuostatų.

2. Iš karto, kai tik Šalis imasi apsaugos priemonių pagal šio straipsnio 1 dalį, siekdama išspręsti susidariusią padėtį, ji bendradarbiauja su ta Šalimi arba Šalimis, kuriose buvo suteikta aptariamoji kvalifikacija arba kvalifikacijos. Apie tas priemones ji praneša ir depozitarui, kuris atitinkamai informuoja apie jas visas kitas Šalis.

3. Visos Šalys nuolat užtikrina tinkamą budrumą, siekdamas išvengti netinkamo šios Sutarties taikymo, o ypač neleisti, kad būtų nepaisoma iki šios Sutarties įsigaliojimo priimtų sprendimų dėl pripažinimo. Sužinojusi apie piktnaudžiavimą, atitinkama Šalis imasi visų būtinų priemonių tam, kad susijusiais atvejais ši Sutartis nebūtų taikoma. Apie tokius atvejus ta Šalis taip pat praneša depozitarui, kuris atitinkamai informuoja apie juos visas kitas Šalis.

6 straipsnis

Informacijos teikimas ir mainai

1. Informaciją apie šią Sutartį ir jos poveikį Šalys paskelbia plačiai visuomenei. Informacija apie šią Sutartį, įskaitant jos tekstą, turi būti prieinama kiekvienos Šalies kompetentingų institucijų ir jų centrų, kurie priklauso Europos nacionalinių akademinio pripažinimo ir judumo informacijos centrų tinklui (toliau – ENIC tinklas), interneto svetainėse.

2. Kiekvienos Šalies kompetentingos institucijos ir ENIC tinklui priklausantys jų centrai keičiasi tarpusavyje informacija apie Šalių aukštojo mokslo sistemas ir šios Sutarties taikymą Šalyse.

7 straipsnis

Teisė į aukštąjį mokslą

Nepažeidžiant esamų arba būsimų dviejų ar daugiau Šalių susitarimų dėl kvalifikacijų, suteikiančių teisę į aukštąjį mokslą, Šalys kviečiamos keistis informacija apie tose Šalyse pagal jų teisės aktus taikomus bendruosius reikalavimus, kuriuos privalu vykdyti siekiant aukštojo mokslo, ir kvalifikacijas, suteikiančias teisę į aukštąjį mokslą.

8 straipsnis

Priedai

I–IV priedai yra neatskiriama šios Sutarties dalis.

9 straipsnis

Ginčų sprendimas

Nepažeidžiant šios Sutarties 5 straipsnio nuostatų, bet kurį ginčą, kuris gali kilti dėl šios Sutarties aiškinimo arba taikymo, Šalys gera valia sprendžia derybomis.

10 straipsnis**Teritorinis taikymas**

1. Ši Sutartis taikoma Belgijos Karalystės teritorijoje, Estijos Respublikos teritorijoje, Latvijos Respublikos teritorijoje, Lietuvos Respublikos teritorijoje ir Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės teritorijoje.

2. Nyderlandų Karalystės teritorijos atveju – ši Sutartis taikoma Nyderlandų europinei ir Karibų jūros regiono dalims (Bonero, Sabos ir Sint Eustatijaus saloms). Ji taip pat gali būti taikoma Arubai, Kiurasao ir Sint Martenui, diplomatiniais kanalais pranešant depozitarui, kuris apie tai praneša kitoms Šalims.

3. Kai prisijungiama pagal šios Sutarties 13 straipsnį, ši Sutartis taikoma ir prisijungiančiosios valstybės ar jos dalies, kuriai galioja prisijungimas, teritorijoje.

11 straipsnis**Depozitaras**

Šios Sutarties depozitaras yra Beniliukso Sąjungos generalinis sekretoriatas. Patvirtintas šios Sutarties kopijas visoms Šalims perduoda depozitaras.

12 straipsnis**Įsigaliojimas, keitimas ir nutraukimas**

1. Šią Sutartį kiekviena Šalis turi ratifikuoti, priimti arba patvirtinti pagal savo konstitucines procedūras.

2. Ratifikavimo, priėmimo arba patvirtinimo dokumentai deponuojami depozitarui, kuris apie tai informuoja visas Šalis.

3. Ši Sutartis įsigalioja pirmą trečio mėnesio, einančio po to, kai depozitaras gauna paskutinį ratifikavimo, priėmimo ar patvirtinimo dokumentą, dieną. Depozitaras informuoja visas Šalis apie šios Sutarties įsigaliojimo datą.

4. Ši Sutartis ir jos priedai gali būti iš dalies keičiami Šalių tarpusavio rašytiniu susitarimu. Pakeitimai įforminami sudarant atskirus protokolus, kurie yra neatskiriama šios Sutarties dalis, ir įsigalioja pagal šio straipsnio 1–3 dalyse išdėstytą procedūrą.

5. Tuo atveju, jei I, II, III ar IV prieduose nurodytą ir su tam tikra Šalimi susijusią informaciją paveikia tos Šalies teisės aktų ar vidinės organizacijos pakeitimai, apie tokius pasikeitimus ta Šalis praneša depozitarui, kuris apie juos informuoja kitas Šalis. Taikydamos šią Sutartį, visos Šalys atsižvelgia į tokius pasikeitimus.

6. Ši Sutartis sudaryta neribotam laikui. Kiekviena Šalis gali denonsuoti šią Sutartį raštu, apie tokį denonsavimą pranešdama depozitarui, kuris apie tai informuoja kitas Šalis. Aptariamajai Šaliai ši Sutartis nustoja galioti po šešių mėnesių nuo tos dienos, kurią depozitaras gauna tokį pranešimą, tačiau ji lieka galioti kitoms Šalims.

13 straipsnis**Prisijungimas prie Sutarties**

1. Bet kuri valstybė, kuri yra ratifikavusi Lisabonos pripažinimo konvenciją ir priklauso Europos aukštojo mokslo erdvei, gali teikti paraišką prisijungti prie šios Sutarties su sąlyga, jei:

– savo aukštojo mokslo studijų programoms taiko patikimas kokybės užtikrinimo sistemas ir gali pademonstruoti įrodymais pagrįstą atitiktį ESG,

– turi trijų pakopų aukštojo mokslo sistemą, atitinkančią Europos aukštojo mokslo erdvės kvalifikacijų sandarą, ir

– savo aukštojo mokslo kvalifikacijų sandarą yra susiejusi su EKS.

2. Vadovaudamasi savo konstitucinėmis procedūromis, paraišką teikianti valstybė apie tokią paraišką praneša depozitarui, kuris apie tai informuoja visas Šalis. Vadovaujantis šios Sutarties 12 straipsnio 5 dalimi, į tokią paraišką turi būti įtraukta šios Sutarties I, II, III ir IV prieduose nurodyta informacija. Paraišką teikianti valstybė gali prisijungti tik po to, kai depozitaras gauna paskutinį raštišką visų Šalių pranešimą, kad jos priima paraišką teikiančios valstybės paraišką.

3. Paraišką teikiančios valstybės prisijungimas prie šios Sutarties atliekamas deponuojant depozitarui prisijungimo dokumentą ir įsigalioja pirmą trečio mėnesio, einančio po to, kai depozitaras gauna minėtą prisijungimo dokumentą, dieną. Depozitaras informuoja visas Šalis apie prisijungimo prie šios Sutarties datą.

4. Siekiant pasirengti taikyti šį straipsnį ir supaprastinti bei palengvinti jo taikymą, šios Sutarties Šalys raginamos konsultuotis ir bendradarbiauti.

Priimta Briuselyje 2021 m. rugsėjo 14 d. vienu egzemplioriumi lietuvių, estų, latvių, nyderlandų, prancūzų, vokiečių ir anglų kalbomis. Visi tekstai turi vienodą galią. Kilus nesutarimų dėl aiškinimo, vadovaujamosi tekstu anglų kalba.

Belgijos Karalystės, atstovaujamos:

- Flandrijos Vyriausybės,
[Ben Weyts]
- Belgijos prancūzų bendruomenės Vyriausybės,
[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]
- Belgijos vokiečių bendruomenės Vyriausybės,
[Lydia Klinckenberg]

vardu

Estijos Respublikos vardu

[Liina Kersna]

Latvijos Respublikos vardu

[Anita Muižniece]

Lietuvos Respublikos vardu

[Jurgita Šiugždinienė]

Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės vardu

[Claude Meisch]

Nyderlandų Karalystės vardu

[Sigrid A.M. Kaag]

I PRIEDAS
Atitinkamos aukštojo mokslo kvalifikacijos

Lygis (EKS) ¹	Kvalifikacijos pavadinimas							
	Belgijos flamandų bendruomenė	Belgijos prancūzų bendruomenė	Belgijos vokiečių bendruomenė	Estijos Respublika	Latvijos Respublika	Lietuvos Respublika	Liuksemburgo Didžioji Hercogystė	Nyderlandų Karalystė
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Netaikoma	Netaikoma	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Netaikoma	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis bakalauras; bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Netaikoma	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Netaikoma	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Moksls doktaras; meno doktaras	Doctorat (grade de docteur)	Graad Doctor

Kai kurių Šalių teisės aktais tam tikros anksčiau teiktos kvalifikacijos tose Šalyse buvo prilygintos lentelėje nurodytoms kvalifikacijoms. Ši Sutartis nedaro įtakos šių teisė aktų teisiniam poveikiui tose Šalyse ir susijusių kvalifikacijų pripažinimui vadovaujantis kitais Šalių susitarimais.

¹ Europos mokymosi visą gyvenimą kvalifikacijų sandara.

² Vadovaujantis dabartine Sutartimi, automatiškai gali būti atliekamas tik akademinis šios kvalifikacijos pripažinimas.

II PRIEDAS

Pripažintos institucijos ir pripažintos studijų programos, siejamos su *Associate degree*

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų pripažintų institucijų suteikti *Associate degrees*, susiję su nurodytomis pripažintomis aukštojo mokslo studijų programomis:

1. Belgijos flamandų bendruomenės atveju:

- Flandrijos aukštojo mokslo studijų programų registras („*Hogeronderwijsregister*“)¹ yra oficialus registras, į kurį įtrauktos visos pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias siūlo visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos. Į jį yra įtraukti ir *Associate degrees*.

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

- Žr. teisės aktą „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*“ ir oficialius registrus „*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² bei www.mesetudes.be.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

- Netaikoma.

4. Estijos Respublikos atveju:

- Netaikoma.

5. Latvijos Respublikos atveju:

- Šiame priede apibrėžta informacija pateikiama Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje³.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

- Netaikoma.

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

- Žr. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės Aukštojo mokslo ir mokslinių tyrimų ministerijos sudarytą sąrašą⁴.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

- Žr. oficialų registrą „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“⁵.

¹ Šis registras nyderlandų kalba paskelbtas interneto svetainėje www.hogeronderwijsregister.be, o anglų kalba – interneto svetainėje www.highereducation.be.

² Šis registras paskelbtas interneto svetainėje www.enseignement.be.

³ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Žr. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Žr. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

III PRIEDAS

Pripažintos institucijos ir pripažintos studijų programos, siejamos su *Bachelor's degree* ar *Master's degree*

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų pripažintų aukštojo mokslo institucijų suteikti *Bachelor's degree* ir *Master's degree*, susiję su nurodytomis pripažintomis studijų programomis:

1. Belgijos flamandų bendruomenės atveju:

– Flandrijos aukštojo mokslo registras („*Hogeronderwijsregister*“)¹ yra oficialus registras, į kurį įtrauktos visos pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias siūlo visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos.

Į jį įtrauktos ir pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias anksčiau, pavyzdžiui, 2008–2009 mokslo metais, teikė visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos.

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

– Žr. teisės aktą „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ ir oficialius registrus „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² bei www.mesetudes.be.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

– Aukštojo mokslo institucija „*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*“ ir bakalauro studijų programos, nurodytos teisės akte „*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*“.

4. Estijos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Bachelor's degree* bei *Master's degree*, sąrašas skelbiamas www.archimedes.ee/enic (Estijos ENIC/NARIC interneto svetainėje).

5. Latvijos Respublikos atveju:

– Informacija apie Latvijos Respublikoje akredituotas aukštojo mokslo institucijas pateikiama Aukštojo mokslo kokybės vertinimo agentūros interneto svetainėje arba Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje³;

– Informacija apie iki 2019 m. suteiktas akreditacijas pagal studijų kryptis (įskaitant studijų programas) pateikiama Studijų krypčių registre⁴.

Informacija apie kvalifikacijas iki 2012 m. pateikiama interneto svetainėje www.aiknc.lv.

¹ Šis registras nyderlandų kalba paskelbtas interneto svetainėje www.hogeronderwijsregister.be, o anglų kalba – interneto svetainėje www.highereducation.be.

² Šis registras paskelbtas interneto svetainėje www.enseignement.be.

³ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Bachelor's degree* bei *Master's degree*, sąrašas pateikiamas AIKOS – atviroje informavimo, konsultavimo ir orientavimo sistemoje, apimančioje duomenų bazėse ir registruose esančią informaciją⁵.

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

– Liuksemburgo universiteto („*Université du Luxembourg*“) suteikiami *Bachelor's degree* ir *Master's degree* pripažįstami pagal teisės nuostatas;

– Akredituotos privačios aukštojo mokslo institucijos ir jų studijų programos: žr. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės aukštojo mokslo ir mokslinių tyrimų ministerijos sudarytą sąrašą⁶.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

– Žr. oficialų registrą „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“⁷.

⁵ Žr. www.aikos.smm.lt.

⁶ Žr. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Žr. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

IV PRIEDAS

Aukštojo mokslo institucijos ir kitos įstaigos, turinčios teisę suteikti *Doctoral degree*

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų aukštojo mokslo institucijų ir kitų įgaliotų įstaigų suteikti *Doctoral degree*:

1. Belgijos flamandų bendruomenės atveju:

– Tik universitetų, konkrečiai (šiuo metu):

- *Katholieke Universiteit Leuven,*
- *transnationale Universiteit Limburg,*
- *Universiteit Hasselt,*
- *Universiteit Antwerpen,*
- *Universiteit Gent,*
- *Vrije Universiteit Brussel,*

ir šių dviejų institucijų, konkrečiai:

- *Evangelische Theologische Faculteit,*
- *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

– Teisė suteikti *Docteur* akademinį laipsnį suteikta kiekvienam pripažintam universitetui, kuris nurodytas teisės akte „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*“.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

– Netaikoma.

4. Estijos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, suteikiančių *Doctoral degree*, sąrašas skelbiamas www.archimedes.ee/enic (Estijos ENIC/NARIC interneto svetainėje).

5. Latvijos Respublikos atveju:

– Šiame priede apibrėžta informacija pateikiama Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje¹.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Doctoral degree*, sąrašas pateikiamas AIKOS – atviroje informavimo, konsultavimo ir orientavimo sistemoje, apimančioje duomenų bazėse ir registruose esančią informaciją².

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

– Teisę suteikti *Doctoral degree* turi tik Liuksemburgo universitetas („*Université du Luxembourg*“).

¹ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

² Žr. www.aikos.smm.lt.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

- Žr. teisės aktą „Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek“.

**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

List of plenipotentiaries having concluded this Treaty by exchange of letters:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM, REPRESENTED BY:

THE FLEMISH GOVERNMENT

Mr Ben Weyts

Vice Minister-President of the Government of Flanders, Flemish Minister of Education, Sport, Animal Welfare and the Flemish Periphery of Brussels

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH COMMUNITY

Ms Valérie Glatigny

Minister for Higher Education

Mr Pierre-Yves Jeholet

Minister-President

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN-SPEAKING COMMUNITY

Ms Lydia Klinkenberg

Minister of Education and Scientific Research

FOR THE REPUBLIC OF ESTONIA

Ms Liina Kersna

Minister of Education and Research

FOR THE REPUBLIC OF LATVIA

Ms Anita Muižniece

Minister of Education and Science

FOR THE REPUBLIC OF LITHUANIA

Ms Jurgita Šiugždiniene

Minister of Education, Science and Sport

FOR THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG

Mr Claude Meisch

Minister for Higher Education and Research

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

Ms Sigrid A.M. Kaag

Minister of Foreign Affairs

In accordance with the above-mentioned exchange of letters, this Treaty is deemed to be concluded in Brussels on 14 September 2021.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7941/01

N° 7941¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(24.2.2022)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'approuver le traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 entre les États membres de l'Union Benelux et les États baltes.

En bref

- La Chambre de Commerce salue le projet de loi sous avis visant à approuver le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.
- Elle souhaite souligner l'importance de la simplification administrative dans le contexte de la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur, en faveur de la libre circulation de la main d'œuvre qualifiée au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

D'emblée, la Chambre de Commerce souhaite saluer le projet de loi sous avis qui approuve dans son article unique le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 (ci-après le « Traité »).

D'après l'exposé des motifs « *la ratification du Traité par le Luxembourg aura dès lors comme effet direct d'étendre la reconnaissance automatique générique de niveau des qualifications relevant de l'enseignement supérieur visées par le Traité, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Si d'autres États adhéraient au Traité par la suite, les qualifications correspondantes délivrées par ces États feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.* »

Conformément à l'idée européenne d'une collaboration étroite entre États membres en faveur d'une vision commune dans différents domaines, ce Traité a été conclu entre six États membres de l'Union européenne afin de leur permettre une coopération renforcée dans le domaine de l'enseignement supérieur. Ainsi, ce traité multilatéral étend la reconnaissance automatique générique des qualifications, telle qu'elle existe entre le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie et prévoit que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur dans l'un des pays signataires est assurée que le niveau de son diplôme sera automatiquement reconnu dans les autres pays signataires. L'approbation du Traité facilitera ainsi la libre circulation des personnes, possédant un diplôme visé

par le Traité¹ et délivré par un des six pays signataires, qui souhaitent étudier ou poursuivre leur carrière professionnelle dans un autre État signataire, par l'introduction d'une reconnaissance automatique.

Considérant que les pays baltes² ont déjà des accords mutuels juridiquement contraignants sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, analogues à ceux en place entre les pays de l'Union Benelux³, la conclusion du Traité entre ces six états européens précurseurs, semblait être la démarche cohérente pour faire progresser l'intégration européenne et renforcer la coopération dans le domaine de la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur. Dans l'optique d'étendre dans le futur le système de la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur à d'autres Etats membres de l'espace européen de l'enseignement supérieur (ci-après « EEES »), le Traité reste ouvert pour adhésion⁴. La Chambre de Commerce approuve l'initiative des six pays signataires de combiner des accords régionaux dans un traité multilatéral et se félicite de leur rôle de pionniers dans le domaine de la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur.

L'introduction d'une reconnaissance automatique des diplômes dans le cadre de l'EEES, représente une simplification administrative immédiate qui soutiendra la comparabilité des qualifications académiques et promouvra la mobilité des étudiants et travailleurs. Dans un contexte de mobilité géographique professionnelle et académique, l'approbation du Traité représente une étape importante de simplification des procédures. La reconnaissance automatique des diplômes des étudiants et travailleurs assure, face à un environnement de travail exigeant et en rapide évolution, l'accès facile des salariés compétents au marché de l'emploi luxembourgeois. La Chambre de Commerce salue ainsi dans ce contexte toute mesure de coopération européenne renforcée qui vise à faciliter la libre circulation des personnes et des salariés pour permettre aux entreprises de trouver et embaucher de manière simple et rapide la main d'œuvre qualifiée, tout en s'assurant que leurs qualifications correspondent au niveau national demandé.

Considérant la situation particulière du Luxembourg, où une majorité des étudiants luxembourgeois poursuivent des études à l'étranger et plus de 45 % de la population active sont des frontaliers, l'importance de la collaboration étroite à échelle européenne, notamment entre pays voisins, et la reconnaissance mutuelle des diplômes, semble particulièrement importante. La Chambre de Commerce soutient par conséquent tout effort en faveur de l'intégration européenne dans ce domaine, qui permettra de trouver des accords similaires sur la reconnaissance automatique des qualifications avec ses pays voisins dans la Grande Région et espère que d'autres Etats membres de l'espace européen adhéreront prochainement au Traité.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis, sous réserve de la prise en compte de ses recommandations.

1 Les diplômes visés par le Traité sont « les diplômes de bachelor, de master et de doctorat ainsi que les « associate degrees » (qualifications de l'enseignement supérieur de cycle court correspondant au niveau 5 du CEC, telles que les brevets de technicien supérieur au Luxembourg), tels que référencés dans l'Annexe I du Traité ».

2 L'accord entre le gouvernement de la République d'Estonie, le gouvernement de la République de Lettonie et le gouvernement de la République de Lituanie sur la reconnaissance académique automatique des qualifications concernant l'enseignement supérieur, signé à Vilnius le 8 juin 2018.

3 La décision M(2015)3 du Comité de Ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, complétée par la décision M(2018)1.

4 Afin de pouvoir adhérer, tout Etat doit avoir ratifié la Convention de reconnaissance de Lisbonne, appartenir à l'espace européen de l'enseignement supérieur, « appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les Références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur, avoir un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur, et référencer son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC ».

7941/02

N° 7941²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.6.2022)

Par dépêche du 28 janvier 2022, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, à approuver.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 14 mars 2022.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Conseil d'État note que le traité à approuver vise, entre autres, à garantir qu'un diplôme relevant de l'enseignement supérieur, délivré conformément à la législation d'une des parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencé au Cadre européen des certifications (CEC), est automatiquement reconnu par les autres parties au même niveau que les diplômes correspondants délivrés par la partie en question.

Par ailleurs, il prévoit une ouverture permettant à tout État ayant ratifié la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (Convention de reconnaissance de Lisbonne) et appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur de demander à adhérer au Traité, sous certaines conditions.

Finalement, selon les auteurs, dans la mesure où l'article 68 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit déjà que « l'inscription d'un diplôme émis par un État avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office, sur base d'une demande individuelle », aucune adaptation législative n'est requise en vue de la mise en œuvre du traité.

*

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Le texte de l'article unique n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État

*

EXAMEN DE L'ACTE A APPROUVER

Pour ce qui est de l'article 12 du traité, le Conseil d'État note que la procédure d'adoption et d'entrée en vigueur d'amendements éventuels à apporter au traité est identique à celle pour l'adoption du traité de base. Les éventuels amendements adoptés en application de l'article 12, paragraphe 4, du traité devront dès lors être soumis par le Gouvernement à l'approbation de la Chambre des députés, conformément à l'article 37 de la Constitution.

Par ailleurs, il note que le traité a été établi en plusieurs langues, à savoir en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, et qu'« [e]n cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut ». Par conséquent, il y a lieu de veiller à ce que la version anglaise du traité soit soumise pour approbation à la Chambre des députés au même titre que la version française. Cette version devra, par ailleurs, être publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 22 votants, le 28 juin 2022.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Christophe SCHILTZ

7941/03

N° 7941³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION
NATIONALE, DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE, DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

(5.10.2022)

La Commission se compose de : M. Gilles BAUM, Président, M. André BAULER, Rapporteur ; Mme Diane ADEHM, Mme Simone ASSELBORN-BINTZ, Mme Djuna BERNARD, Mme Tess BURTON, Mme Myriam CECCHETTI, Mme Francine CLOSENER, M. Paul GALLES, M. Marc HANSEN, Mme Martine HANSEN, M. Max HENGEL, M. Fred KEUP, M. Claude LAMBERTY, Mme Octavie MODERT, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 5 janvier 2022 par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique, d'une fiche financière, d'une fiche d'évaluation d'impact et du texte du traité à approuver.

Le projet de loi a fait l'objet d'un avis de la Chambre de Commerce, émis le 24 février 2022.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 28 juin 2022.

Le projet de loi sous rubrique a été présenté à la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche lors de sa réunion du 20 septembre 2022. A cette occasion, la Commission a procédé à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, avant de désigner M. André Bauler comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le 5 octobre 2022, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a adopté le présent rapport.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique porte approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, par les Etats membres de l'Union Benelux et les Etat baltes. Ledit traité vise à garantir que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur visé par prédit traité dans l'un des pays signataires est assurée que le niveau académique de son diplôme est automatiquement reconnu dans les autres Etats signataires. Sont visés les diplômes de bachelor, de master et de doctorat ainsi que les « *associate degrees* », délivrés conformément à la législation d'un des pays signataires, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencés au Cadre européen des certifications (ci-après « CEC »).

Le traité permet ainsi de renforcer la coopération entre les six Etats signataires dans le domaine de l'enseignement supérieur, de simplifier les démarches administratives relatives à la reconnaissance académique des qualifications et de faciliter la mobilité des étudiants et travailleurs.

Dans l'optique d'étendre dans le futur le système de la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur à d'autres pays, le traité reste ouvert pour adhésion à tout Etat membre de l'espace européen de l'enseignement supérieur (ci-après « EEES ») ayant ratifié la Convention de reconnaissance de Lisbonne et remplissant les conditions suivantes :

- appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'EEES ;
- disposer d'un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'EEES ;
- avoir référencé son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC.

La mise en œuvre du traité par le Luxembourg permet donc d'étendre la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications visées par le traité précité, délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Dans l'hypothèse où d'autres pays adhéreraient au Traité par la suite, les qualifications délivrées par ces Etats et visés dans le présent contexte feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.

Vu que l'article 68 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit déjà que « l'inscription d'un diplôme émis par un Etat avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office, sur base d'une demande individuelle », la ratification du traité ne nécessite aucune adaptation de la législation luxembourgeoise.

*

III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

La Haute Corporation a émis son avis en date du 28 juin 2022.

Le texte de l'article unique n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat, de sorte qu'il peut approuver le projet de loi sous rubrique.

*

IV. AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Dans son avis du 24 février 2022, la Chambre de Commerce salue que la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur, telle qu'elle existe actuellement entre le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique, soit étendue aux qualifications délivrées par l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Elle souligne que l'approbation du traité permet de faciliter la libre circulation et l'embauche de salariés compétents qui possèdent un diplôme visé par le traité et délivré par un des six pays signataires.

La Chambre de Commerce félicite le Luxembourg de son rôle pionnier dans le domaine de la reconnaissance automatique des qualifications et souhaite que d'autres pays adhèrent également au traité dans un futur proche, ce qui permettrait de renforcer davantage la mobilité des étudiants et travailleurs.

*

V. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Cet article porte approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

Le texte de l'article unique n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 28 juin 2022.

Pour ce qui est de l'article 12 du traité, le Conseil d'Etat note que la procédure d'adoption et d'entrée en vigueur d'amendements éventuels à apporter au traité est identique à celle pour l'adoption du traité de base. Les éventuels amendements adoptés en application de l'article 12, paragraphe 4, du traité devront dès lors être soumis par le Gouvernement à l'approbation de la Chambre des Députés, conformément à l'article 37 de la Constitution.

La Haute Corporation note par ailleurs que le traité a été établi en plusieurs langues, à savoir en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, et qu'« [e]n cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut ». Par conséquent, il y a lieu de veiller à ce que la version anglaise du traité soit soumise pour approbation à la Chambre des Députés au même titre que la version française. Cette version devra, par ailleurs, être publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*

VI. TEXTE PROPOSE
par la Commission de l'Education nationale, de
l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche

Au vu des observations qui précèdent, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit :

*

PROJET DE LOI
portant approbation du Traité sur la reconnaissance auto-
matique des qualifications de l'enseignement supérieur,
fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Article unique. Est approuvé le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

*

TEXTE DU TRAITE
TREATY
on the automatic recognition of higher education qualifications

The Kingdom of Belgium,

represented by:

- The Flemish Government,
- The Government of the French Community,
- The Government of the German-speaking Community,

The Republic of Estonia,

The Republic of Latvia,

The Republic of Lithuania,

The Grand-Duchy of Luxembourg,

The Kingdom of the Netherlands,

HEREINAFTER referred to as “the Parties”,

Having regard to the fact that the Convention on the Recognition of Qualifications concerning Higher Education in the European Region, jointly drafted by the Council of Europe and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, signed in Lisbon on 11 April 1997 (hereinafter referred to as “the Lisbon Recognition Convention”), has entered into force for each of the Parties to the present Treaty and that the Parties implement the subsidiary texts to the Lisbon Recognition Convention, adopted by the Lisbon Recognition Convention Committee,

Having regard to the importance of automatic recognition of qualifications, as repeatedly emphasized in communiqués adopted by the Ministers during the Ministerial Conferences of the European Higher Education Area in the Bologna Process,

Whereas the Recommendation of the Council of the European Union of 26 November 2018 on promoting automatic mutual recognition of higher education and upper secondary education and training qualifications and the outcomes of learning periods abroad calls, inter alia, on the Member States of the European Union to take the necessary steps to achieve automatic recognition of higher education qualifications by 2025,

Whereas legally binding mutual agreements on the automatic recognition of higher education qualifications have already been concluded in the framework of the Benelux Union and between the Republic of Estonia, the Republic of Latvia and the Republic of Lithuania, namely:

- The Decision M(2015)3 of the Benelux Committee of Ministers concerning the automatic mutual generic level recognition of higher education degrees, as supplemented by the Decision M(2018)1,
- The Agreement among the Government of the Republic of Estonia, the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Lithuania on the automatic academic recognition of qualifications concerning higher education, signed in Vilnius on 8 June 2018,

Desiring to expand automatic recognition of higher education qualifications within the European Higher Education Area by combining these regional arrangements into a multilateral treaty between the Parties,

Conscious of the fact that the basis for mutual trust lies in ratification of the Lisbon Recognition Convention and in active membership of the European Higher Education Area, testified by the implementation of the Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area (hereinafter referred to as “the ESG”), three-cycle higher education systems, national qualifications frameworks, and other transparency tools,

Willing to provide other States with the opportunity to join this Treaty, considering the above,

Determined to remain, in doing so, at the forefront of the Bologna Process and of the realisation of the European Higher Education Area,

HAVE AGREED as follows:

Article 1.

Objectives and Scope

1. This Treaty aims to ensure that a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and referenced to the European Qualifications Framework for lifelong learning (hereinafter referred to as “the EQF”), is automatically recognised at the same level of the corresponding higher education qualifications issued by all the other Parties.
2. This Treaty shall apply to the higher education qualifications that are issued in accordance with the legislation of the Parties and belong to their higher education systems, that are covered by Annex I to this Treaty and that comply with all the other conditions set out in this Treaty.

3. This Treaty shall not apply to:
- a) the recognition of the specific programmes of higher education qualifications in a particular field of study,
 - b) the recognition of periods of study,
 - c) the recognition of qualifications that do not belong to the higher education systems of the Parties, or
 - d) the recognition of professional qualifications in accordance with Directive 2005/36/EC of the European Parliament and of the Council of 7 September 2005 on the recognition of professional qualifications, or in accordance with other relevant provisions adopted within the framework of the European Union.

With regard to such elements, this Treaty shall remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions adopted within the framework of the European Union and the relevant provisions of the legislation of the Parties.

Article 2.

Definitions

1. For the purposes of this Treaty, the following terms shall have the following meaning:
 - a) “automatic recognition”: the automatic recognition, without any procedure, of a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, at the same level of the corresponding higher education qualifications issued in accordance with the legislation of the other Parties;
 - b) “corresponding higher education qualifications”: the higher education qualifications as listed in Annex I to this Treaty;
 - c) As regards the level of higher education qualifications:
 - i) “Associate degree”: a short cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 5 of the EQF;
 - ii) “Bachelor’s degree”: a first cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 6 of the EQF;
 - iii) “Master’s degree”: a second cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 7 of the EQF;
 - iv) “Doctoral degree”: a third cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 8 of the EQF.
2. The terms used in this Treaty shall have the same definition as in the Lisbon Recognition Convention, unless incompatible with the provisions of this Treaty or the Annexes thereto.

Article 3.

General Provision on Automatic Recognition

1. Within all Parties, automatic recognition shall apply to each higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and listed in Annex I, provided that the conditions laid down in Article 4 of this Treaty are met.
2. The automatic recognition pursuant to paragraph 1 of this Article shall occur without any further procedure.

*Article 4.****Conditions for Automatic Recognition***

1. Associate degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes that led to the Associate degree has been assured through its licencing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Associate degree has been awarded by a recognised institution and pertains to a recognised programme in higher education, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex II to this Treaty;
- c) The automatic recognition of Associate degrees shall only apply between Parties whose legislation provides for Associate degrees belonging to higher education, as from the moment that these Parties have declared that they automatically recognise such degrees. Such declarations shall be notified to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof.

The absence of such a declaration on behalf of a Party shall remain without prejudice to any obligations for that Party towards another Party pursuant to other arrangements pertaining to the recognition of Associate degrees.

2. Bachelor's and Master's degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes leading to the Bachelor's or Master's degree has been assured through its licensing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Bachelor's or Master's degree has been awarded by a recognised higher education institution and pertains to a recognised programme, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex III to this Treaty.

3. Doctoral degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that the Doctoral degree has been awarded by a higher education institution or another body authorised for this purpose in accordance with the legislation of the Party where the Doctoral degree was issued, insofar as that institution or body is covered by Annex IV to this Treaty.

*Article 5.****Safeguard Clause***

1. Where, in exceptional circumstances, automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty causes, or threatens to cause, substantial difficulties for the higher education system of a Party, that Party may take safeguard measures with regard to the qualification or qualifications concerned, provided that such measures are strictly necessary and that they remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions of other applicable arrangements and the relevant provisions of the legislation of the Party concerned.

2. As soon as a Party takes safeguard measures pursuant to paragraph 1 of this Article, it shall liaise with the Party or Parties where the qualification or qualifications concerned have been issued, in order to resolve the situation. It shall also notify these measures to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

3. All Parties shall at all times remain vigilant to avoid any misuse of the present Treaty, in particular to prevent that recognition decisions taken prior to the entry into force of this Treaty would be overridden. In the event of known abuse, the Party concerned shall take all necessary measures in order to exclude the related cases from the application of the present Treaty. That Party shall also notify these cases to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

*Article 6.****Information Provision and Exchange***

1. The Parties shall make information about this Treaty and its effects widely available to the general public. Information about this Treaty, including its text, shall be available on the websites of the competent authorities of each of the Parties and of their centres belonging to the European Network of National Information Centres on academic mobility and recognition (hereinafter referred to as “the ENIC Network”).
2. The competent authorities of each of the Parties and their centres belonging to the ENIC Network shall mutually exchange information on the higher education systems of the Parties and on the application of this Treaty within the Parties.

*Article 7.****Access to Higher Education***

Without prejudice to existing or future arrangements between two or more Parties as regards qualifications giving access to higher education, the Parties are invited to exchange information on the general requirements for access to higher education that they apply in accordance with their legislation and on the qualifications giving access to higher education.

*Article 8.****Annexes***

Annexes I to IV shall constitute an integral part of this Treaty.

*Article 9.****Disputes***

Without prejudice to the provisions of Article 5 of this Treaty, any dispute that may arise in connection with the interpretation or application of this Treaty shall be settled by the Parties through negotiations in good faith.

*Article 10.****Territorial application***

1. This Treaty shall apply within the territory of the Kingdom of Belgium, the territory of the Republic of Estonia, the territory of the Republic of Latvia, the territory of the Republic of Lithuania and the territory of the Grand-Duchy of Luxembourg.
2. As regards the territory of the Kingdom of the Netherlands, this Treaty shall apply to the European and Caribbean part (the islands Bonaire, Saba and Sint Eustatius) of the Netherlands. It may also be extended to Aruba, Curaçao and Sint Maarten through a notification via diplomatic channels to the Depositary, which shall inform the other Parties thereof.
3. Following accession pursuant to Article 13, this Treaty shall also apply within the territory of the acceding State or the part thereof that is covered by the accession.

*Article 11.****Depositary***

The Secretariat-General of the Benelux Union shall be the Depositary of this Treaty. The Depositary shall transmit certified copies of this Treaty to all Parties.

*Article 12.****Entry into Force, Amendment and Termination***

1. This Treaty shall be subject to ratification, acceptance or approval by each Party in accordance with its constitutional procedures.
2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depositary, who shall inform all Parties thereof.
3. This Treaty shall enter into force on the first day of the third month following the receipt by the Depositary of the last instrument of ratification, acceptance or approval. The Depositary shall inform all Parties of the date of entry into force of this Treaty.
4. This Treaty and its Annexes may be amended through mutual written agreement between the Parties. The amendments shall be documented in separate protocols, which shall constitute an integral part of this Treaty and shall enter into force in accordance with the procedure laid down in paragraphs 1 to 3 of this Article.
5. In the event that the information in Annexes I, II, III or IV that pertains to a given Party is impacted by changes in the legislation or internal organisation of that Party, the Party concerned shall notify such changes to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. All Parties shall take such changes into consideration when applying this Treaty.
6. This Treaty is concluded for an indefinite period of time. Each of the Parties can denounce this Treaty in writing by notifying such denunciation to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. This Treaty shall cease to be in force for the Party concerned six months after the date of the receipt by the Depositary of such notification, while it shall remain in force for the other Parties.

*Article 13.****Accession***

1. Any State that has ratified the Lisbon Recognition Convention and belongs to the European Higher Education Area may apply to accede to this Treaty, on the condition that:
 - it applies trustworthy quality assurance systems for its higher education programmes, which can demonstrate proven compliance with the ESG,
 - its higher education system is a three-cycle system in compliance with the Qualifications Framework of the European Higher Education Area, and
 - it has referenced its national higher education qualifications framework to the EQF.
2. In accordance with its constitutional procedures, the applicant State shall notify such application to the Depositary, who shall inform all Parties thereof. This application shall include information referenced under Annexes I, II, III and IV of this Treaty in accordance with the procedure referred to in paragraph 5 of Article 12 of this Treaty. The applicant State may only accede after the receipt by the Depositary of the last written notification by all Parties that they accept the application of the applicant State.
3. The accession of the applicant State to this Treaty shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Depositary, and shall take effect on the first day of the third month following the receipt by the Depositary of this instrument of accession. The Depositary shall inform all Parties of the date of accession to this Treaty.
4. The Parties to this Treaty are invited to consult each other and to cooperate in order to streamline, prepare and facilitate the application of this Article.

DONE at ... on ..., in a single copy in the Dutch, Estonian, French, German, Latvian, Lithuanian and English languages, all texts having equal power. In case of divergence of interpretation, the text in the English language shall prevail.

For the Kingdom of Belgium, represented by:

- The Flemish Government,
- The Government of the French Community,
- The Government of the German-speaking Community,

For the Republic of Estonia,

For the Republic of Latvia,

For the Republic of Lithuania,

For the Grand-Duchy of Luxembourg,

For the Kingdom of the Netherlands,

*

ANNEX I

Corresponding higher education qualifications

Level (EQF) ¹	Title of qualification							
	Flemish Community of Belgium	French Community of Belgium	German-speaking Community of Belgium	Republic of Estonia	Republic of Latvia	Republic of Lithuania	Grand-Duchy of Luxembourg	Kingdom of the Netherlands
5	Gegradueerde	Brevet d'enseignement supérieur	Not applicable	Not applicable	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Not applicable	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendusķorg- hariduse diploms; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis baka- lauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Not applicable	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsia- magister; Loomaarstikraad; Arhitektuuri- magister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā maģis- tra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profe- sionālās kvalifikāci- jas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceīta un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Not applicable	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslu daktaras Meno daktaras	Docteur (grade de docteur)	Graad Doctor

Within some Parties, certain pre-existing qualifications have been assimilated with the ones mentioned above, as a result of the legislation of those Parties. The present Treaty remains without prejudice to the legal effects thereof within those Parties and to the recognition of the qualifications concerned pursuant to other arrangements between Parties.

*

¹ European Qualifications Framework for lifelong learning.

² On the basis of the present Treaty, only the educational part of this qualification shall be recognised automatically.

ANNEX II

**Recognised institutions and recognised programmes
in relation to Associate degrees**

For the purposes of the automatic recognition of Associate degrees, Associate degrees awarded by the following recognised institutions and pertaining to the following recognised programmes in higher education shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders (“*Hogeronderwijsregister*”)¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions.

It also includes the Associate degrees.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named “*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*” and the official registers named “*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*”² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- Not applicable

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³.

6. For the Republic of Lithuania:

- Not applicable

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- See the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁴.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named “*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*”⁵.

*

1 This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be

2 This register is published on www.enseignement.be

3 See <http://eplatforma.aika.lv>.

4 See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

5 See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEX III

**Recognised institutions and recognised programmes
in relation to Bachelor's or Master's degrees**

For the purposes of the automatic recognition of Bachelor's or Master's degrees, Bachelor's and Master's degrees awarded by the following recognised higher education institutions and pertaining to the following recognised programmes shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders (“*Hogeronderwijsregister*”)¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions.

It also includes the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions in the past, for instance in the academic year 2008-2009.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named “*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*” and the official registers named “*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*”² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- The higher education institution named “*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*” and the Bachelor programmes referred to in the legal act named “*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*”.

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- As regards accredited higher education institutions in the Republic of Latvia, information is available on the website of the Quality Agency for Higher Education or on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³;
- Information about accreditations by Study Directions until 2019 (including study programmes) is available at the Register of Study Directions⁴.

Information about qualifications until 2012 is available on www.aiknc.lv.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers⁵.

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Bachelor's and Master's degrees awarded by the University of Luxembourg (“*Université du Luxembourg*”) are recognised by law;
- Accredited private higher education institutions and their programs: see the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁶.

¹ This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be

² This register is published on www.enseignement.be

³ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁵ See www.aikos.smm.lt.

⁶ See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named “*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*”⁷.

*

ANNEX IV

Higher education institutions and other bodies authorised to award Doctoral degrees

For the purposes of the automatic recognition of Doctoral degrees, Doctoral degrees awarded by the following higher education institutions and other authorised bodies shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- Only the universities, namely (at present) the:

- *Katholieke Universiteit Leuven,*
- *transnationale Universiteit Limburg,*
- *Universiteit Hasselt,*
- *Universiteit Antwerpen,*
- *Universiteit Gent,*
- *Vrije Universiteit Brussel,*

and the two following institutions, namely the:

- *Evangelische Theologische Faculteit,*
- *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. For the French Community of Belgium:

- The authorisation to confer the academic degree of *Docteur* is granted to each recognised university as listed in the legal act named “*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*”.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes¹.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers².

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Only the University of Luxembourg (“*Université du Luxembourg*”) is entitled to award Doctoral degrees.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the legal act named “*Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek*”.

⁷ See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

¹ See <http://eplatforma.aika.lv>.

² See www.aikos.smm.lt.

TRAITE
sur la reconnaissance automatique des qualifications
de l'enseignement supérieur

Le Royaume de Belgique,

représenté par :

- Le Gouvernement flamand,
- Le Gouvernement de la Communauté française,
- Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

La République d'Estonie,

La République de Lettonie,

La République de Lituanie,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés « les Parties »,

Considérant que la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, élaborée conjointement par le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signée à Lisbonne le 11 avril 1997 (ci-après dénommée « la Convention de reconnaissance de Lisbonne ») est entrée en vigueur pour chacune des Parties au présent Traité et que les Parties mettent en œuvre les textes subsidiaires de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, adoptés par le Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne,

Considérant l'importance de la reconnaissance automatique des qualifications, par ailleurs soulignée à plusieurs reprises dans les communiqués adoptés par les ministres lors des conférences ministérielles de l'espace européen de l'enseignement supérieur dans le cadre du processus de Bologne,

Considérant que la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 26 novembre 2018 en faveur de la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes de l'enseignement supérieur et secondaire de deuxième cycle et des acquis des périodes d'apprentissage effectuées à l'étranger invite, entre autres, les États membres de l'Union européenne à prendre les mesures nécessaires pour parvenir à la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur à l'horizon 2025,

Considérant que des accords mutuels juridiquement contraignants sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur ont déjà été conclus dans le cadre de l'Union Benelux et entre la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie, à savoir

- La décision M(2015)3 du Comité de Ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, complétée par la décision M(2018)1,
- L'accord entre le gouvernement de la République d'Estonie, le gouvernement de la République de Lettonie et le gouvernement de la République de Lituanie sur la reconnaissance académique automatique des qualifications concernant l'enseignement supérieur, signé à Vilnius le 8 juin 2018,

Souhaitant étendre la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur en combinant ces accords régionaux dans un traité multilatéral entre les Parties,

Conscients du fait que la base de la confiance mutuelle réside dans la ratification de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et dans un rôle actif au sein de l'espace européen de l'enseignement

supérieur, attesté par la mise en œuvre des références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur (ci-après dénommées « ESG »), des systèmes d'enseignement supérieur à trois cycles, des cadres nationaux de certifications et d'autres instruments de transparence,

Souhaitant donner à d'autres États la possibilité d'adhérer au présent Traité, au vu de ce qui précède,

Déterminés à rester, ce faisant, à l'avant-garde du processus de Bologne et de la réalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur,

SONT CONVENU de ce qui suit :

Article 1^{er}.

Objectifs et champ d'application

1. Le présent Traité vise à garantir qu'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencée au Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie (ci-après dénommé « CEC »), est automatiquement reconnue au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées par toutes les autres Parties.
2. Le présent Traité s'applique aux qualifications de l'enseignement supérieur qui sont délivrées conformément à la législation des Parties et qui appartiennent à leurs systèmes d'enseignement supérieur, qui sont couvertes par l'Annexe I du présent Traité et qui satisfont à toutes les autres conditions énoncées dans le présent Traité.
3. Le présent Traité n'est pas applicable :
 - a) À la reconnaissance des programmes spécifiques de qualifications de l'enseignement supérieur dans un domaine d'études particulier,
 - b) À la reconnaissance des périodes d'études,
 - c) À la reconnaissance de qualifications qui n'appartiennent pas aux systèmes d'enseignement supérieur des Parties, ou
 - d) À la reconnaissance des qualifications professionnelles conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, ou conformément à d'autres dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne.

En ce qui concerne ces éléments, le présent Traité reste sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne et des dispositions pertinentes de la législation des Parties.

Article 2.

Définitions

1. Aux fins du présent Traité, on entend par :
 - a) « reconnaissance automatique » : la reconnaissance automatique, sans aucune procédure, d'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées conformément à la législation des autres Parties ;
 - b) « qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur » : les qualifications de l'enseignement supérieur énumérées à l'Annexe I du présent Traité ;

- c) En ce qui concerne le niveau des qualifications de l'enseignement supérieur :
- i) « 'associate degree' » : une qualification de l'enseignement supérieur de cycle court délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 5 du CEC ;
 - ii) « grade de 'bachelor' » : une qualification de l'enseignement supérieur de premier cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 6 du CEC ;
 - iii) « grade de 'master' » : une qualification de l'enseignement supérieur de deuxième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 7 du CEC ;
 - iv) « doctorat » : une qualification de l'enseignement supérieur de troisième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 8 du CEC.

2. Les termes utilisés dans le présent Traité ont la même définition que dans la Convention de reconnaissance de Lisbonne, sauf si cela est incompatible avec les dispositions du présent Traité ou de ses Annexes.

Article 3.

Disposition générale sur la reconnaissance automatique

1. Au sein de toutes les Parties, la reconnaissance automatique s'applique à chaque qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et figurant à l'Annexe I, pour autant que les conditions prévues à l'article 4 du présent Traité soient remplies.

2. La reconnaissance automatique en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article s'applique sans nécessiter une autre procédure.

Article 4.

Conditions de la reconnaissance automatique

1. Les « associate degrees » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au « associate degree » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;
- b) Le « associate degree » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe II du présent Traité ;
- c) La reconnaissance automatique des « associate degrees » ne s'applique qu'entre les Parties dont la législation prévoit des « associate degrees » appartenant à l'enseignement supérieur, à partir du moment où ces Parties ont déclaré reconnaître automatiquement ces grades. Ces déclarations sont notifiées au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

L'absence d'une telle déclaration au nom d'une Partie reste sans préjudice de toute obligation de cette Partie envers une autre Partie en vertu d'autres arrangements relatifs à la reconnaissance des « associate degrees ».

2. Les grades de « bachelor » et de « master » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au grade de « bachelor » ou de « master » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;

b) Le grade de « bachelor » ou de « master » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe III du présent Traité.

3. Les doctorats bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, à condition que le doctorat ait été délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou un autre organisme autorisé à cette fin conformément à la législation de la Partie où le doctorat a été délivré, dans la mesure où cet établissement ou cet organisme est couvert par l'Annexe IV du présent Traité.

Article 5.

Clause de sauvegarde

1. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité provoque ou menace de provoquer des difficultés substantielles pour le système d'enseignement supérieur d'une Partie, cette Partie peut prendre des mesures de sauvegarde concernant la ou les qualifications concernées, à condition que ces mesures soient strictement nécessaires et qu'elles restent sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes d'autres arrangements applicables et des dispositions pertinentes de la législation de la Partie concernée.

2. Dès qu'une Partie prend des mesures de sauvegarde en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, elle se met en rapport avec la ou les Parties où la ou les qualifications concernées ont été délivrées, afin de résoudre la situation. Elle transmet également ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

3. Toutes les Parties restent vigilantes à tout moment afin d'éviter tout abus du présent Traité, en particulier pour éviter que les décisions de reconnaissance prises avant l'entrée en vigueur du présent Traité ne soient rendues caduques. En cas d'abus avéré, la Partie concernée prend toutes les mesures nécessaires pour exclure les cas connexes liés à l'application du présent Traité. Cette Partie transmet ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

Article 6.

Fourniture et échange d'informations

1. Les Parties mettent à la disposition du grand public des informations sur le présent Traité et ses effets. Les informations relatives au présent Traité, y compris son texte, sont mises à disposition sur les sites web des autorités compétentes de chacune des Parties et de leurs centres appartenant au réseau européen des centres nationaux d'information sur la mobilité et la reconnaissance académiques (ci-après dénommé « le réseau ENIC »).

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties et leurs centres appartenant au réseau ENIC échangent mutuellement des informations sur les systèmes d'enseignement supérieur des Parties et sur l'application du présent Traité au sein des Parties.

Article 7.

Accès à l'enseignement supérieur

Sans préjudice des arrangements existants ou futurs entre deux ou plusieurs Parties en ce qui concerne les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur, les Parties sont invitées à échanger des informations sur les conditions générales d'accès à l'enseignement supérieur qu'elles appliquent conformément à leur législation et sur les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur.

*Article 8.****Annexes***

Les Annexes I à IV font partie intégrante du présent Traité.

*Article 9.****Litiges***

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du présent Traité, tout différend qui pourrait voir le jour au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité est réglé par les Parties par voie de négociations de bonne foi.

*Article 10.****Application territoriale***

1. Le présent Traité s'applique sur le territoire du Royaume de Belgique, sur le territoire de la République d'Estonie, sur le territoire de la République de Lettonie, sur le territoire de la République de Lituanie et sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
2. En ce qui concerne le territoire du Royaume des Pays-Bas, le présent Traité s'applique uniquement à la partie européenne et caribéenne (les îles de Bonaire, Saba et Saint-Eustache) des Pays-Bas. Il peut également être étendu à Aruba, Curaçao et Saint-Martin au moyen d'une notification par voie diplomatique au dépositaire, qui en informera les autres Parties.
3. Après adhésion en vertu de l'article 13, le présent Traité s'applique également sur le territoire de l'État adhérent ou sur la partie de celui-ci qui est couverte par l'adhésion.

*Article 11.****Dépositaire***

Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Traité. Le dépositaire transmet des copies certifiées conformes du présent Traité à toutes les Parties.

*Article 12.****Entrée en vigueur, amendements et dénonciation***

1. Le présent Traité est ratifié, accepté ou approuvé par chacune des Parties conformément à ses procédures constitutionnelles.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire, qui en informera toutes les Parties.
3. Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire du dernier instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.
4. Le présent Traité et ses Annexes peuvent être modifiés par accord mutuel écrit entre les Parties. Les amendements sont consignés dans des protocoles distincts, qui font partie intégrante du présent Traité et entrent en vigueur conformément à la procédure prévue aux alinéas 1 à 3 du présent article.
5. Dans le cas où les informations figurant aux Annexes I, II, III ou IV, qui concernent une Partie en particulier, sont affectées par des modifications de la législation ou de l'organisation interne de cette

Partie, ladite Partie notifie ces modifications au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Toutes les Parties prennent en considération tous ces changements dans l'application du présent Traité.

6. Le présent Traité est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Traité par écrit en notifiant cette dénonciation au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Le présent Traité cesse d'être en vigueur pour la Partie concernée six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire, et reste en vigueur pour les autres Parties.

Article 13.

Adhésion

1. Tout État ayant ratifié la Convention de reconnaissance de Lisbonne et appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur peut demander à adhérer au présent Traité, à condition :

- d'appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les ESG,
- que son système d'enseignement supérieur soit un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur, et
- qu'il ait référencé son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC.

2. Conformément à ses procédures constitutionnelles, l'État demandeur notifie cette demande au dépositaire, qui en informe toutes les Parties. Cette demande comprend les informations visées aux Annexes I, II, III et IV du présent Traité, conformément à la procédure visée à l'article 12, alinéa 5, du présent Traité. L'État candidat ne peut adhérer qu'après la réception par le dépositaire de la dernière notification écrite de toutes les Parties indiquant qu'elles acceptent la demande de l'État candidat.

3. L'adhésion de l'État candidat au présent Traité est effectuée au moyen du dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire et prend effet le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire de cet instrument d'adhésion. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'adhésion au présent Traité.

4. Les Parties au présent Traité sont invitées à se consulter et à coopérer afin de coordonner, préparer et faciliter l'application du présent article.

FAIT à ... le ..., en un seul exemplaire, en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut.

Pour le Royaume de Belgique,

représenté par :

- Le Gouvernement flamand,
- Le Gouvernement de la Communauté française,
- Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Pour la République d'Estonie,

Pour la République de Lettonie,

Pour la République de Lituanie,

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

Pour le Royaume des Pays-Bas,

*

ANNEXE I

Qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur

Niveau (CEC) ¹	Titre de la qualification							
	Communauté flamande de Belgique	Communauté française de Belgique	Communauté germanophone de Belgique	République d'Estonie	République de Lettonie	République de Lituanie	Grand-Duché de Luxembourg	Royaume des Pays-Bas
5	Gegradeuerde	Brevet d'enseignement supérieur	Non applicable	Not applicable	Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms	Non applicable	Brevet de technicien supérieur	Graad Associate degree
6	Bachelor	Bachelier	Bachelor	Rakendusķorg- hariduse diploms; Bakalaureus	Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms	Profesinis baka- lauras; Bakalauras	Diplôme de bachelor	Graad Bachelor
7	Master	Master; Médecin; Médecin vétérinaire	Non applicable	Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsia- magister; Loomaarstikraad; Arhitektuuri- magister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister	Magistra diploms; Profesionālā maģis- tra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profe- sionālās kvalifikāci- jas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceīta un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija) ²	Magistras	Diplôme de master	Graad Master
8	Doctor	Docteur	Non applicable	Doktor	Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās	Mokslu daktaras Meno daktaras	Doctort (grade de docteur)	Graad Doctor

Au sein de certaines Parties, des qualifications préexistantes ont été assimilées à celles mentionnées ci-dessus, en raison de la législation de ces Parties. Le présent Traité ne porte pas atteinte aux effets juridiques de cette assimilation au sein de ces Parties et à la reconnaissance des qualifications concernées en vertu d'autres arrangements entre les Parties.

*

¹ Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie.

² Sur la base du présent Traité, seule la partie éducative de cette qualification est reconnue automatiquement.

ANNEXE II

Établissements et programmes reconnus en rapport avec les « associate degrees »

Aux fins de la reconnaissance automatique des « associate degrees », les « associate degrees » délivrés par les établissements reconnus suivants et se rapportant aux programmes d'enseignement supérieur reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les « associate degrees ».

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Non applicable

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations au sens de la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études³.

6. Pour la République de Lituanie :

- Non applicable

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁴.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)* »⁵.

*

¹ Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

² Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

³ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf

⁵ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEXE III

**Etablissements et programmes reconnus en rapport
avec les grades de « bachelor » ou de « master »**

Aux fins de la reconnaissance automatique des grades de « bachelor » ou de « master », les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus suivants et se rapportant aux programmes reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus (publics et privés agréés) dans le passé, par exemple au cours de l'année académique 2008-2009.

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- L'établissement d'enseignement supérieur nommé « *Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » et les programmes de « bachelor » visés dans l'acte juridique nommé « *Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule* ».

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que la vue d'ensemble des programmes est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur agréés en République de Lettonie, des informations sont disponibles sur le site web de l'Agence de la qualité de l'enseignement supérieur ou sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'autorisation des programmes d'études³ ;
- Des informations sur les accréditations par orientation d'études jusqu'en 2019 (y compris les programmes d'études) sont disponibles dans le Registre des directions d'études (« *Register of Study Directions* »)⁴.

Les informations sur les qualifications jusqu'en 2012 sont disponibles sur le site www.aiknc.lv.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS – un système ouvert d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres⁵.

1 Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

2 Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

3 Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

4 Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

5 Voir www.aikos.smm.lt.

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par l'*Université du Luxembourg* sont reconnus par la loi ;
- Établissements d'enseignement supérieur accrédités et leurs programmes : voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁶.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)* »⁷.

*

ANNEXE IV

Établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés à délivrer des doctorats

Aux fins de la reconnaissance automatique des doctorats, les doctorats délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Uniquement les universités, à savoir (à l'heure actuelle) :
 - *Katholieke Universiteit Leuven*,
 - *transnationale Universiteit Limburg*,
 - *Universiteit Hasselt*,
 - *Universiteit Antwerpen*,
 - *Universiteit Gent*,
 - *Vrije Universiteit Brussel*,
 et les deux établissements suivants, à savoir :
 - *Evangelische Theologische Faculteit*,
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies*.

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- L'autorisation de conférer le grade académique de Docteur est accordée à chaque université reconnue telle qu'énumérée dans le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des doctorats est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations visées par la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études¹.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des doctorats ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS - un système ouvert

⁶ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

¹ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres⁷.

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Seule l'*Université du Luxembourg* est habilitée à délivrer des doctorats.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir l'acte juridique intitulé « *Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek* »

Luxembourg, le 5 octobre 2022

Le Rapporteur,
André BAULER

Le Président,
Gilles BAUM

⁷ Voir www.aikos.smm.lt.

7941



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N° 7941

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

**portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique
des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le
14 septembre 2021**

*

Article unique.

Est approuvé le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés
en sa séance publique du 13 octobre 2022

Le Secrétaire général,

Le Président,

s. Laurent Scheeck

s. Fernand Etgen

7941

Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 13/10/2022 15:32:27	Président: M. Etgen Fernand
Scrutin: 2	Secrétaire A: M. Scheeck Laurent
Vote: PL 7941 reconnaissance qualifications	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi 7941	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	55	0	0	55
Procuration:	6	0	0	6
Total:	60	0	0	60

Nom du député Vote (Procuration) Nom du député Vote (Procuration)

CSV

Mme Adehm Diane	Oui		Mme Arendt épouse Kemp Nan	Oui	(M. Mosar Laurent)
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
M. Galles Paul	Oui	(M. Schaaf Jean-Paul)	M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
M. Hengel Max	Oui		M. Lies Marc	Oui	
Mme Margue Elisabeth	Oui		M. Mischo Georges	Oui	(M. Hengel Max)
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Roth Gilles	Oui		M. Schaaf Jean-Paul	Oui	
M. Spautz Marc	Oui	(Mme Hansen Martine)	M. Wilmes Serge	Oui	
M. Wiseler Claude	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

M. KAES DG

oui

déi gréng

Mme Ahmedova Semiray	Oui		M. Benoy François	Oui	
Mme Bernard Djuna	Oui		Mme Empain Stéphanie	Oui	
Mme Gary Chantal	Oui		M. Hansen- Marc	Oui	(Mme Bernard Djuna)
Mme Lorsché Josée	Oui		M. Margue Charles	Oui	
Mme Thill Jessie	Oui				

DP

M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Colabianchi Frank	Oui		M. Etgen Fernand	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
Mme Hartmann Carole	Oui		M. Knaff Pim	Oui	
M. Lamberty Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	

LSAP

Mme Asselborn-Bintz Simone	Oui		M. Biancalana Dan	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		Mme Closener Francine	Oui	
M. Cruchten Yves	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
Mme Hemmen Cécile	Oui		M. Kersch Dan	Oui	
Mme Mutsch Lydia	Oui		M. Weber Carlo	Oui	

déi Lénk

Mme Cecchetti Myriam	Oui		Mme Oberweis Nathalie	Oui	
----------------------	-----	--	-----------------------	-----	--

Piraten

M. Clement Sven	Oui		M. Goergen Marc	Oui	
-----------------	-----	--	-----------------	-----	--

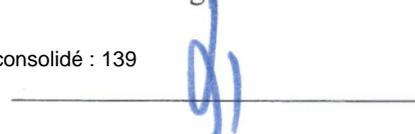
ADR

M. Engelen Jeff	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Keup Fred	Oui		M. Reding Roy	Oui	(M. Kartheiser Fernand)

Le Président:



Le Secrétaire général:



Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 13/10/2022 15:32:27

Scrutin: 2

Vote: PL 7941 reconnaissance qualifications

Description: Projet de loi 7941

Président: M. Etgen Fernand

Secrétaire A: M. Scheeck Laurent

Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	54	0	0	54
Procuration:	6	0	0	6
Total:	60	0	0	60

Nom du député

Vote

(Procuration)

Nom du député

Vote

(Procuration)

n'ont pas participé au vote:

CSV

M. Kaes Aly

comb de vote
dh

Le Président:

Le Secrétaire général:

7941/04

N° 7941⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(25.10.2022)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 13 octobre 2022 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 octobre 2022 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 28 juin 2022 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 19 votants, le 25 octobre 2022.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Christophe SCHILTZ

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

48



**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Procès-verbal de la réunion du 05 octobre 2022

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 14, 20 et 28 septembre 2022
2. 7941 **Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021**
- Rapporteur : Monsieur André Bauler

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 8074 **Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail**
- Rapporteur : Monsieur Gilles Baum

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. **Divers**

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, Mme Myriam Cecchetti, Mme Francine Closener, M. Paul Galles, Mme Martine Hansen, M. Max Hengel, M. Fred Keup, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, Mme Lydia Mutsch remplaçant Mme Simone Asselborn-Bintz

M. Steve Hoffmann, M. Tom Müller, Mme Véronique Schaber, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Léon Diederich, Mme Christiane Huberty, M. Pierre Misteri, Mme Stéphanie Schott, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

*

Présidence : M. Gilles Baum, Président de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 14, 20 et 28 septembre 2022

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

2. 7941 Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Le Rapporteur, M. André Bauler (DP), présente les grandes lignes du projet de rapport, pour le détail duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 29 septembre 2022.

Le projet de rapport est adopté à la majorité des voix, avec l'abstention de celle de la représentante de la sensibilité politique « déi Lénk ».

Les membres de la Commission proposent le modèle de base pour les discussions en séance plénière.

3. 8074 Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le Président-Rapporteur, M. Gilles Baum (DP), présente les grandes lignes du projet de rapport, pour le détail duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 4 octobre 2022.

Le projet de rapport est adopté à la majorité des voix, avec l'abstention de celle de la représentante de la sensibilité politique « déi Lénk ».

Les membres de la Commission proposent le modèle de base pour les discussions en séance plénière.

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Luxembourg, le 05 octobre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

45



**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Procès-verbal de la réunion du 20 septembre 2022

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. **Décision relative à l'accord de collaboration avec la Société Max Planck**
2. **7941 Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021**
 - **Présentation du projet de loi**
 - **Désignation d'un rapporteur**
 - **Examen de l'avis du Conseil d'Etat**
3. **Divers**

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, Mme Myriam Cecchetti, Mme Francine Closener, M. Paul Galles, M. Marc Hansen, Mme Martine Hansen, M. Max Hengel, M. Dan Kersch remplaçant Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Fred Keup, M. Claude Lamberty, Mme Octavie Modert

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Léon Diederich, Mme Christiane Huberty, M. Romain Martin, M. Pierre Misteri, M. Gilles Probst, Mme Stéphanie Schott, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Simone Asselborn-Bintz

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : M. Gilles Baum, Président de la Commission

*

1. Décision relative à l'accord de collaboration avec la Société Max Planck

Sur invitation du Président de la Commission, M. Gilles Baum (DP), le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Claude Meisch, rappelle qu'un accord de coopération avait été signé en mai 2009 entre le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en fonction à l'époque et le président ainsi que la secrétaire générale de la Société Max Planck, en vue de la création et la mise en place de l'Institut Max Planck Luxembourg de droit procédural réglementaire international et européen. Ledit accord de coopération prévoyait la création de trois départements, un financement entièrement à charge de l'Etat (une loi de financement est entrée en vigueur le 25 novembre 2014) et la possibilité de résilier la coopération sous réserve d'un préavis de minimum trois ans à la fin de l'année fiscale et ne pouvant être inférieur à la durée jusqu'au départ en retraite du directeur le plus jeune.

M. Claude Meisch souligne par la suite que, depuis son entrée en fonction, il n'a cessé d'œuvrer vers un ralliement de l'Institut Max Planck Luxembourg au mode de gouvernance régissant les relations entre le Gouvernement et les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, à savoir aux conventions pluriannuelles par lesquelles les acteurs s'engagent à atteindre un certain niveau de performance et des objectifs concrets, en contrepartie de la dotation financière de l'Etat. Force est cependant de constater que la Société Max Planck a privilégié son propre mode de gouvernance au modèle proposé par le Ministère, de sorte que, malgré la création d'un comité de liaison entre les deux parties en 2020, toute coopération et coordination s'est avérée compliquée dès le départ, ceci d'autant plus que l'Institut a toujours refusé d'adhérer au comité de coordination des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche luxembourgeois.

Au vu de ces modèles de gouvernance divergents, il a été décidé, d'un commun accord avec les responsables de la Société Max Planck, de dissoudre l'Institut à Luxembourg à la fin d'une phase de transition de quatre ans (d'ici la fin de l'année 2026), pendant laquelle il sera procédé à l'intégration progressive de ses activités et de son personnel à l'Université du Luxembourg. Il revient à cette dernière de proposer un modèle de structure regroupant en son sein les activités de l'Institut.

M. Claude Meisch souligne que la décision concernant la résiliation de la collaboration a été prise d'un commun accord avec la Société Max Planck, dont les activités au Grand-Duché ont permis de renforcer le paysage luxembourgeois de la recherche au cours de la dernière décennie. Au vu des progrès réalisés depuis lors, le moment semble opportun de privilégier l'intégration des activités de l'Institut dans le modèle de gouvernance de la recherche luxembourgeoise. L'orateur souligne également que cette décision ne remet en aucun cas en cause l'excellence de la recherche fournie par l'Institut dont la renommée est impeccable, mais s'explique uniquement par deux modes de gouvernance qui s'avèrent incompatibles.

Echange de vues

- Prenant note des explications de M. le Ministre, Mme Martine Hansen (CSV) donne à considérer que la disparition d'un établissement d'une renommée internationale considérable tel que l'Institut Max Planck risque de nuire à l'excellence du paysage luxembourgeois de la recherche. M. Claude Meisch explique qu'une telle constatation aurait pu être faite à l'époque de l'installation de l'Institut au Luxembourg, où le paysage de recherche manquait encore de l'excellence qu'il a atteinte depuis lors, ce qui explique en partie les moyens financiers considérables proposés à l'époque à la Société Max Planck, dont les activités au Luxembourg

sont entièrement financées par les fonds publics, alors que tous les autres établissements de recherche publics sont obligés de solliciter des financements externes en complément de la dotation financière de l'Etat.

- Mme Martine Hansen (CSV) demande des détails au sujet des pourparlers avec la Société Max Planck en vue de la résiliation de l'accord de coopération. Le représentant ministériel explique que les interlocuteurs allemands ont fait preuve de beaucoup de compréhension envers le souci du Ministère de promouvoir l'excellence de la recherche publique par la définition d'un cadre de gouvernance qui tient compte de la situation spécifique du Luxembourg.

- Interrogé par Mme Martine Hansen (CSV), M. Claude Meisch confirme que l'Université du Luxembourg reprend tant le personnel de l'Institut Max Planck (quatre-vingt personnes, dont quarante-quatre chercheurs) que la subvention de l'Etat (environ dix millions d'euros par an). La planification du site unique à Luxembourg-Kirchberg, censé accueillir l'Institut et la faculté de droit, d'économie et de finance de l'Université du Luxembourg, sera revue.

- Mme Octavie Modert (CSV) demande des précisions au sujet de la phase de transition et la reprise des activités de l'Institut Max Planck par l'Université du Luxembourg. Le représentant ministériel explique que la Société Max Planck a proposé d'envisager une modification des statuts de l'Institut de façon à ce que l'Université du Luxembourg et le Ministère puissent être impliqués dans la gouvernance de l'Institut durant la phase de transition jusqu'à la fin 2026. Il revient à l'Université de proposer une structure qui pourrait abriter les activités de l'Institut.

- Sur proposition de Mme Octavie Modert (CSV), il est convenu que la Commission sera informée régulièrement sur le déroulement de la phase de transition.

2. 7941 Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

• Présentation du projet de loi

La représentante ministérielle présente les grandes lignes du projet de loi, pour les détails duquel il est renvoyé au document parlementaire 7941. L'oratrice rappelle qu'en 2015, les pays du Benelux se sont mis d'accord sur le principe de la reconnaissance mutuelle automatique des niveaux des diplômes de bachelor et de master (décision Benelux du 18 mai 2015), à laquelle se sont ajoutés en 2018 les niveaux des « *associate degrees* » et des doctorats (décision Benelux du 25 janvier 2018). De leur côté, les Etats baltes ont conclu en 2018 un accord sur la reconnaissance académique automatique de leurs diplômes de l'enseignement supérieur. Le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 entre les trois pays du Benelux et les trois Etats baltes, prévoit que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur visé par le Traité dans l'un des pays du Benelux ou des Etats baltes est assurée que le niveau de son diplôme sera automatiquement reconnu dans les autres pays signataires. Concrètement, les diplômés ne devront plus faire face à de longues procédures de reconnaissance et aux coûts y relatifs, ainsi qu'à une situation d'incertitude pour savoir si leur diplôme est reconnu dans le pays où ils souhaitent travailler ou poursuivre leurs études. Pour les titulaires de tels titres de formation, cela représente une simplification administrative immédiate.

Les pays du Benelux et les Etats baltes forment désormais un espace commun où le niveau des diplômes de l'enseignement supérieur est automatiquement reconnu. Ils sont ainsi des pionniers en la matière. Dans cette optique, le Traité est ouvert à l'adhésion d'autres pays de l'espace européen de l'enseignement supérieur pour autant que les exigences de qualité

requis en vue d'une reconnaissance mutuelle automatique et générique du niveau des diplômes soient respectées.

Vu que l'article 68 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit déjà que « l'inscription d'un diplôme émis par un Etat avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu un accord se fait d'office, sur base d'une demande individuelle », la ratification du traité ne nécessite aucune adaptation de la législation luxembourgeoise.

- **Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

La Commission procède à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, émis le 28 juin 2022, et constate que la Haute Corporation ne soulève pas d'observation à l'endroit de l'article unique.

Pour ce qui est de l'article 12 du traité, le Conseil d'Etat note que la procédure d'adoption et d'entrée en vigueur d'amendements éventuels à apporter au traité est identique à celle pour l'adoption du traité de base. Les éventuels amendements adoptés en application de l'article 12, paragraphe 4, du traité devront dès lors être soumis par le Gouvernement à l'approbation de la Chambre des Députés, conformément à l'article 37 de la Constitution.

La Haute Corporation note par ailleurs que le traité a été établi en plusieurs langues, à savoir en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, et qu'« [e]n cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut ». Par conséquent, il y a lieu de veiller à ce que la version anglaise du traité soit soumise pour approbation à la Chambre des Députés au même titre que la version française. Cette version devra, par ailleurs, être publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

- **Désignation d'un rapporteur**

La Commission désigne M. André Bauler (DP) comme rapporteur du présent projet de loi.

- **Echange de vues**

Répondant à des questions de Mme Octavie Modert (CSV) et M. André Bauler (DP), la représentante ministérielle explique que la reconnaissance automatique des diplômes visés par le traité sous rubrique rend superfétatoire toute démarche en vue d'une inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. Il convient de préciser que le traité vise la procédure de la reconnaissance académique des diplômes, étant entendu que la reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de l'accès à une profession réglementée est régie par une procédure à part, conformément à la directive 2005/36/CE, telle que modifiée, transposée en droit national par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

3. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Luxembourg, le 22 septembre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

7941



Loi du 14 décembre 2022 portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 octobre 2022 et celle du Conseil d'État du 25 octobre 2022 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvé le Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,
Jean Asselborn*

Palais de Luxembourg, le 14 décembre 2022.
Henri

*Le Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche,
Claude Meisch*

**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

**VERDRAG
BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE ERKENNING
VAN DIPLOMA'S IN HET HOGER ONDERWIJS**

KÕRGHARIDUSKVALIFIKATSIOONIDE AUTOMAATSE TUNNUSTAMISE LEPING

**TRAITÉ
SUR LA RECONNAISSANCE AUTOMATIQUE
DES QUALIFICATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**VERTRAG
ÜBER DIE AUTOMATISCHE ANERKENNUNG
VON HOCHSCHULQUALIFIKATIONEN**

**LĪGUMS
PAR AUGSTĀKĀS IZGLĪTĪBAS KVALIFIKĀCIJU AUTOMĀTISKU ATZĪŠANU**

**SUTARTIS
DĒL AUKŠTOJO MOKSLO KVALIFIKACIJŲ AUTOMATIŠKO PRIPAŽINĪMO**



**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

The Kingdom of Belgium, represented by:

- The Flemish Government,
- The Government of the French Community,
- The Government of the German-speaking Community,

The Republic of Estonia,

The Republic of Latvia,

The Republic of Lithuania,

The Grand-Duchy of Luxembourg,

The Kingdom of the Netherlands,

hereinafter referred to as “the Parties”,

Having regard to the fact that the Convention on the Recognition of Qualifications concerning Higher Education in the European Region, jointly drafted by the Council of Europe and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, signed in Lisbon on 11 April 1997 (hereinafter referred to as “the Lisbon Recognition Convention”), has entered into force for each of the Parties to the present Treaty and that the Parties implement the subsidiary texts to the Lisbon Recognition Convention, adopted by the Lisbon Recognition Convention Committee,

Having regard to the importance of automatic recognition of qualifications, as repeatedly emphasized in communiqués adopted by the Ministers during the Ministerial Conferences of the European Higher Education Area in the Bologna Process,

Whereas the Recommendation of the Council of the European Union of 26 November 2018 on promoting automatic mutual recognition of higher education and upper secondary education and training qualifications and the outcomes of learning periods abroad calls, *inter alia*, on the Member States of the European Union to take the necessary steps to achieve automatic recognition of higher education qualifications by 2025,

Whereas legally binding mutual agreements on the automatic recognition of higher education qualifications have already been concluded in the framework of the Benelux Union and between the Republic of Estonia, the Republic of Latvia and the Republic of Lithuania, namely:

- The Decision M(2015)3 of the Benelux Committee of Ministers concerning the automatic mutual generic level recognition of higher education degrees, as supplemented by the Decision M(2018)1,
- The Agreement among the Government of the Republic of Estonia, the Government of the Republic of Latvia and the Government of the Republic of Lithuania on the automatic academic recognition of qualifications concerning higher education, signed in Vilnius on 8 June 2018,

Desiring to expand automatic recognition of higher education qualifications within the European Higher Education Area by combining these regional arrangements into a multilateral treaty between the Parties,

Conscious of the fact that the basis for mutual trust lies in ratification of the Lisbon Recognition Convention and in active membership of the European Higher Education Area, testified by the implementation of the Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area (hereinafter referred to as "the ESG"), three-cycle higher education systems, national qualifications frameworks, and other transparency tools,

Willing to provide other States with the opportunity to join this Treaty, considering the above,

Determined to remain, in doing so, at the forefront of the Bologna Process and of the realisation of the European Higher Education Area,

Have agreed as follows:

Article 1. Objectives and Scope

1. This Treaty aims to ensure that a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and referenced to the European Qualifications Framework for lifelong learning (hereinafter referred to as "the EQF"), is automatically recognised at the same level of the corresponding higher education qualifications issued by all the other Parties.

2. This Treaty shall apply to the higher education qualifications that are issued in accordance with the legislation of the Parties and belong to their higher education systems, that are covered by Annex I to this Treaty and that comply with all the other conditions set out in this Treaty.

3. This Treaty shall not apply to:

- a) the recognition of the specific programmes of higher education qualifications in a particular field of study,
- b) the recognition of periods of study,
- c) the recognition of qualifications that do not belong to the higher education systems of the Parties, or
- d) the recognition of professional qualifications in accordance with Directive 2005/36/EC of the European Parliament and of the Council of 7 September 2005 on the recognition of professional qualifications, or in accordance with other relevant provisions adopted within the framework of the European Union.

With regard to such elements, this Treaty shall remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions adopted within the framework of the European Union and the relevant provisions of the legislation of the Parties.

Article 2. Definitions

1. For the purposes of this Treaty, the following terms shall have the following meaning:

- a) "automatic recognition": the automatic recognition, without any procedure, of a higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, at the same level of the corresponding higher education qualifications issued in accordance with the legislation of the other Parties;
- b) "corresponding higher education qualifications": the higher education qualifications as listed in Annex I to this Treaty;
- c) As regards the level of higher education qualifications:
 - i) "Associate degree": a short cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 5 of the EQF;
 - ii) "Bachelor's degree": a first cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 6 of the EQF;
 - iii) "Master's degree": a second cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 7 of the EQF;
 - iv) "Doctoral degree": a third cycle higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties and belonging to its higher education system, that relates to level 8 of the EQF.

2. The terms used in this Treaty shall have the same definition as in the Lisbon Recognition Convention, unless incompatible with the provisions of this Treaty or the Annexes thereto.

Article 3. General Provision on Automatic Recognition

1. Within all Parties, automatic recognition shall apply to each higher education qualification issued in accordance with the legislation of one of the Parties, belonging to its higher education system and listed in Annex I, provided that the conditions laid down in Article 4 of this Treaty are met.

2. The automatic recognition pursuant to paragraph 1 of this Article shall occur without any further procedure.

Article 4. Conditions for Automatic Recognition

1. Associate degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes that led to the Associate degree has been assured through its licencing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Associate degree has been awarded by a recognised institution and pertains to a recognised programme in higher education, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex II to this Treaty;
- c) The automatic recognition of Associate degrees shall only apply between Parties whose legislation provides for Associate degrees belonging to higher education, as from the moment that these Parties have declared that they automatically recognise such degrees. Such declarations shall be notified to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof.

The absence of such a declaration on behalf of a Party shall remain without prejudice to any obligations for that Party towards another Party pursuant to other arrangements pertaining to the recognition of Associate degrees.

2. Bachelor's and Master's degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that all of the following conditions are met:

- a) The minimum quality of the programmes leading to the Bachelor's or Master's degree has been assured through its licensing by the competent authority of the Party where the degree was issued;
- b) The Bachelor's or Master's degree has been awarded by a recognised higher education institution and pertains to a recognised programme, in accordance with the legislation of the Party where the degree was issued, insofar as that institution and programme are covered by Annex III to this Treaty.

3. Doctoral degrees shall benefit from automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty, provided that the Doctoral degree has been awarded by a higher education institution or another body authorised for this purpose in accordance with the legislation of the Party where the Doctoral degree was issued, insofar as that institution or body is covered by Annex IV to this Treaty.

Article 5. Safeguard Clause

1. Where, in exceptional circumstances, automatic recognition pursuant to Article 3 of this Treaty causes, or threatens to cause, substantial difficulties for the higher education system of a Party, that Party may take safeguard measures with regard to the qualification or qualifications concerned, provided that such measures are strictly necessary and that they remain without prejudice to the relevant provisions and principles of the Lisbon Recognition Convention and its subsidiary texts, the relevant provisions of other applicable arrangements and the relevant provisions of the legislation of the Party concerned.

2. As soon as a Party takes safeguard measures pursuant to paragraph 1 of this Article, it shall liaise with the Party or Parties where the qualification or qualifications concerned have been issued, in order to resolve the situation. It shall also notify these measures to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

3. All Parties shall at all times remain vigilant to avoid any misuse of the present Treaty, in particular to prevent that recognition decisions taken prior to the entry into force of this Treaty would be overridden. In the event of known abuse, the Party concerned shall take all necessary measures in order to exclude the related cases from the application of the present Treaty. That Party shall also notify these cases to the Depositary, who shall inform all other Parties thereof.

Article 6. Information Provision and Exchange

1. The Parties shall make information about this Treaty and its effects widely available to the general public. Information about this Treaty, including its text, shall be available on the websites of the competent authorities of each of the Parties and of their centres belonging to the European Network of National Information Centres on academic mobility and recognition (hereinafter referred to as "the ENIC Network").

2. The competent authorities of each of the Parties and their centres belonging to the ENIC Network shall mutually exchange information on the higher education systems of the Parties and on the application of this Treaty within the Parties.

Article 7. Access to Higher Education

Without prejudice to existing or future arrangements between two or more Parties as regards qualifications giving access to higher education, the Parties are invited to exchange information on the general requirements for access to higher education that they apply in accordance with their legislation and on the qualifications giving access to higher education.

Article 8. Annexes

Annexes I to IV shall constitute an integral part of this Treaty.

Article 9. Disputes

Without prejudice to the provisions of Article 5 of this Treaty, any dispute that may arise in connection with the interpretation or application of this Treaty shall be settled by the Parties through negotiations in good faith.

Article 10. Territorial application

1. This Treaty shall apply within the territory of the Kingdom of Belgium, the territory of the Republic of Estonia, the territory of the Republic of Latvia, the territory of the Republic of Lithuania and the territory of the Grand-Duchy of Luxembourg.

2. As regards the territory of the Kingdom of the Netherlands, this Treaty shall apply to the European and Caribbean part (the islands Bonaire, Saba and Sint Eustatius) of the Netherlands. It may also be extended to Aruba, Curaçao and Sint Maarten through a notification via diplomatic channels to the Depositary, which shall inform the other Parties thereof.

3. Following accession pursuant to Article 13, this Treaty shall also apply within the territory of the acceding State or the part thereof that is covered by the accession.

Article 11. Depositary

The Secretariat-General of the Benelux Union shall be the Depositary of this Treaty. The Depositary shall transmit certified copies of this Treaty to all Parties.

Article 12. Entry into Force, Amendment and Termination

1. This Treaty shall be subject to ratification, acceptance or approval by each Party in accordance with its constitutional procedures.
2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depositary, who shall inform all Parties thereof.
3. This Treaty shall enter into force on the first day of the third month following the receipt by the Depositary of the last instrument of ratification, acceptance or approval. The Depositary shall inform all Parties of the date of entry into force of this Treaty.
4. This Treaty and its Annexes may be amended through mutual written agreement between the Parties. The amendments shall be documented in separate protocols, which shall constitute an integral part of this Treaty and shall enter into force in accordance with the procedure laid down in paragraphs 1 to 3 of this Article.
5. In the event that the information in Annexes I, II, III or IV that pertains to a given Party is impacted by changes in the legislation or internal organisation of that Party, the Party concerned shall notify such changes to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. All Parties shall take such changes into consideration when applying this Treaty.
6. This Treaty is concluded for an indefinite period of time. Each of the Parties can denounce this Treaty in writing by notifying such denunciation to the Depositary, who shall inform the other Parties thereof. This Treaty shall cease to be in force for the Party concerned six months after the date of the receipt by the Depositary of such notification, while it shall remain in force for the other Parties.

Article 13. Accession

1. Any State that has ratified the Lisbon Recognition Convention and belongs to the European Higher Education Area may apply to accede to this Treaty, on the condition that:
 - it applies trustworthy quality assurance systems for its higher education programmes, which can demonstrate proven compliance with the ESG,
 - its higher education system is a three-cycle system in compliance with the Qualifications Framework of the European Higher Education Area, and
 - it has referenced its national higher education qualifications framework to the EQF.
2. In accordance with its constitutional procedures, the applicant State shall notify such application to the Depositary, who shall inform all Parties thereof. This application shall include information referenced under Annexes I, II, III and IV of this Treaty in accordance with the procedure referred to in paragraph 5 of Article 12 of this Treaty. The applicant State may only accede after the receipt by the Depositary of the last written notification by all Parties that they accept the application of the applicant State.
3. The accession of the applicant State to this Treaty shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Depositary, and shall take effect on the first day of the third month following the

receipt by the Depositary of this instrument of accession. The Depositary shall inform all Parties of the date of accession to this Treaty.

4. The Parties to this Treaty are invited to consult each other and to cooperate in order to streamline, prepare and facilitate the application of this Article.

Done at Brussels on 14 September 2021, in a single copy in the Dutch, Estonian, French, German, Latvian, Lithuanian and English languages, all texts having equal power. In case of divergence of interpretation, the text in the English language shall prevail.

For the Kingdom of Belgium, represented by:

– The Flemish Government,

[Ben Weyts]

– The Government of the French Community,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– The Government of the German-speaking Community,

[Lydia Klinkenberg]

For the Republic of Estonia,

[Liina Kersna]

For the Republic of Latvia,

[Anita Muižniece]

For the Republic of Lithuania,

[Jurgita Šiugždinienė]

For the Grand-Duchy of Luxembourg,

[Claude Meisch]

For the Kingdom of the Netherlands,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANNEX I
Corresponding higher education qualifications

Level (EQF) ¹	Title of qualification							
	Flemish Community of Belgium	French Community of Belgium	German-speaking Community of Belgium	Republic of Estonia	Republic of Latvia	Republic of Lithuania	Grand-Duchy of Luxembourg	Kingdom of the Netherlands
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Not applicable	Not applicable	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Not applicable	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom;</i> <i>Bakalaurus</i>	<i>Bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālā bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras;</i> <i>Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master;</i> <i>Médecin;</i> <i>Médecin vétérinaire</i>	Not applicable	<i>Magister;</i> <i>Arstikraad;</i> <i>Hambaarstikraad;</i> <i>Farmaatsiamagister;</i> <i>Loomaarstikraad;</i> <i>Arhitektuurimagister;</i> <i>Tehnikateaduse magister;</i> <i>Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms;</i> <i>Profesionālā maģistra diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Not applicable	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms;</i> <i>Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras</i> <i>Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Within some Parties, certain pre-existing qualifications have been assimilated with the ones mentioned above, as a result of the legislation of those Parties. The present Treaty remains without prejudice to the legal effects thereof within those Parties and to the recognition of the qualifications concerned pursuant to other arrangements between Parties.

¹ European Qualifications Framework for lifelong learning.

² On the basis of the present Treaty, only the educational part of this qualification shall be recognised automatically.

ANNEX II**Recognised institutions and recognised programmes in relation to Associate degrees**

For the purposes of the automatic recognition of Associate degrees, Associate degrees awarded by the following recognised institutions and pertaining to the following recognised programmes in higher education shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders ("*Hogeronderwijsregister*")¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions. It also includes the Associate degrees.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named "*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*" and the official registers named "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- Not applicable

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³.

6. For the Republic of Lithuania:

- Not applicable

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- See the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁴.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named "*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*"⁵.

¹ This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be.

² This register is published on www.enseignement.be.

³ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEX III

Recognised institutions and recognised programmes in relation to Bachelor's or Master's degrees

For the purposes of the automatic recognition of Bachelor's or Master's degrees, Bachelor's and Master's degrees awarded by the following recognised higher education institutions and pertaining to the following recognised programmes shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- The Higher Education Register of Flanders ("*Hogeronderwijsregister*")¹ is an official register listing all the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions. It also includes the recognised (accredited) higher education programmes offered by all the recognised (public and private registered) higher education institutions in the past, for instance in the academic year 2008-2009.

2. For the French Community of Belgium:

- See the legal act named "*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*" and the official registers named "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² and www.mesetudes.be.

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- The higher education institution named "*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*" and the Bachelor programmes referred to in the legal act named "*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*".

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- As regards accredited higher education institutions in the Republic of Latvia, information is available on the website of the Quality Agency for Higher Education or on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes³;
- Information about accreditations by Study Directions until 2019 (including study programmes) is available at the Register of Study Directions⁴. Information about qualifications until 2012 is available on www.aiknc.lv.

¹ This register is published in Dutch on www.hogeronderwijsregister.be and in English on www.highereducation.be.

² This register is published on www.enseignement.be.

³ See <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ See <http://eplatforma.aika.lv>.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Bachelor's and Master's degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers⁵.

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Bachelor's and Master's degrees awarded by the University of Luxembourg ("*Université du Luxembourg*") are recognised by law;
- Accredited private higher education institutions and their programs: see the list drawn up by the Ministry of Higher Education and Research of the Grand-Duchy of Luxembourg⁶.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the official register named "*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*"⁷.

⁵ See www.aikos.smm.lt.

⁶ See http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁷ See <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEX IV

Higher education institutions and other bodies authorised to award Doctoral degrees

For the purposes of the automatic recognition of Doctoral degrees, Doctoral degrees awarded by the following higher education institutions and other authorised bodies shall be covered:

1. For the Flemish Community of Belgium:

- Only the universities, namely (at present) the:
 - *Katholieke Universiteit Leuven*,
 - *transnationale Universiteit Limburg*,
 - *Universiteit Hasselt*,
 - *Universiteit Antwerpen*,
 - *Universiteit Gent*,
 - *Vrije Universiteit Brussel*,and the two following institutions, namely the:
 - *Evangelische Theologische Faculteit*,
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies*.

2. For the French Community of Belgium:

- The authorisation to confer the academic degree of *Docteur* is granted to each recognised university as listed in the legal act named "*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*".

3. For the German-speaking Community of Belgium:

- Not applicable

4. For the Republic of Estonia:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees is available on www.archimedes.ee/enic (a website of the Estonian ENIC/NARIC).

5. For the Republic of Latvia:

- The information within the meaning of the present Annex is available on the e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes¹.

6. For the Republic of Lithuania:

- A complete list of all recognised higher education institutions providing Doctoral degrees and programmes is available on AIKOS – an open information, counselling, and guidance system providing information based on databases and registers².

7. For the Grand-Duchy of Luxembourg:

- Only the University of Luxembourg ("*Université du Luxembourg*") is entitled to award Doctoral degrees.

¹ See <http://eplatforma.aika.lv>.

² See www.aikos.smm.lt.

8. For the Kingdom of the Netherlands:

- See the legal act named "*Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek*".

**VERDRAG
BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE ERKENNING
VAN DIPLOMA'S IN HET HOGER ONDERWIJS**

Het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

- De Vlaamse Regering,
- De Regering van de Franse Gemeenschap,
- De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Republiek Estland,

De Republiek Letland,

De Republiek Litouwen,

Het Groothertogdom Luxemburg,

Het Koninkrijk der Nederlanden,

hierna te noemen "de Partijen",

Gezien het feit dat het op 11 april 1997 te Lissabon ondertekende Verdrag inzake de erkenning van diploma's betreffende hoger onderwijs in de Europese regio, dat gezamenlijk is opgesteld door de Raad van Europa en de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (hierna te noemen "het Verdrag van Lissabon inzake erkenning"), voor elk van de Partijen bij onderhavig Verdrag in werking is getreden en dat de Partijen de bij het Verdrag van Lissabon inzake erkenning behorende teksten, die door het Comité van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning zijn aangenomen, ten uitvoer leggen,

Gezien het belang van de automatische erkenning van diploma's, zoals herhaaldelijk is benadrukt in de communiqués die de bewindslieden tijdens de ministeriële conferenties van de Europese Hogeronderwijsruimte in het kader van het Bolognaproces hebben aangenomen,

Overwegende dat in de aanbeveling van de Raad van de Europese Unie van 26 november 2018 betreffende de bevordering van automatische wederzijdse erkenning van kwalificaties van hoger onderwijs en hoger secundair onderwijs en opleiding en de resultaten van leerperioden in het buitenland, de lidstaten van de Europese Unie onder meer worden opgeroepen de nodige stappen te zetten om tegen 2025 te komen tot automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs,

Overwegende dat in het kader van de Benelux Unie en tussen de Republiek Estland, de Republiek Letland en de Republiek Litouwen reeds juridisch bindende wederzijdse akkoorden inzake de automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs zijn gesloten, namelijk:

- Beschikking M (2015) 3 van het Benelux Comité van Ministers betreffende de automatische wederzijdse generieke niveauerkenning van diploma's hoger onderwijs, zoals aangevuld met Beschikking M (2018) 1,
- De op 8 juni 2018 te Vilnius ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van de Republiek Estland, de Regering van de Republiek Letland en de Regering van de Republiek Litouwen inzake de automatische academische erkenning van diploma's betreffende hoger onderwijs,

Verlangende de automatische erkenning van diploma's hoger onderwijs in de Europese Hogeronderwijsruimte uit te breiden door deze regionale afspraken te integreren in een multilateraal verdrag tussen de Partijen,

Zich ervan bewust dat de grondslag voor wederzijds vertrouwen gelegen is in ratificatie van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en in actief lidmaatschap van de Europese Hogeronderwijsruimte, gestaafd door de implementatie van de normen en richtsnoeren voor kwaliteitsborging in de Europese Hogeronderwijsruimte (hierna te noemen "de ESG"), uit drie cycli bestaande hogeronderwijsstelsels, nationale kwalificatiekaders en overige transparantie-instrumenten,

Bereid om andere Staten de mogelijkheid te bieden zich aan te sluiten bij dit Verdrag, gelet op het bovenstaande,

Vastbesloten om zodoende een voortrekkersrol te blijven vervullen in het kader van het Bolognaproces en de voltooiing van de Europese Hogeronderwijsruimte,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Doelstellingen en toepassingsgebied

1. Dit Verdrag strekt ertoe te waarborgen dat een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en gerelateerd is aan het Europees kwalificatiekader voor levenslang leren (hierna te noemen "het EQF"), automatisch wordt erkend op hetzelfde niveau als de overeenkomstige diploma's hoger onderwijs die door alle andere Partijen worden uitgereikt.

2. Dit Verdrag is van toepassing op de diploma's hoger onderwijs die overeenkomstig de wetgeving van de Partijen worden uitgereikt en deel uitmaken van hun hogeronderwijsstelsels en die vallen onder Bijlage I bij dit Verdrag en voldoen aan alle andere in dit Verdrag bepaalde voorwaarden.

3. Dit Verdrag is niet van toepassing op:

- a) de erkenning van de specifieke programma's voor diploma's hoger onderwijs in een bepaalde studierichting,
- b) de erkenning van studieperioden,
- c) de erkenning van diploma's die geen deel uitmaken van de hogeronderwijsstelsels van de Partijen, of
- d) de erkenning van beroepskwalificaties overeenkomstig Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, dan wel overeenkomstig andere relevante bepalingen die in het kader van de Europese Unie zijn vastgesteld.

Wat deze elementen betreft, laat dit Verdrag de toepasselijke bepalingen en beginselen van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en de bijbehorende teksten, de relevante bepalingen die in het kader van de Europese Unie zijn vastgesteld en de desbetreffende bepalingen van de wetgeving van de Partijen onverlet.

Artikel 2. Begripsomschrijvingen

1. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

- a) “automatische erkenning”: de automatische erkenning, zonder enige procedure, van een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij, op hetzelfde niveau als de overeenkomstige diploma’s hoger onderwijs die in overeenstemming met de wetgeving van de andere Partijen worden uitgereikt;
- b) “overeenkomstige diploma’s hoger onderwijs”: de diploma’s hoger onderwijs als vermeld in Bijlage I bij dit Verdrag;
- c) Wat betreft het niveau van de diploma’s hoger onderwijs:
 - i) “*Associate degree*”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de korte cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 5 van het EQF;
 - ii) “*Bachelor*”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de eerste cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 6 van het EQF;
 - iii) “*Master*”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de tweede cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 7 van het EQF;
 - iv) “*Doctoraatsdiploma*”: een overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen uitgereikt diploma hoger onderwijs van de derde cyclus, dat deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en overeenstemt met niveau 8 van het EQF.

2. De in onderhavig Verdrag gebruikte termen hebben dezelfde definitie als in het Verdrag van Lissabon inzake erkenning, tenzij dit onverenigbaar is met de bepalingen van onderhavig Verdrag of de Bijlagen hierbij.

Artikel 3. Algemene bepaling inzake automatische erkenning

1. Binnen alle Partijen geldt de automatische erkenning voor elk diploma hoger onderwijs dat overeenkomstig de wetgeving van een van de Partijen is uitgereikt, deel uitmaakt van het hogeronderwijsstelsel van die Partij en is vermeld in Bijlage I, mits aan de in artikel 4 van dit Verdrag bepaalde voorwaarden is voldaan.

2. De automatische erkenning overeenkomstig lid 1 van dit artikel geschiedt zonder verdere procedure.

Artikel 4. Voorwaarden voor automatische erkenning

1. *Associate degrees* genieten automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, mits aan alle onderstaande voorwaarden is voldaan:

- a) De minimumkwaliteit van de opleidingen die tot de *Associate degree* hebben geleid, is gewaarborgd door de erkenning ervan door de bevoegde autoriteit van de Partij waar het diploma is uitgereikt;
- b) De *Associate degree* is verleend door een erkende instelling en heeft betrekking op een erkende opleiding in het hoger onderwijs, in overeenstemming met de wetgeving van de Partij waar het diploma is uitgereikt, voor zover die instelling en die opleiding vallen onder Bijlage II bij dit Verdrag;
- c) De automatische erkenning van de *Associate degrees* geldt alleen tussen de Partijen wier wetgeving voorziet in *Associate degrees* die deel uitmaken van het hoger onderwijs, vanaf het ogenblik waarop die Partijen hebben verklaard dat zij deze diploma's automatisch erkennen. Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van de depositaris, die de overige Partijen daarvan op de hoogte stelt.

Het ontbreken van een dergelijke verklaring namens een Partij doet geen afbreuk aan de verplichtingen die voor die Partij jegens een andere Partij voortvloeien uit andere regelingen met betrekking tot de erkenning van de *Associate degrees*.

2. Bachelors en masters genieten automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, mits aan alle onderstaande voorwaarden is voldaan:

- a) De minimumkwaliteit van de opleidingen die tot de bachelor of master leiden, is gewaarborgd door erkenning ervan door de bevoegde autoriteit van de Partij waar het diploma is uitgereikt;
- b) De bachelor of master is verleend door een erkende instelling voor hoger onderwijs en heeft betrekking op een erkende opleiding, in overeenstemming met de wetgeving van de Partij waar het diploma is uitgereikt, voor zover die instelling en die opleiding vallen onder Bijlage III bij dit Verdrag.

3. Doctoraatsdiploma's komen in aanmerking voor automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag, op voorwaarde dat het doctoraatsdiploma is verleend door een instelling voor hoger onderwijs of een andere daartoe bevoegde instantie overeenkomstig de wetgeving van de Partij waar het doctoraatsdiploma is uitgereikt, voor zover die instelling of instantie valt onder Bijlage IV bij dit Verdrag.

Artikel 5. Vrijwaringsclausule

1. Wanneer de automatische erkenning overeenkomstig artikel 3 van dit Verdrag in buitengewone omstandigheden aanzienlijke moeilijkheden voor het hogeronderwijsstelsel van een Partij veroorzaakt of dreigt te veroorzaken, kan die Partij vrijwaringsmaatregelen nemen ten aanzien van het betrokken diploma of de betrokken diploma's, mits deze maatregelen strikt noodzakelijk zijn en geen afbreuk doen aan de toepasselijke bepalingen en beginselen van het Verdrag van Lissabon inzake erkenning en de bijbehorende teksten, de relevante bepalingen van andere toepasselijke regelingen en de desbetreffende bepalingen van de wetgeving van de betrokken Partij.

2. Zodra een Partij vrijwaringsmaatregelen overeenkomstig lid 1 van dit artikel neemt, treedt zij in contact met de Partij of Partijen waar het betrokken diploma of de betrokken diploma's zijn uitgereikt,

teneinde de situatie op te lossen. Zij deelt deze maatregelen ook mee aan de depositaris, die alle andere Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Elke Partij blijft te allen tijde waakzaam om misbruik van dit Verdrag te vermijden, met name om te voorkomen dat erkenningsbesluiten die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag zijn genomen, worden omzeild. In geval van bekend misbruik neemt de betrokken Partij alle nodige maatregelen om de betreffende gevallen uit te sluiten van de toepassing van dit Verdrag. Die Partij deelt deze gevallen ook mee aan de depositaris, die alle andere Partijen daarvan in kennis stelt.

Artikel 6. Informatievoorziening en -uitwisseling

1. De Partijen stellen informatie over dit Verdrag en de gevolgen ervan op ruime schaal ter beschikking van het grote publiek. Informatie over dit Verdrag, met inbegrip van de tekst ervan, is beschikbaar op de websites van de bevoegde autoriteiten van elk van de Partijen en hun centra die deel uitmaken van het Europees netwerk van nationale informatiecentra voor academische mobiliteit en erkenning (hierna te noemen "het ENIC-netwerk").

2. De bevoegde autoriteiten van elk van de Partijen en hun centra die deel uitmaken van het ENIC-netwerk wisselen onderling informatie uit over de hogeronderwijsstelsels van de Partijen en de toepassing van dit Verdrag binnen de Partijen.

Artikel 7. Toegang tot hoger onderwijs

Onverminderd bestaande of toekomstige regelingen tussen twee of meer Partijen met betrekking tot diploma's die toegang geven tot het hoger onderwijs, worden de Partijen verzocht informatie uit te wisselen over de algemene vereisten voor toegang tot het hoger onderwijs die zij overeenkomstig hun wetgeving toepassen en over de diploma's die toegang geven tot het hoger onderwijs.

Artikel 8. Bijlagen

Bijlagen I tot en met IV maken een integrerend deel uit van dit Verdrag.

Artikel 9. Geschillen

Onverminderd het bepaalde in artikel 5 van dit Verdrag worden eventuele geschillen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag via onderhandelingen te goeder trouw door de Partijen beslecht.

Artikel 10. Territoriale toepassing

1. Dit Verdrag is van toepassing op het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van de Republiek Estland, het grondgebied van de Republiek Letland, het grondgebied van de Republiek Litouwen en het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg.

2. Wat het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is dit Verdrag enkel van toepassing op het Europese en Caribische deel (de eilanden Bonaire, Saba en Sint Eustatius) van Nederland. Het kan ook worden uitgebreid naar Aruba, Curaçao en Sint Maarten door notificatie via diplomatieke kanalen aan de depositaris, die de andere Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Na toetreding overeenkomstig artikel 13 is dit Verdrag eveneens van toepassing op het grondgebied van de toetredende Staat of het deel daarvan dat onder de toetreding valt.

Artikel 11. Depositaris

Het Secretariaat-Generaal van de Benelux Unie is depositaris van dit Verdrag. De depositaris doet elke Partij een gewaarmerkt afschrift van dit Verdrag toekomen.

Artikel 12. Inwerkingtreding, wijziging en beëindiging

1. Dit Verdrag wordt door elke Partij bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd overeenkomstig haar grondwettelijke procedures.

2. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden neergelegd bij de depositaris, die alle Partijen daarvan in kennis stelt.

3. Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de ontvangst door de depositaris van de laatste akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. De depositaris stelt alle Partijen op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

4. Dit Verdrag en de Bijlagen kunnen in onderlinge schriftelijke overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd. De wijzigingen worden vastgelegd in afzonderlijke protocollen, die een integrerend deel uitmaken van dit Verdrag en van kracht worden overeenkomstig de in de leden 1 tot en met 3 van dit artikel omschreven procedure.

5. Indien de informatie in de Bijlagen I, II, III of IV die betrekking heeft op een bepaalde Partij wordt beïnvloed door wijzigingen in de wetgeving of de interne organisatie van die Partij, deelt de betrokken Partij deze wijzigingen mee aan de depositaris, die de overige Partijen daarvan in kennis stelt. Alle Partijen houden bij de toepassing van dit Verdrag rekening met deze wijzigingen.

6. Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Elk van de Partijen kan dit Verdrag schriftelijk opzeggen door hiervan mededeling te doen aan de depositaris, die de overige Partijen daarvan in kennis stelt. Dit Verdrag is zes maanden na de datum van ontvangst door de depositaris van deze mededeling voor de betrokken Partij niet langer van kracht, terwijl het van kracht blijft voor de overige Partijen.

Artikel 13. Toetreding

1. Elke Staat die het Verdrag van Lissabon inzake erkenning heeft geratificeerd en deel uitmaakt van de Europese Hogeronderwijsruimte kan verzoeken om toetreding tot dit Verdrag, op voorwaarde dat:

- betrouwbare kwaliteitssystemen voor de opleidingen in het hoger onderwijs worden toegepast die aantoonbaar voldoen aan de ESG,
- het hogeronderwijsstelsel bestaat uit drie cycli in overeenstemming met het Kwalificatiekader van de Europese Hogeronderwijsruimte, en
- het nationale kwalificatiekader voor hoger onderwijs is gerelateerd aan het EQF.

2. De verzoekende Staat doet overeenkomstig zijn grondwettelijke procedures mededeling van dit verzoek aan de depositaris, die alle Partijen daarvan op de hoogte stelt. Dit verzoek bevat de informatie als bedoeld in de Bijlagen I, II, III en IV bij dit Verdrag, overeenkomstig de in artikel 12, lid 5, van dit Verdrag omschreven procedure. De verzoekende Staat kan enkel toetreden na de ontvangst door de

depositoris van de laatste schriftelijke kennisgeving van alle Partijen dat zij het verzoek van de verzoekende Staat aanvaarden.

3. De toetreding van de verzoekende Staat tot dit Verdrag geschiedt door de neerlegging van een akte van toetreding bij de depositaris en treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de ontvangst door de depositaris van deze akte van toetreding. De depositaris stelt alle Partijen op de hoogte van de datum van toetreding tot dit Verdrag.

4. De Partijen bij dit Verdrag worden uitgenodigd elkaar te raadplegen en samen te werken om de toepassing van dit artikel te stroomlijnen, voor te bereiden en te vergemakkelijken.

Gedaan te Brussel op 14 september 2021, in een enkel exemplaar in de Nederlandse, de Estse, de Franse, de Duitse, de Letse, de Litouwse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschillen in interpretatie is de tekst in de Engelse taal doorslaggevend.

Voor het Koninkrijk België, vertegenwoordigd door:

– De Vlaamse Regering,

[Ben Weyts]

– De Regering van de Franse Gemeenschap,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

[Lydia Klinkenberg]

Voor de Republiek Estland,

[Liina Kersna]

Voor de Republiek Letland,

[Anita Muižniece]

Voor de Republiek Litouwen,

[Jurgita Šiugždiniénė]

Voor het Groothertogdom Luxemburg,

[Claude Meisch]

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

[Sigrid A.M. Kaag]

BIJLAGE I
Overeenkomstige diploma's hoger onderwijs

Niveau (EQF) ¹	Titel van de kwalificatie							
	Vlaamse Gemeenschap van België	Franse Gemeenschap van België	Duitstalige Gemeenschap van België	Republiek Estland	Republiek Letland	Republiek Litouwen	Groothertogdom Luxemburg	Koninkrijk der Nederlanden
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	N.v.t.	N.v.t.	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	N.v.t.	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakendus kõrghariduse diplom; Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras; Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master; Médecin; Médecin vétérinaire</i>	N.v.t.	<i>Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceīta un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	N.v.t.	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Binnen sommige Partijen zijn als gevolg van de wetgeving van die Partijen bepaalde reeds bestaande diploma's gelijkgesteld met de hierboven genoemde. Dit Verdrag laat de rechtsgevolgen daarvan binnen die Partijen en de erkenning van de betrokken diploma's op grond van andere regelingen tussen de Partijen onverlet.

¹ Europees Kwalificatiekader voor levenslang leren.

² Op grond van dit Verdrag wordt enkel het onderwijsdeel van dit diploma automatisch erkend.

BIJLAGE II**Erkende instellingen en opleidingen met betrekking tot *Associate degrees***

Met het oog op de automatische erkenning van *Associate degrees* vallen *Associate degrees* die door de volgende erkende instellingen worden verleend en betrekking hebben op de volgende erkende opleidingen in het hoger onderwijs onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Het Hogeronderwijsregister¹ van Vlaanderen is een officieel register waarin alle erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs zijn opgenomen die door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs worden aangeboden. Het omvat ook de *Associate degrees*.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- Zie het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de officiële registers genaamd "*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*"² en www.mesetudes.be.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- Niet van toepassing

4. Voor de Republiek Estland:

- Niet van toepassing

5. Voor de Republiek Letland:

- De informatie in de zin van deze Bijlage is beschikbaar op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*³.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Niet van toepassing

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- Zie de door het ministerie van Hoger Onderwijs en Onderzoek van het Groothertogdom Luxemburg opgestelde lijst⁴.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie het Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)⁵.

¹ Dit register is gepubliceerd in het Nederlands op www.hogeronderwijsregister.be en in het Engels op www.highereducation.be.

² Dit register is gepubliceerd op www.enseignement.be.

³ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Zie http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Zie <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

BIJLAGE III

Erkende instellingen en opleidingen met betrekking tot bachelors of masters

Met het oog op de automatische erkenning van bachelors of masters vallen bachelors en masters die door de volgende erkende instellingen voor hoger onderwijs worden verleend en betrekking hebben op de volgende erkende opleidingen onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Het Hogeronderwijsregister¹ van Vlaanderen is een officieel register waarin alle erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs zijn opgenomen die door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs worden aangeboden. Het omvat ook de erkende (geaccrediteerde) opleidingen in het hoger onderwijs die in het verleden, bijvoorbeeld in het academiejaar 2008-2009, door alle erkende (publieke en private geregistreerde) instellingen voor hoger onderwijs werden aangeboden.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- Zie het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de officiële registers genaamd “*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*”² en www.mesetudes.be.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- De instelling voor hoger onderwijs genaamd “*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*” en de bacheloropleidingen als bedoeld in het Decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

4. Voor de Republiek Estland:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die bachelor- en masterdiploma’s en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op www.archimedes.ee/enic (een website van het Estse ENIC/NARIC).

5. Voor de Republiek Letland:

- Omtrent de geaccrediteerde instellingen voor hoger onderwijs in de Republiek Letland is informatie beschikbaar op de website van het *Quality Agency for Higher Education* of op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*³;
- Informatie over accreditaties per studierichting tot 2019 (inclusief opleidingsprogramma’s) is beschikbaar in het *Study Directions Register*⁴. Informatie over diploma’s tot 2012 is beschikbaar op www.aiknc.lv.

¹ Dit register is gepubliceerd in het Nederlands op www.hogeronderwijsregister.be en in het Engels op www.highereducation.be.

² Dit register is gepubliceerd op www.enseignement.be.

³ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die bachelor- en masterdiploma's en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op AIKOS – een open informatie-, advies- en begeleidingssysteem dat informatie verstrekt op basis van databanken en registers⁵.

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- De door de Universiteit van Luxemburg ("*Université du Luxembourg*") verleende bachelors en masters zijn wettelijk erkend;
- Geaccrediteerde private instellingen voor hoger onderwijs en hun opleidingen: zie de door het ministerie van Hoger Onderwijs en Onderzoek van het Groothertogdom Luxemburg opgestelde lijst⁶.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie het Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)⁷.

⁵ Zie www.aikos.smm.lt.

⁶ Zie http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Zie <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

BIJLAGE IV**Instellingen voor hoger onderwijs en andere instanties die bevoegd zijn tot het verlenen van doctoraatsdiploma's**

Met het oog op de automatische erkenning van doctoraatsdiploma's vallen doctoraatsdiploma's die door de volgende instellingen voor hoger onderwijs en andere bevoegde instanties worden verleend onder het toepassingsgebied van dit Verdrag:

1. Voor de Vlaamse Gemeenschap van België:

- Enkel de universiteiten, namelijk (op dit moment) de:
 - Katholieke Universiteit Leuven,
 - transnationale Universiteit Limburg,
 - Universiteit Hasselt,
 - Universiteit Antwerpen,
 - Universiteit Gent,
 - Vrije Universiteit Brussel,
- en de volgende twee instellingen, namelijk de:
 - Evangelische Theologische Faculteit,
 - Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.

2. Voor de Franse Gemeenschap van België:

- De bevoegdheid tot het verlenen van de academische graad van *Docteur* wordt toegekend aan elke erkende universiteit als vermeld in het Decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

3. Voor de Duitstalige Gemeenschap van België:

- Niet van toepassing

4. Voor de Republiek Estland:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die doctoraatsdiploma's aanbieden, is beschikbaar op www.archimedes.ee/enic (een website van het Estse ENIC/NARIC).

5. Voor de Republiek Letland:

- De informatie in de zin van deze Bijlage is beschikbaar op het *e-platform for Assessment of Higher Education Institutions, Accreditation of Study Directions and Licensing of Study Programmes*¹.

6. Voor de Republiek Litouwen:

- Een volledige lijst van alle erkende instellingen voor hoger onderwijs die doctoraatsdiploma's en -opleidingen aanbieden, is beschikbaar op AIKOS – een open informatie-, advies- en begeleidingssysteem dat informatie verstrekt op basis van databanken en registers².

¹ Zie <http://eplatforma.aika.lv>.

² Zie www.aikos.smm.lt.

7. Voor het Groothertogdom Luxemburg:

- Enkel de Universiteit van Luxemburg (*“Université du Luxembourg”*) is gerechtigd om doctoraatsdiploma's te verlenen.

8. Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

- Zie de Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

KÕRGHARIDUSKVALIFIKATSIOONIDE AUTOMAATSE TUNNUSTAMISE LEPING

Eesti Vabariik,

Belgia Kuningriik, keda esindavad:

- Flaami piirkonna valitsus,
- prantsuse kogukonna valitsus,
- saksakeelse kogukonna valitsus,

Leedu Vabariik,

Luksemburgi Suurhertsogiriik

Läti Vabariik ja

Madalmaade Kuningriik,

edaspidi *lepinguosalised*,

võttes arvesse, et Euroopa Nõukogu ja Ühinenud Rahvaste Hariduse, Teaduse ja Kultuuri Organisatsioon (edaspidi *UNESCO*) kõrgharidusega seonduvate kvalifikatsioonide Euroopa regioonis tunnustamise konventsioon, mis on koostatud 11. aprillil 1997 Lissabonis (edaspidi *Lissaboni tunnustamise konventsioon*), on jõustunud kõigi selle lepingu osaliste suhtes ning et lepinguosalisel rakendavad Lissaboni tunnustamise konventsiooni komitee vastu võetud Lissaboni tunnustamise konventsiooni abitekste;

võttes arvesse kvalifikatsioonide automaatse tunnustamise tähtsust, mida ministrid on korduvalt rõhutanud Euroopa kõrgharidusruumi ministrite konverentsidel Bologna protsessis vastu võetud kommunikatsioonides;

võttes arvesse, et Euroopa Liidu Nõukogu 26. novembri 2018. aasta soovitusel kõrg- ja keskkariduskvalifikatsioonide ning välismaal läbitud õppeperioodide õpiväljundite automaatse vastastikuse tunnustamise edendamise kohta kutsutakse muu hulgas Euroopa Liidu liikmesriike üles võtma vajalikke meetmeid, et saavutada 2025. aastaks automaatne kõrghariduskvalifikatsioonide tunnustamine;

võttes arvesse, et Beneluxi Majandusliidus ning Eesti Vabariigi, Leedu Vabariigi ja Läti Vabariigi vahel on juba sõlmitud õiguslikult siduvad vastastikused kokkulepped kõrghariduskvalifikatsioonide automaatse tunnustamise kohta, nimelt:

- Beneluxi Ministrite Komitee otsus M(2015)3, mis käsitleb kõrghariduskraadide automaatset vastastikust üldist tunnustamist, mida on täiendatud otsusega M(2018)1,
- Eesti Vabariigi valitsuse, Leedu Vabariigi valitsuse ja Läti Vabariigi valitsuse vahelise kõrgharidusega seonduvate kvalifikatsioonide automaatse akadeemilise tunnustamise kokkulepe, alla kirjutatud Vilniuses 8. juunil 2018;

soovides laiendada kõrghariduskvalifikatsioonide automaatset tunnustamist Euroopa kõrgharidusruumis, ühendades need piirkondlikud kokkulepped mitmepoolseks lepinguks lepinguosaliste vahel;

olles teadlik, et vastastikune usaldus põhineb Lissaboni tunnustamise konventsiooni ratifitseerimisel ja aktiivsel osalemisel Euroopa kõrgharidusruumis, Euroopa kõrgharidusruumi kvaliteedi tagamise standardite ja suuniste (ESG) tõendatud rakendamisel, kolmeastmelisel kõrgharidussüsteemil, riiklikul kvalifikatsiooniraamistikul ja teistel läbipaistvuse tagamise vahenditel;

arvestades eelnevat, olles valmis andma teistele riikidele võimaluse ühineda selle lepinguga;

olles kindlalt otsustanud jääda seda tehes Bologna protsessi ja Euroopa kõrgharidusruumi loomisel esirinda,

on kokku leppinud järgmises.

Artikkel 1. Eesmärgid ja kohaldamisala

1. Lepingu eesmärk on tagada, et ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt antud kõrghariduskvalifikatsiooni, mis kuulub tema kõrgharidussüsteemi ja millele viidatakse Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistikus, tunnustatakse automaatselt samal tasemel kui vastavaid kõikide teiste lepinguosaliste antud kõrghariduskvalifikatsioone.

2. Lepingut kohaldatakse lepinguosaliste riigisisese õiguse järgi antud kõrghariduskvalifikatsioonide suhtes, mis kuuluvad nende kõrgharidussüsteemidesse, mida käsitletakse lepingu lisas 1 ja mis vastavad kõikidele teistele lepingus sätestatud tingimustele.

3. Lepingut ei kohaldata:

- a) kõrghariduskvalifikatsioonide tunnustamisele eriala kindlal õppekaval,
- b) õppeperioodide tunnustamise suhtes,
- c) nende kvalifikatsioonide tunnustamise suhtes, mis ei kuulu lepinguosaliste kõrgharidussüsteemidesse, või
- d) kutsekvalifikatsioonide tunnustamise suhtes vastavalt Euroopa Parlamendi ja nõukogu 7. septembri 2005. aasta direktiivile 2005/36/EÜ kutsekvalifikatsioonide tunnustamise kohta või kooskõlas teiste asjakohaste Euroopa Liidus vastu võetud sätetega.

Selliste asjaolude puhul ei piira käesolev leping Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja selle abitektide asjakohaste sätete ja põhimõtete, Euroopa Liidus vastu võetud asjakohaste sätete ja lepinguosaliste riigisisese õiguse asjakohaste sätete kohaldamist.

Artikkel 2. Mõisted

1. Lepingus kasutatakse järgmisi mõisteid:

- a) *automaatne tunnustamine* – ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt antud ja tema kõrgharidussüsteemi kuuluva kõrghariduskvalifikatsiooni automaatne tunnustamine ilma ühegi menetluseta samal tasemel teiste lepinguosaliste riigisisese õiguse kohaselt antud vastavate kõrghariduskvalifikatsioonidega;
- b) *vastavad kõrghariduskvalifikatsioonid* – lepingu lisas 1 esitatud kõrghariduskvalifikatsioonid;
- c) kõrghariduskvalifikatsioonid:
 - i) *kõrghariduse lühitsükli kraad* – lühikese tsükli kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 5. tasemel;
 - ii) *bakalaureusekraad* – esimese astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 6. tasemel;
 - iii) *magistrikraad* – teise astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 7. tasemel;
 - iv) *doktorikraad* – kolmanda astme kõrghariduskvalifikatsioon, mis on antud ühe lepinguosalise riigisisese õiguse kohaselt ja kuulub tema kõrgharidussüsteemi ning on Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistiku 8. tasemel.

2. Lepingus kasutatud mõistete määratlused on samad kui Lissaboni tunnustamise konventsioonis, välja arvatud juhul, kui need on vastuolus lepingu või selle lisadega.

Artikkel 3. Automaatse tunnustamise üldsätted

1. Kõikides lepinguosalistes riikides kohaldatakse automaatset tunnustamist kõigi kõrghariduskvalifikatsioonide puhul, mis on antud vastavalt ühe lepinguosalise riigisisesele õigusele, kuuluvad tema kõrgharidussüsteemi ja on loetletud lisas 1, tingimusel et täidetud on selle lepingu artiklis 4 sätestatud tingimused.

2. Selle artikli lõike 1 kohane automaatne tunnustamine toimub ilma täiendava menetluseta.

Artikkel 4. Automaatse tunnustamise tingimused

1. Kõrghariduse lühitsükli kraade tunnustatakse vastavalt käesoleva lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui täidetud on kõik järgmised tingimused:

- a) kõrghariduse lühitsükli kraadi andvate õppekavade miinimumkvaliteedi on neile tegevusloa andes kinnitanud selle lepinguosalise pädev asutus, kus kraad anti;
- b) tunnustatud kõrghariduse õppekavale vastava kõrghariduse lühitsükli kraadi on tunnustatud asutus andnud kooskõlas selle lepinguosalise õigusaktidega, kus kraad anti, kui see asutus ja õppekava on hõlmatud lepingu lisaga 2;
- c) kõrghariduse lühitsükli kraade tunnustatakse automaatselt ainult nende lepinguosaliste vahel, kelle riigisisese õiguses on sätestatud kõrgharidussüsteemi kuuluvad lühitsükli kraadid, alates hetkest, mil need lepinguosalised on kinnitanud, et nad tunnustavad selliseid kraade automaatselt. Sellistest kinnitustest teatatakse lepingu hoiulevõtjale, kes teatab sellest teistele lepinguosalistele.

Lepinguosalise kinnituse puudumine ei piira selle lepinguosalise kohustusi teise lepinguosalise suhtes, mis tulenevad muudest kokkulepetest, mis on seotud kõrghariduse lühitsükli kraadide tunnustamisega.

2. Bakalaureuse- ja magistrikraade tunnustatakse vastavalt käesoleva lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui täidetud on kõik järgmised tingimused:

- a) bakalaureuse- ja magistrikraadi andvate õppekavade miinimumkvaliteedi on neile loa andes kinnitanud selle lepinguosalise pädev asutus, kus vastav kraad anti;
- b) tunnustatud kõrghariduse õppekavale vastava bakalaureuse- ja magistrikraadi on tunnustatud kõrgkool andnud kooskõlas selle lepinguosalise õigusaktidega, kus kraad anti, kui see asutus ja õppekava on hõlmatud lepingu lisaga 3.

3. Doktorikraade tunnustatakse vastavalt selle lepingu artiklile 3 automaatselt juhul, kui doktorikraadi on andnud kõrgkool või mõni muu selleks volitatud asutus vastavalt selle lepinguosalise õigusaktidele, kus doktorikraad anti, kui see kõrgkool või asutus on hõlmatud lepingu lisaga 4.

Artikkel 5. Kaitseklausel

1. Kui selle lepingu artikli 3 kohane automaatne tunnustamine erandlikel asjaoludel põhjustab või võib põhjustada olulisi raskusi lepinguosalise kõrgharidussüsteemile, võib see lepinguosaline rakendada seoses asjaomase kvalifikatsiooni või kvalifikatsioonidega kaitsemeetmeid, tingimusele et sellised meetmed on rangelt vajalikud ega piira Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja selle abitektide asjakohaste sätete ja põhimõtete, muu kohaldatava korra asjakohaste sätete ja asjaomase lepinguosalise riigisisese õiguse asjakohaste sätete kohaldamist.

2. Niipea kui lepinguosaline rakendab selle artikli lõike 1 kohaseid kaitsemeetmeid, teeb ta olukorra lahendamiseks koostööd lepinguosalise või lepinguosalistega, kus asjaomane kvalifikatsioon või asjaomased kvalifikatsioonid on välja antud. Samuti teatab ta nendest meetmetest lepingu hoiulevõtjale, kes teavitab kõiki teisi lepinguosalisi.

3. Kõik lepinguosaliselised on tähelepanelikud, et vältida lepingu väärkasutamist, eelkõige hoida ära enne lepingu jõustumist tehtud tunnustamisotsuste tühistamist. Teadaoleva kuritarvitamise korral rakendab asjaomane lepinguosaline kõiki vajalikke meetmeid, et jätta asjaga seotud juhtumid selle lepingu kohaldamisalast välja. Samuti teatab ta sellistest juhtumitest lepingu hoiulevõtjale, kes teavitab kõiki teisi lepinguosalisi.

Artikkel 6. Teabe esitamine ja vahetamine

1. Lepinguosaliselised teevad lepingut ja selle mõju käsitleva teabe üldsusele laialt kättesaadavaks. Lepingut käsitlev teave, sealhulgas lepingu tekst, on kättesaadav kõikide lepinguosaliste pädevate asutuste ja nende keskuste veebilehtedel, mis kuuluvad Euroopa akadeemilise liikuvuse ja tunnustamise riiklike infokeskuste võrgustikku (edaspidi *ENIC võrgustik*).

2. Lepinguosaliselised vahetavad oma pädevate asutuste ja nende ENIC võrgustikku kuuluvate keskuste kaudu vastastikku teavet lepinguosaliste kõrgharidussüsteemide ja lepingu kohaldamise kohta.

Artikkel 7. Juurdepääs kõrgharidusele

Ilma et see piiraks kahe või enama lepinguosalise kehtivaid või tulevase kokkuleppeid seoses kõrgharidusele juurdepääsu võimaldavate kvalifikatsioonidega, kutsutakse lepinguosalisi üles vahetama teavet kooskõlas riigisisese õigusega kohaldatavate kõrgharidusele juurdepääsu üldnõuete ja kõrgharidusele juurdepääsu võimaldavate kvalifikatsioonide kohta.

Artikkel 8. Lisad

Lisad 1–4 on selle lepingu lahutamatud osad.

Artikkel 9. Vaidlused

Ilma et see piiraks käesoleva lepingu artikli 5 sätete kohaldamist, lahendavad lepinguosaliselised kõik lepingu tõlgendamise või kohaldamisega seotud vaidlused heas usus läbirääkimiste teel.

Artikkel 10. Territoriaalne kohaldamine

1. Lepingut kohaldatakse Belgia Kuningriigi territooriumil, Eesti Vabariigi territooriumil, Leedu Vabariigi territooriumil, Luksemburgi Suurhertsogiriigi territooriumil, Läti Vabariigi territooriumil.

2. Madalamaade Kuningriigi puhul kohaldatakse lepingut Hollandi Euroopa ja Kariibi mere osale (Bonaire'i, Saba ja Sint-Eustatiuse saartele). Lepingut võib kohaldada ka Arubale, Curaçaole ja Sint Maartenile, teatades sellest diplomaatiliste kanalite kaudu hoiulevõtjale, kes teavitab sellest teisi lepinguosalisi.

3. Pärast ühinemist vastavalt artiklile 13 kohaldatakse lepingut ka ühineva riigi või selle ühinemisega hõlmatud osa territooriumil.

Artikkel 11. Hoiulevõtja

Lepingu hoiulevõtja on Beneluxi Majandusliidu peasekretariaat. Hoiulevõtja edastab lepingu kinnitatud ära kirjad kõikidele lepinguosalistele.

Artikkel 12. Jõustumine, muutmise ja lõpetamine

1. Lepinguosalised ratifitseerivad lepingu või kiidavad selle heaks kooskõlas oma põhiseadusliku korraga.
2. Ratifitseerimis- või heakskiitmiskirjad antakse hoiule hoiulevõtjale, kes teavitab sellest kõiki lepinguosalisi.
3. Leping jõustub kolmanda kuu esimesel päeval pärast seda, kui hoiulevõtja on kätte saanud viimase ratifitseerimis- või heakskiitmiskirja. Hoiulevõtja teavitab kõiki lepinguosalisi lepingu jõustumise kuupäevast.
4. Lepingut ja selle lisasid võib muuta lepinguosaliste vastastikusel kirjalikul kokkuleppel. Muudatused dokumenteeritakse eraldi protokollides, mis moodustavad lepingu lahutamatu osa ja jõustuvad käesoleva artikli lõigetes 1–3 sätestatud korras.
5. Kui I, II, III või IV lisas esitatud teavet, mis puudutab konkreetset lepinguosalist, mõjutavad muudatused selle lepinguosalise riigisisese õiguses või korralduses, teatab asjaomane lepinguosaline sellistest muudatustest hoiulevõtjale, kes teavitab sellest teisi lepinguosalisi. Kõik lepinguosalisel võtavad neid muudatusi lepingu kohaldamisel arvesse.
6. Leping sõlmitakse määramata ajaks. Iga lepinguosaline võib lepingu kirjalikult denonsseerida, teatades sellest hoiulevõtjale, kes teavitab teisi lepinguosalisi. Leping kaotab asjaomase lepinguosalise suhtes kehtivuse kuus kuud pärast kuupäeva, mil hoiulevõtja on saanud teate, jäädes teiste lepinguosaliste vahel jõusse.

Artikkel 13. Ühinemine

1. Iga riik, kes on ratifitseerinud Lissaboni tunnustamise konventsiooni ja kuulub Euroopa kõrgharidusruumi, võib selle lepinguga ühineda tingimustel, et:
 - ta rakendab usaldusväärseid kõrghariduse õppekavade kvaliteedi tagamise süsteeme, millela tõendatult järgitakse Euroopa kõrgharidusruumi kvaliteedi tagamise standardeid ja suuniseid;
 - tema kõrgharidussüsteem on kolme tsükliga ja vastab Euroopa kõrgharidusruumi kvalifikatsiooniraamistikule ning
 - ta on sidunud oma riikliku kõrghariduse kvalifikatsiooniraamistiku Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistikuga.
2. Vastavalt oma põhiseaduslikule korrale teavitab taotluse esitanud riik sellisest taotlusest lepingu hoiulevõtjat, kes teavitab sellest kõiki lepinguosalisi. Taotlus peab sisaldama asjaomase lepingu I, II, III ja IV lisas osutatud teavet kooskõlas lepingu artikli 12 lõikes 5 osutatud korraga. Taotluse esitanud riik saab ühineda juhul, kui hoiulevõtja on kätte saanud kirjaliku nõusoleku taotleva riigi taotlusele kõigilt lepinguosalistelt.
3. Taotluse esitanud riigi ühinemine jõustub kolmanda kuu esimesel päeval pärast ühinemiskirjade hoiulevõtmist. Hoiulevõtja teavitab kõiki lepinguosalisi lepinguga ühinemise kuupäevast.

4. Lepinguosalisi kutsutakse üles üksteisega nõu pidama ja koostööd tegema, et ühtlustada, ette valmistada ja hõlbustada käesoleva artikli kohaldamist.

Koostatud Brüsselis 14. septembril 2021, ühes eksemplaris eesti, hollandi, leedu, läti, prantsuse, saksa ja inglise keeles; kõik tekstid on võrdselt autentsed. Tõlgendamise erinevuste korral lähtutakse ingliskeelsest tekstist.

Eesti Vabariigi nimel,

[Liina Kersna]

Belgia Kuningriigi nimel, keda esindavad:

– Flaami piirkonna valitsus,

[Ben Weyts]

– Prantsuse kogukonna valitsus,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Saksakeelse kogukonna valitsus,

[Lydia Klinkenberg]

Leedu Vabariigi nimel,

[Anita Muižniece]

Läti Vabariigi nimel,

[Jurgita Šiugždinienė]

Luksemburgi Suurhertsogiriigi nimel,

[Claude Meisch]

Madalmaade Kuningriigi nimel.

[Sigrid A.M. Kaag]

LISA 1
Vastavad kõrghariduskvalifikatsioonid

Tase (EQF) ¹	Kvalifikatsiooni nimetus							
	Flaami kogukond Belgias	Prantsuse kogukond Belgias	Saksakeelne kogukond Belgias	Eesti Vabariik	Läti Vabariik	Leedu Vabariik	Luksemburgi Suurhertsogiriik	Madalmaade Kuningriik
5.	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Ei kohaldata	Ei kohaldata	<i>Pirmä limeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Ei kohaldata	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras; Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master; Médecin; Médecin vétérinaire</i>	Ei kohaldata	<i>Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Ei kohaldata	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Mõnes lepinguosalis riigis on riigisisese õiguse alusel eespool nimetatud kvalifikatsioonidega võrdsustatud teatavad varasemad kvalifikatsioonid. Leping ei piira selle võrdsustamise õiguslikku mõju kõnealustes lepinguosalistes riikides ega asjaomaste kvalifikatsioonide tunnustamist vastavalt muudele lepinguosaliste vahelistele kokkulepetele.

¹ Euroopa elukestva õppe kvalifikatsiooniraamistik.

² Käesoleva lepingu alusel tunnustatakse automaatselt ainult selle kvalifikatsiooni hariduslikku osa.

LISA 2

Seoses kõrghariduse lühitsükliga tunnustatud asutused ja õppekavad

Kõrghariduse lühitsükli kraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud asutuste antavaid tunnustatud kõrghariduse õppekavadele vastavaid lühitsükli kraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Flandria kõrgharidusregister („Hogeronderwijsregister“)¹ on ametlik register, kus on loetletud kõik tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad, mida pakuvad kõik tunnustatud (avalik-õiguslikud ja eraõiguslikud) kõrgkoolid.
See hõlmab ka ülikooli esimese astme kraade.

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Vt õigusakt pealkirjaga „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études“ ja ametlikud registrid „Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles“² ja www.mesetudes.be.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Ei kohaldata

4. Eesti Vabariik

- Ei kohaldata

5. Leedu Vabariik

- Ei kohaldata

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Vt Luksemburgi Suurhertsogiriigi kõrgharidus - ja teadusministeeriumi koostatud loetelu³.

7. Läti Vabariik

- Teave selle lisa tähenduses on esitatud kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil⁴.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt ametlik register „Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)“⁵.

¹ See register on avaldatud hollandi keeles aadressil www.hogeronderwijsregister.be ja inglise keeles aadressil www.highereducation.be.

² See register on avaldatud aadressil www.enseignement.be.

³ Vt http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁴ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁵ Vt <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

LISA 3**Seoses bakalaureuse- ja magistrikraadiga tunnustatud asutused ja tunnustatud õppekavad**

Bakalaureuse- ja magistrikraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud kõrgkoolide antavaid tunnustatud kõrghariduse õppekavadele vastavaid bakalaureuse- ja magistrikraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Flandria kõrgharidusregister („Hogeronderwijsregister”)¹ on ametlik register, kus on esitatud kõik tunnustatud (avalik-õiguslike ja eraõiguslike) kõrgkoolide pakutavad tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad. Registris on ka tunnustatud (akrediteeritud) kõrghariduse õppekavad, mida kõik tunnustatud (avalik-õiguslikud ja eraõiguslikud registreeritud) kõrgkoolid on pakkunud varem, näiteks 2008/2009. õppeaastal.

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Vt õigusakti pealkirjaga „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études” ja ametlikud registrid „Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles”² ja www.mesetudes.be.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Vt õigusaktis „Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule” viidatud kõrgharidusasutus „Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft” ja bakalaureuseõppe kavad.

4. Eesti Vabariik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on Eesti ENIC/NARICu veebisaidil aadressil www.archimedes.ee/enic.

5. Leedu Vabariik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadi andvatest tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on esitatud AIKOSis – avatud teabe-, nõustamis- ja juhtimissüsteemis, mis pakub teavet andmebaaside ja registreeritud põhjal³;
- Teave kvalifikatsioonide kohta kuni 2012. aastani on aadressil www.aiknc.lv.

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Bakalaureuse- ja magistrikraadid, mille annab Luksemburgi Ülikool („Université du Luxembourg”), on õiguslikult tunnustatud.

¹ Hollandikeelne register on aadressil www.hogeronderwijsregister.be ja ingliskeelne aadressil www.highereducation.be.

² Register on aadressil www.enseignement.be.

³ Vt www.aikos.smm.lt.

- Akrediteeritud eraõiguslikud kõrgkoolid ja nende õppekavad: vt Luksemburgi Suurhertsogiriigi kõrgharidus- ja teadusministeeriumi koostatud loetelu⁴.

7. Läti Vabariik

- Läti Vabariigi akrediteeritud kõrgharidusasutuste teave on esitatud kõrghariduse kvaliteediagentuuri veebisaidil või kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil⁵;
- Teave akrediteeringute kohta õppesuundade kaupa kuni 2019. aastani (sealhulgas õppekavad) on õppesuundade registris⁶.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt ametlikku registrit "*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*"⁷.

⁴ Vt http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁶ Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

⁷ Vt <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

LISA 4

Kõrgkoolid ja teised asutused, kes on volitatud andma doktorikraadi

Doktorikraadide automaatne tunnustamine hõlmab järgmiste tunnustatud kõrgkoolide ja teiste volitatud asutuste antavaid doktorikraade:

1. Flaami kogukond Belgias

- Ainult ülikoolid, täpsemalt (hetkeseisuga):
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
- ja kaks järgmist asutust:
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Prantsuse kogukond Belgias

- Akadeemilise kraadi *Docteur* andmise luba antakse kõigile tunnustatud ülikoolidele, mis on loetletud õigusaktis „Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études“.

3. Saksakeelne kogukond Belgias

- Ei kohaldata

4. Eesti Vabariik

- Doktorikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide täielik nimekiri on Eesti ENIC/NARICu veebisaidil aadressil www.archimedes.ee/enic.

5. Leedu Vabariik

- Doktorikraadi andvate tunnustatud kõrgkoolide ja õppekavade täielik nimekiri on AIKOSis – avatud teabe-, nõustamis- ja juhtimissüsteemis, mis pakub teavet andmebaaside ja registrite põhjal¹.

6. Luksemburgi Suurhertsogiriik

- Ainult Luksemburgi Ülikoolil („Université du Luxembourg“) on õigus anda doktorikraade.

7. Läti Vabariik

- Teave selle lisa tähenduses on esitatud kõrgkoolide kvaliteedi hindamise, õppesuundade akrediteerimise ja õppekavade litsentsimise e-platvormil².

¹ Vt www.aikos.smm.lt.

² Vt <http://eplatforma.aika.lv>.

8. Madalmaade Kuningriik

- Vt õigusakt „Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek“.

**TRAITÉ
SUR LA RECONNAISSANCE AUTOMATIQUE
DES QUALIFICATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Le Royaume de Belgique, représenté par :

- Le Gouvernement flamand,
- Le Gouvernement de la Communauté française,
- Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

La République d'Estonie,

La République de Lettonie,

La République de Lituanie,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés « les Parties »,

Considérant que la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, élaborée conjointement par le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, signée à Lisbonne le 11 avril 1997 (ci-après dénommée « la Convention de reconnaissance de Lisbonne ») est entrée en vigueur pour chacune des Parties au présent Traité et que les Parties mettent en œuvre les textes subsidiaires de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, adoptés par le Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne,

Considérant l'importance de la reconnaissance automatique des qualifications, par ailleurs soulignée à plusieurs reprises dans les communiqués adoptés par les ministres lors des conférences ministérielles de l'espace européen de l'enseignement supérieur dans le cadre du processus de Bologne,

Considérant que la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 26 novembre 2018 en faveur de la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes de l'enseignement supérieur et secondaire de deuxième cycle et des acquis des périodes d'apprentissage effectuées à l'étranger invite, entre autres, les États membres de l'Union européenne à prendre les mesures nécessaires pour parvenir à la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur à l'horizon 2025,

Considérant que des accords mutuels juridiquement contraignants sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur ont déjà été conclus dans le cadre de l'Union Benelux et entre la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie, à savoir

- La décision M(2015)3 du Comité de Ministres Benelux relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, complétée par la décision M(2018)1,
- L'accord entre le gouvernement de la République d'Estonie, le gouvernement de la République de Lettonie et le gouvernement de la République de Lituanie sur la reconnaissance académique automatique des qualifications concernant l'enseignement supérieur, signé à Vilnius le 8 juin 2018,

Souhaitant étendre la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur en combinant ces accords régionaux dans un traité multilatéral entre les Parties,

Conscients du fait que la base de la confiance mutuelle réside dans la ratification de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et dans un rôle actif au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, attesté par la mise en œuvre des références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur (ci-après dénommées « ESG »), des systèmes d'enseignement supérieur à trois cycles, des cadres nationaux de certifications et d'autres instruments de transparence,

Souhaitant donner à d'autres États la possibilité d'adhérer au présent Traité, au vu de ce qui précède,

Déterminés à rester, ce faisant, à l'avant-garde du processus de Bologne et de la réalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. Objectifs et champ d'application

1. Le présent Traité vise à garantir qu'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencée au Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie (ci-après dénommé « CEC »), est automatiquement reconnue au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées par toutes les autres Parties.

2. Le présent Traité s'applique aux qualifications de l'enseignement supérieur qui sont délivrées conformément à la législation des Parties et qui appartiennent à leurs systèmes d'enseignement supérieur, qui sont couvertes par l'Annexe I du présent Traité et qui satisfont à toutes les autres conditions énoncées dans le présent Traité.

3. Le présent Traité n'est pas applicable :

- a) À la reconnaissance des programmes spécifiques de qualifications de l'enseignement supérieur dans un domaine d'études particulier,
- b) À la reconnaissance des périodes d'études,
- c) À la reconnaissance de qualifications qui n'appartiennent pas aux systèmes d'enseignement supérieur des Parties, ou
- d) À la reconnaissance des qualifications professionnelles conformément à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, ou conformément à d'autres dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne.

En ce qui concerne ces éléments, le présent Traité reste sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes adoptées dans le cadre de l'Union européenne et des dispositions pertinentes de la législation des Parties.

Article 2. Définitions

1. Aux fins du présent Traité, on entend par :

- a) « reconnaissance automatique » : la reconnaissance automatique, sans aucune procédure, d'une qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, au même niveau que les qualifications de l'enseignement supérieur correspondantes délivrées conformément à la législation des autres Parties ;
- b) « qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur » : les qualifications de l'enseignement supérieur énumérées à l'Annexe I du présent Traité ;
- c) En ce qui concerne le niveau des qualifications de l'enseignement supérieur :
 - i) « 'associate degree' » : une qualification de l'enseignement supérieur de cycle court délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 5 du CEC ;
 - ii) « grade de 'bachelor' » : une qualification de l'enseignement supérieur de premier cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 6 du CEC ;
 - iii) « grade de 'master' » : une qualification de l'enseignement supérieur de deuxième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 7 du CEC ;
 - iv) « doctorat » : une qualification de l'enseignement supérieur de troisième cycle délivrée conformément à la législation de l'une des Parties et appartenant à son système d'enseignement supérieur, qui correspond au niveau 8 du CEC.

2. Les termes utilisés dans le présent Traité ont la même définition que dans la Convention de reconnaissance de Lisbonne, sauf si cela est incompatible avec les dispositions du présent Traité ou de ses Annexes.

Article 3. Disposition générale sur la reconnaissance automatique

1. Au sein de toutes les Parties, la reconnaissance automatique s'applique à chaque qualification de l'enseignement supérieur délivrée conformément à la législation de l'une des Parties, appartenant à son système d'enseignement supérieur et figurant à l'Annexe I, pour autant que les conditions prévues à l'article 4 du présent Traité soient remplies.

2. La reconnaissance automatique en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article s'applique sans nécessiter une autre procédure.

Article 4. Conditions de la reconnaissance automatique

1. Les « associate degrees » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au « associate degree » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;
- b) Le « associate degree » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe II du présent Traité ;
- c) La reconnaissance automatique des « associate degrees » ne s'applique qu'entre les Parties dont la législation prévoit des « associate degrees » appartenant à l'enseignement supérieur, à partir du moment où ces Parties ont déclaré reconnaître automatiquement ces grades. Ces déclarations sont notifiées au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

L'absence d'une telle déclaration au nom d'une Partie reste sans préjudice de toute obligation de cette Partie envers une autre Partie en vertu d'autres arrangements relatifs à la reconnaissance des « associate degrees ».

2. Les grades de « bachelor » et de « master » bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies :

- a) La qualité minimale des programmes qui ont conduit au grade de « bachelor » ou de « master » a été assurée par la reconnaissance par l'autorité compétente de la Partie où le grade a été délivré ;
- b) Le grade de « bachelor » ou de « master » a été délivré par un établissement reconnu et se rapporte à un programme reconnu d'enseignement supérieur, conformément à la législation de la Partie où le grade a été délivré, dans la mesure où cet établissement et ce programme sont couverts par l'Annexe III du présent Traité.

3. Les doctorats bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité, à condition que le doctorat ait été délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou un autre organisme autorisé à cette fin conformément à la législation de la Partie où le doctorat a été délivré, dans la mesure où cet établissement ou cet organisme est couvert par l'Annexe IV du présent Traité.

Article 5. Clause de sauvegarde

1. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, la reconnaissance automatique en vertu de l'article 3 du présent Traité provoque ou menace de provoquer des difficultés substantielles pour le système d'enseignement supérieur d'une Partie, cette Partie peut prendre des mesures de sauvegarde concernant la ou les qualifications concernées, à condition que ces mesures soient strictement nécessaires et qu'elles restent sans préjudice des dispositions et principes pertinents de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et de ses textes subsidiaires, des dispositions pertinentes d'autres arrangements applicables et des dispositions pertinentes de la législation de la Partie concernée.

2. Dès qu'une Partie prend des mesures de sauvegarde en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, elle se met en rapport avec la ou les Parties où la ou les qualifications concernées ont été délivrées, afin de résoudre la situation. Elle transmet également ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

3. Toutes les Parties restent vigilantes à tout moment afin d'éviter tout abus du présent Traité, en particulier pour éviter que les décisions de reconnaissance prises avant l'entrée en vigueur du présent Traité ne soient rendues caduques. En cas d'abus avéré, la Partie concernée prend toutes les mesures nécessaires pour exclure les cas connexes liés à l'application du présent Traité. Cette Partie transmet ces informations au dépositaire, qui en informe les autres Parties.

Article 6. Fourniture et échange d'informations

1. Les Parties mettent à la disposition du grand public des informations sur le présent Traité et ses effets. Les informations relatives au présent Traité, y compris son texte, sont mises à disposition sur les sites web des autorités compétentes de chacune des Parties et de leurs centres appartenant au réseau européen des centres nationaux d'information sur la mobilité et la reconnaissance académiques (ci-après dénommé « le réseau ENIC »).

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties et leurs centres appartenant au réseau ENIC échangent mutuellement des informations sur les systèmes d'enseignement supérieur des Parties et sur l'application du présent Traité au sein des Parties.

Article 7. Accès à l'enseignement supérieur

Sans préjudice des arrangements existants ou futurs entre deux ou plusieurs Parties en ce qui concerne les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur, les Parties sont invitées à échanger des informations sur les conditions générales d'accès à l'enseignement supérieur qu'elles appliquent conformément à leur législation et sur les qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur.

Article 8. Annexes

Les Annexes I à IV font partie intégrante du présent Traité.

Article 9. Litiges

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du présent Traité, tout différend qui pourrait voir le jour au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité est réglé par les Parties par voie de négociations de bonne foi.

Article 10. Application territoriale

1. Le présent Traité s'applique sur le territoire du Royaume de Belgique, sur le territoire de la République d'Estonie, sur le territoire de la République de Lettonie, sur le territoire de la République de Lituanie et sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

2. En ce qui concerne le territoire du Royaume des Pays-Bas, le présent Traité s'applique uniquement à la partie européenne et caribéenne (les îles de Bonaire, Saba et Saint-Eustache) des Pays-Bas. Il peut également être étendu à Aruba, Curaçao et Saint-Martin au moyen d'une notification par voie diplomatique au dépositaire, qui en informera les autres Parties.

3. Après adhésion en vertu de l'article 13, le présent Traité s'applique également sur le territoire de l'État adhérent ou sur la partie de celui-ci qui est couverte par l'adhésion.

Article 11. Dépositaire

Le Secrétariat général de l'Union Benelux est le dépositaire du présent Traité. Le dépositaire transmet des copies certifiées conformes du présent Traité à toutes les Parties.

Article 12. Entrée en vigueur, amendements et dénonciation

1. Le présent Traité est ratifié, accepté ou approuvé par chacune des Parties conformément à ses procédures constitutionnelles.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire, qui en informera toutes les Parties.
3. Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire du dernier instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.
4. Le présent Traité et ses Annexes peuvent être modifiés par accord mutuel écrit entre les Parties. Les amendements sont consignés dans des protocoles distincts, qui font partie intégrante du présent Traité et entrent en vigueur conformément à la procédure prévue aux alinéas 1 à 3 du présent article.
5. Dans le cas où les informations figurant aux Annexes I, II, III ou IV, qui concernent une Partie en particulier, sont affectées par des modifications de la législation ou de l'organisation interne de cette Partie, ladite Partie notifie ces modifications au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Toutes les Parties prennent en considération tous ces changements dans l'application du présent Traité.
6. Le présent Traité est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Traité par écrit en notifiant cette dénonciation au dépositaire, qui en informe les autres Parties. Le présent Traité cesse d'être en vigueur pour la Partie concernée six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire, et reste en vigueur pour les autres Parties.

Article 13. Adhésion

1. Tout État ayant ratifié la Convention de reconnaissance de Lisbonne et appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur peut demander à adhérer au présent Traité, à condition :
 - d'appliquer des systèmes d'assurance qualité fiables pour ses programmes d'enseignement supérieur, qui peuvent démontrer une conformité avérée avec les ESG,
 - que son système d'enseignement supérieur soit un système à trois cycles conforme au cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur, et
 - qu'il ait référencé son cadre national des certifications de l'enseignement supérieur au CEC.
2. Conformément à ses procédures constitutionnelles, l'État demandeur notifie cette demande au dépositaire, qui en informe toutes les Parties. Cette demande comprend les informations visées aux Annexes I, II, III et IV du présent Traité, conformément à la procédure visée à l'article 12, alinéa 5, du présent Traité. L'État candidat ne peut adhérer qu'après la réception par le dépositaire de la dernière notification écrite de toutes les Parties indiquant qu'elles acceptent la demande de l'État candidat.
3. L'adhésion de l'État candidat au présent Traité est effectuée au moyen du dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire et prend effet le premier jour du troisième mois suivant la réception par le dépositaire de cet instrument d'adhésion. Le dépositaire informe toutes les Parties de la date d'adhésion au présent Traité.

4. Les Parties au présent Traité sont invitées à se consulter et à coopérer afin de coordonner, préparer et faciliter l'application du présent article.

Fait à Bruxelles le 14 septembre 2021, en un seul exemplaire, en langues allemande, estonienne, française, lettone, lituanienne, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut.

Pour le Royaume de Belgique, représenté par :

– Le Gouvernement flamand,

[Ben Weyts]

– Le Gouvernement de la Communauté française,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

[Lydia Klinkenberg]

Pour la République d'Estonie,

[Liina Kersna]

Pour la République de Lettonie,

[Anita Muižniece]

Pour la République de Lituanie,

[Jurgita Šiugždiniene]

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

[Claude Meisch]

Pour le Royaume des Pays-Bas,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANNEXE I
Qualifications correspondantes de l'enseignement supérieur

Niveau au (CEC) ¹	Titre de la qualification							
	Communauté flamande de Belgique	Communauté française de Belgique	Communauté germanophone de Belgique	République d'Estonie	République de Lettonie	République de Lituanie	Grand-Duché de Luxembourg	Royaume des Pays-Bas
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Non applicable	Non applicable	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Non applicable	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras; Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master; Médecin; Médecin vétérinaire</i>	Non applicable	<i>Magister; Arstikraad; Hambaaistikraad; Farmaatsiamagister; Loomaaistikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Non applicable	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Au sein de certaines Parties, des qualifications préexistantes ont été assimilées à celles mentionnées ci-dessus, en raison de la législation de ces Parties. Le présent Traité ne porte pas atteinte aux effets juridiques de cette assimilation au sein de ces Parties et à la reconnaissance des qualifications concernées en vertu d'autres arrangements entre les Parties.

¹ Cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie.

² Sur la base du présent Traité, seule la partie éducative de cette qualification est reconnue automatiquement.

ANNEXE II

Établissements et programmes reconnus en rapport avec les « associate degrees »

Aux fins de la reconnaissance automatique des « associate degrees », les « associate degrees » délivrés par les établissements reconnus suivants et se rapportant aux programmes d'enseignement supérieur reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les « associate degrees ».

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Non applicable

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations au sens de la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études³.

6. Pour la République de Lituanie :

- Non applicable

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁴.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)* »⁵.

¹ Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

² Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

³ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEXE III

Établissements et programmes reconnus en rapport avec les grades de « bachelor » ou de « master »

Aux fins de la reconnaissance automatique des grades de « bachelor » ou de « master », les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus suivants et se rapportant aux programmes reconnus suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Le registre de l'enseignement supérieur de la Flandre (« *Hogeronderwijsregister* »)¹ est un registre officiel qui répertorie tous les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur agréés (publics et privés). Il comprend également les programmes d'enseignement supérieur reconnus (accrédités) proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus (publics et privés agréés) dans le passé, par exemple au cours de l'année académique 2008-2009.

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- Voir le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que les registres officiels intitulés Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles² et www.mesetudes.be.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- L'établissement d'enseignement supérieur nommé « *Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » et les programmes de « bachelor » visés dans l'acte juridique nommé « *Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule* ».

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que la vue d'ensemble des programmes est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur agréés en République de Lettonie, des informations sont disponibles sur le site web de l'Agence de la qualité de l'enseignement supérieur ou sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'autorisation des programmes d'études³ ;
- Des informations sur les accréditations par orientation d'études jusqu'en 2019 (y compris les programmes d'études) sont disponibles dans le Registre des directions d'études (« *Register of Study Directions* »)⁴. Les informations sur les qualifications jusqu'en 2012 sont disponibles sur le site www.aiknc.lv.

¹ Ce registre est publié en langue néerlandaise à l'adresse www.hogeronderwijsregister.be et en anglais sur www.highereducation.be.

² Ce registre est publié à l'adresse www.enseignement.be.

³ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des grades de « bachelor » et de « master » ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS - un système ouvert d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres⁵.

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Les grades de « bachelor » et de « master » délivrés par l'*Université du Luxembourg* sont reconnus par la loi ;
- Établissements d'enseignement supérieur accrédités et leurs programmes : voir la liste établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg⁶.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir le registre officiel appelé « Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO) »⁷.

⁵ Voir www.aikos.smm.lt.

⁶ Voir http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Voir <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANNEXE IV**Établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés à délivrer des doctorats**

Aux fins de la reconnaissance automatique des doctorats, les doctorats délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et autres organismes autorisés suivants sont couverts :

1. Pour la Communauté flamande de Belgique :

- Uniquement les universités, à savoir (à l'heure actuelle) :
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*
- et les deux établissements suivants, à savoir :
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Pour la Communauté française de Belgique :

- L'autorisation de conférer le grade académique de Docteur est accordée à chaque université reconnue telle qu'énumérée dans le Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

3. Pour la Communauté germanophone de Belgique :

- Non applicable

4. Pour la République d'Estonie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus qui délivrent des doctorats est disponible à l'adresse www.archimedes.ee/enic (un site web de l'ENIC/NARIC estonien).

5. Pour la République de Lettonie :

- Les informations visées par la présente Annexe sont disponibles sur la plate-forme électronique pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, l'accréditation des orientations d'études et l'octroi de licences pour les programmes d'études¹.

6. Pour la République de Lituanie :

- Une liste complète de tous les établissements d'enseignement supérieur reconnus délivrant des doctorats ainsi que les programmes y afférents est disponible sur AIKOS - un système ouvert d'information, de conseil et d'orientation fournissant des informations basées sur des bases de données et des registres².

7. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Seule l'*Université du Luxembourg* est habilitée à délivrer des doctorats.

¹ Voir <http://eplatforma.aika.lv>.

² Voir www.aikos.smm.lt.

8. Pour le Royaume des Pays-Bas :

- Voir l'acte juridique intitulé « *Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek* ».

**VERTRAG
ÜBER DIE AUTOMATISCHE ANERKENNUNG
VON HOCHSCHULQUALIFIKATIONEN**

Das Königreich Belgien, vertreten durch:

- Die flämische Regierung,
- Die Regierung der Französischen Gemeinschaft,
- Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Die Republik Estland,

Die Republik Lettland,

Die Republik Litauen,

Das Großherzogtum Luxemburg,

Das Königreich der Niederlande,

Im Folgenden als „die Vertragsparteien“ bezeichnet,

In Erwägung, dass das gemeinsam vom Europarat und von der Organisation der Vereinten Nationen für Bildung, Wissenschaft und Kultur ausgearbeitete und am 11. April 1997 in Lissabon unterzeichnete Übereinkommen über die Anerkennung von Qualifikationen im Hochschulbereich in der europäischen Region (im Folgenden als „Lissabon-Konvention“ bezeichnet) für jede der Vertragsparteien in Kraft getreten ist und dass die Vertragsparteien die vom Lissabon-Konvention-Komitee verabschiedeten subsidiären Texte zur Lissabon-Konvention umsetzen,

In Erwägung der Bedeutung der automatischen Anerkennung von Qualifikationen, die in den von den Ministern während der Ministerkonferenzen des Europäischen Hochschulraums im Rahmen des Bologna-Prozesses verabschiedeten Kommuniqués wiederholt betont wurde,

In Erwägung, dass in der Empfehlung des Rates der Europäischen Union vom 26. November 2018 zur Förderung der automatischen gegenseitigen Anerkennung von im Ausland erworbenen Hochschulqualifikationen und von Qualifikationen der allgemeinen und beruflichen Bildung der Oberstufe des Sekundarunterrichts sowie der Ergebnisse von Lernzeiten im Ausland die Mitgliedstaaten der Europäischen Union unter anderem dazu aufgefordert werden, die notwendigen Schritte zu unternehmen, um die automatische Anerkennung von Hochschulabschlüssen bis 2025 zu erreichen,

In Erwägung, dass im Rahmen der Benelux-Union und zwischen der Republik Estland, der Republik Lettland und der Republik Litauen bereits rechtsverbindliche gegenseitige Verträge über die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen getroffen wurden, nämlich:

- der Beschluss M(2015)3 des Benelux-Ministerkomitees über das Abkommen über die gegenseitige automatische generische Niveaugleichstellung von Hochschulabschlüssen in der Benelux-Union ergänzt durch den Beschluss M(2018)1,
- das Abkommen zwischen der Regierung der Republik Estland, der Regierung der Republik Lettland und der Regierung der Republik Litauen über die automatische akademische Anerkennung von Qualifikationen im Bereich der Hochschulbildung, unterzeichnet in Vilnius am 8. Juni 2018,

Mit dem Wunsch, die automatische Anerkennung von Hochschulqualifikationen innerhalb des Europäischen Hochschulraums auszuweiten, indem diese regionalen Vereinbarungen in einem multilateralen Vertrag zwischen den Vertragsparteien vereint werden,

In dem Bewusstsein, dass die Grundlage für gegenseitiges Vertrauen in der Ratifizierung der Lissabon-Konvention und in der aktiven Mitgliedschaft im Europäischen Hochschulraum liegt, bezeugt durch die Umsetzung der Standards und Leitlinien für die Qualitätssicherung im Europäischen Hochschulraum (im Folgenden als "ESG" bezeichnet), dreistufige Hochschulsysteme, nationale Qualifikationsrahmen und andere Transparenzinstrumente,

Bereit, anderen Staaten die Möglichkeit zu geben, diesem Vertrag unter Berücksichtigung des Vorstehenden beizutreten,

Entschlossen, dadurch an der Spitze des Bologna-Prozesses und der Verwirklichung des Europäischen Hochschulraums zu bleiben,

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1. Ziele und Geltungsbereich

1. Dieser Vertrag soll gewährleisten, dass eine in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte Hochschulqualifikation, die zu ihrem Hochschulsystem gehört und auf den Europäischen Qualifikationsrahmen für lebenslanges Lernen (im Folgenden als „EQR“ bezeichnet) Bezug nimmt, automatisch auf dem gleichen Niveau wie die entsprechenden von allen anderen Vertragsparteien ausgestellten Hochschulqualifikationen anerkannt wird.

2. Dieser Vertrag findet Anwendung auf die in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragsparteien ausgestellten und zu ihrem Hochschulsystem gehörenden Hochschulqualifikationen, die in Anlage I des Vertrags erfasst werden und die alle anderen in diesem Vertrag festgelegten Bedingungen erfüllen.

3. Dieser Vertrag findet keine Anwendung auf:

- a) die Anerkennung spezifischer Programme für Hochschulabschlüsse in einem bestimmten Studienbereich,
- b) die Anerkennung von Studienzeiten,
- c) die Anerkennung von Qualifikationen, die nicht zu den Hochschulsystemen der Vertragsparteien gehören, oder
- d) die Anerkennung von Berufsqualifikationen gemäß der Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, oder gemäß anderer einschlägiger Bestimmungen, die im Rahmen der Europäischen Union verabschiedet wurden.

Hinsichtlich solcher Elemente lässt dieser Vertrag die einschlägigen Bestimmungen und Grundsätze der Lissabon-Konvention und ihrer subsidiären Texte, die im Rahmen der Europäischen Union verabschiedeten einschlägigen Bestimmungen und die einschlägigen Bestimmungen der Gesetzgebung der Vertragsparteien unberührt.

Artikel 2. Begriffsbestimmungen

1. Für die Zwecke dieses Vertrags haben die folgenden Begriffe die folgende Bedeutung:

- a) „automatische Anerkennung“: die automatische, ohne jedes Verfahren erfolgende Anerkennung einer Hochschulqualifikation, die gemäß der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellt wurde und zu ihrem Hochschulsystem gehört, auf dem gleichen Niveau wie die entsprechenden nach der Gesetzgebung der anderen Vertragsparteien ausgestellten Hochschulqualifikationen;
- b) „entsprechende Hochschulqualifikationen“: die in Anlage I dieses Vertrags aufgeführten Hochschulqualifikationen;
- c) Hinsichtlich des Niveaus der Hochschulqualifikationen:
 - i) „Associate degree“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation mit kurzer Studiendauer, die sich in Stufe 5 des EQR einordnen lässt;
 - ii) „Bachelorabschluss“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des ersten Zyklus, die sich in Stufe 6 des EQR einordnen lässt;
 - iii) „Masterabschluss“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des zweiten Zyklus, die sich in Stufe 7 des EQR einordnen lässt;
 - iv) „Doktor“: eine im Einklang mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte und zu ihrem Hochschulsystem gehörende Hochschulqualifikation des dritten Zyklus, die sich in Stufe 8 des EQR einordnen lässt.

2. Die in diesem Vertrag verwendeten Begriffe haben dieselbe Begriffsbestimmung wie in der Lissabon-Konvention, es sei denn, dass diese mit den Bestimmungen dieses Vertrags oder seinen Anlagen unvereinbar sind.

Artikel 3. Allgemeine Bestimmung über die automatische Anerkennung

1. Innerhalb aller Vertragsparteien gilt die automatische Anerkennung für jede in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung einer der Vertragsparteien ausgestellte, zu ihrem Hochschulsystem gehörende und in Anlage I aufgeführte Hochschulqualifikation, vorausgesetzt, dass die in Artikel 4 dieses Vertrags festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

2. Die automatische Anerkennung nach Absatz 1 des vorliegenden Artikels erfolgt ohne ein weiteres Verfahren.

Artikel 4. Voraussetzungen für die automatische Anerkennung

1. „Associate degrees“ profitieren von der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Mindestqualität der Programme, die zu dem „Associate degree“ geführt haben, ist durch ihre Anerkennung durch die zuständige Behörde der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sichergestellt worden;
- b) Der „Associate degree“ wurde von einer anerkannten Einrichtung verliehen und bezieht sich auf ein anerkanntes Programm in der Hochschulbildung, in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sofern diese Einrichtung und dieses Programm von Anlage II dieses Vertrags erfasst werden;
- c) Die automatische Anerkennung von einem „Associate degree“ findet nur zwischen Vertragsparteien Anwendung, deren Gesetzgebung zur Hochschulbildung gehörende „Associate degrees“ vorsehen, und zwar ab dem Zeitpunkt, zu dem diese Vertragsparteien erklärt haben, dass sie diese Grade automatisch anerkennen. Solche Erklärungen werden dem Verwahrer notifiziert, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert.

Das Fehlen einer solchen Erklärung im Namen einer Vertragspartei berührt nicht die Verpflichtungen dieser Vertragspartei gegenüber einer anderen Vertragspartei aufgrund anderer Vereinbarungen in Bezug auf die Anerkennung von „Associate degrees“.

2. Bachelor- und Masterabschlüsse kommen in den Genuss der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Mindestqualität der Programme, die zu dem Bachelor- oder Masterabschluss führen, ist durch ihre Lizenzierung durch die zuständige Behörde der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, sichergestellt worden;
- b) der Bachelor- oder Masterabschluss ist in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Vertragspartei, in der der Grad verliehen wurde, von einer anerkannten Hochschuleinrichtung verliehen worden und bezieht sich auf ein anerkanntes Programm, sofern diese Einrichtung und dieses Programm von Anlage III des Vertrags erfasst werden.

3. Doktorgrade kommen in den Genuss der automatischen Anerkennung nach Artikel 3 dieses Vertrags, sofern der Doktorgrad verliehen wurde von einer Hochschuleinrichtung oder einer anderen hierzu nach der Gesetzgebung der Vertragspartei, in dem der Doktorgrad verliehen wurde, befugten Stelle, sofern diese Institution oder Einrichtung von Anlage IV des Vertrags erfasst wird.

Artikel 5. Schutzklausel

1. Verursacht die automatische Anerkennung nach Artikel 3 des Vertrags unter außergewöhnlichen Umständen erhebliche Schwierigkeiten für das Hochschulsystem einer Vertragspartei oder droht sie erhebliche Schwierigkeiten zu verursachen, so kann diese Vertragspartei Schutzmaßnahmen in Bezug auf die betreffende Qualifikation oder betreffenden Qualifikationen ergreifen, sofern diese Maßnahmen unbedingt notwendig sind und die einschlägigen Bestimmungen und Grundsätze der Lissabon-Konvention und ihrer subsidiären Texte, die einschlägigen Bestimmungen anderer Regelungen und die einschlägigen Bestimmungen der Gesetzgebung der betreffenden Vertragspartei unberührt bleiben.

2. Sobald eine Vertragspartei Schutzmaßnahmen nach Absatz 1 dieses Artikels trifft, setzt sie sich mit der Vertragspartei oder den Vertragsparteien, in denen die betreffende Qualifikation oder betreffenden

Qualifikationen ausgestellt wurden, in Verbindung, um die Lage zu klären. Sie übermittelt diese Maßnahmen auch dem Verwahrer, der alle anderen Vertragsparteien darüber informiert.

3. Alle Vertragsparteien bleiben zu jeder Zeit wachsam, um jeden Missbrauch dieses Vertrags zu vermeiden, insbesondere um zu verhindern, dass vor Inkrafttreten des Vertrags getroffene Anerkennungsentscheidungen außer Kraft gesetzt werden. Im Falle eines bekannten Missbrauchs trifft die betreffende Vertragspartei alle erforderlichen Maßnahmen, um die damit zusammenhängenden Fälle von der Anwendung dieses Vertrags auszuschließen. Diese Vertragspartei übermittelt diese Fälle auch dem Verwahrer, der alle anderen Vertragsparteien darüber informiert.

Artikel 6. Bereitstellung und Austausch von Informationen

1. Die Vertragsparteien machen Informationen über diesen Vertrag und seine Wirkungen der breiten Öffentlichkeit zugänglich. Informationen über diesen Vertrag, einschließlich seines Wortlauts, werden auf den Websites der zuständigen Behörden jeder Vertragspartei und ihrer Zentren, die dem European Network of Information Centres in the European Region (im Folgenden als „ENIC-Netzwerk“ bezeichnet) für akademische Mobilität und Anerkennung angehören, zur Verfügung gestellt.

2. Die zuständigen Behörden jeder Vertragspartei und ihre Zentren, die dem ENIC-Netz angehören, tauschen gegenseitig Informationen über die Hochschulsysteme der Vertragsparteien und über die Anwendung dieses Vertrags innerhalb der Vertragsparteien aus.

Artikel 7. Zugang zur Hochschulbildung

Unbeschadet bestehender oder künftiger Vereinbarungen zwischen zwei oder mehr Vertragsparteien in Bezug auf Qualifikationen, die den Zugang zur Hochschulbildung ermöglichen, sind die Vertragsparteien eingeladen, Informationen auszutauschen über die allgemeinen Voraussetzungen für den Zugang zur Hochschulbildung, die sie im Einklang mit ihrer Gesetzgebung anwenden, und über die Qualifikationen, die den Zugang zur Hochschulbildung ermöglichen.

Artikel 8. Anhänge

Die Anhänge I bis IV sind integraler Bestandteil dieses Vertrags.

Artikel 9. Streitigkeiten

Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 5 dieses Vertrags wird jede Streitigkeit, die im Zusammenhang mit der Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags entstehen kann, von den Parteien durch Verhandlungen in gutem Glauben beigelegt.

Artikel 10. Räumlicher Geltungsbereich

1. Dieser Vertrag gilt im Hoheitsgebiet des Königreichs Belgien, im Hoheitsgebiet der Republik Estland, im Hoheitsgebiet der Republik Lettland, im Hoheitsgebiet der Republik Litauen und im Hoheitsgebiet des Großherzogtums Luxemburg.

2. Was das Hoheitsgebiet des Königreichs der Niederlande betrifft, so gilt dieser Vertrag nur für den europäischen und den karibischen Teil (die Inseln Bonaire, Saba und Sint Eustatius) der Niederlande. Es kann

auch auf Aruba, Curaçao und Sint Maarten ausgedehnt werden, indem es dem Verwahrer auf diplomatischem Wege notifiziert wird, der die anderen Vertragsparteien informiert.

3. Nach dem Beitritt gemäß Artikel 13 gilt dieser Vertrag auch im Hoheitsgebiet des beitretenden Staates oder in dem Teil desselben, der von dem Beitritt abgedeckt wird.

Artikel 11. Verwahrer

Verwahrer dieses Vertrags ist das Generalsekretariat der Benelux-Union. Der Verwahrer übermittelt allen Vertragsparteien beglaubigte Kopien dieses Vertrags.

Artikel 12. Inkrafttreten, Änderung und Beendigung

1. Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch jede Vertragspartei im Einklang mit ihren verfassungsrechtlichen Verfahren.

2. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Verwahrer hinterlegt, der alle Vertragsparteien darüber informiert.

3. Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf den Eingang der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde beim Verwahrer folgt. Der Verwahrer informiert alle Vertragsparteien über den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Vertrags.

4. Dieser Vertrag und seine Anhänge können durch gegenseitige schriftliche Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geändert werden. Die Änderungen werden in getrennten Protokollen dokumentiert, die einen integralen Bestandteil dieses Vertrags darstellen werden, und nach dem in den Absätzen 1 bis 3 dieses Artikels vorgesehenen Verfahren in Kraft treten.

5. Werden die Informationen in den Anlagen I, II, III oder IV, die sich auf eine bestimmte Vertragspartei beziehen, durch Änderungen der Gesetzgebung oder der internen Organisation dieser Vertragspartei berührt, so übermittelt die betreffende Vertragspartei diese Änderungen dem Verwahrer, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert. Alle Vertragsparteien berücksichtigen solche Änderungen bei der Anwendung dieses Vertrags.

6. Dieser Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen. Jede der Vertragsparteien kann diesen Vertrag schriftlich kündigen, indem sie eine solche Kündigung dem Verwahrer übermittelt, der die anderen Vertragsparteien darüber informiert. Dieser Vertrag tritt für die betreffende Vertragspartei sechs Monate nach dem Tag des Eingangs der Notifikation beim Verwahrer außer Kraft, während er für die anderen Vertragsparteien in Kraft bleibt.

Artikel 13. Beitritt

1. Jeder Staat, der die Lissabon-Konvention ratifiziert hat und dem Europäischen Hochschulraum angehört, kann beantragen diesem Vertrag beizutreten, unter der Bedingung, dass:

- er vertrauenswürdige Qualitätssicherungssysteme für seine Hochschulprogramme anwendet, die nachweislich mit den ESG übereinstimmen,
- sein Hochschulbildungssystem ein dreistufiges System ist, das dem Qualifikationsrahmen des Europäischen Hochschulraums entspricht, und
- sein nationaler Hochschulqualifikationsrahmen sich auf den EQR bezieht.

2. Im Einklang mit seinen verfassungsrechtlichen Verfahren übermittelt der antragstellende Staat einen solchen Antrag dem Verwahrer, der alle Vertragsparteien darüber informiert. Dieser Antrag enthält Informationen, auf die in den Anhängen I, II, III und IV dieses Vertrags nach dem in Artikel 12 Absatz 5 dieses Vertrags genannten Verfahren Bezug genommen wird. Der antragstellende Staat kann erst dann beitreten, wenn der Verwahrer die letzte schriftliche Notifikation aller Vertragsparteien erhalten hat, dass sie den Antrag des antragstellenden Staates annehmen.

3. Der Beitritt des antragstellenden Staates zu diesem Vertrag erfolgt durch Hinterlegung einer Beitrittsurkunde beim Verwahrer, und wird am ersten Tag des dritten Monats nach Eingang dieser Beitrittsurkunde beim Verwahrer wirksam. Der Verwahrer informiert alle Vertragsparteien über den Zeitpunkt des Beitritts zu diesem Vertrag.

4. Die Vertragsparteien sind eingeladen, einander zu konsultieren und zusammenzuarbeiten, um die Anwendung dieses Artikels zu vereinheitlichen, vorzubereiten und zu erleichtern.

Geschehen zu Brüssel am 14. September 2021 in einem einzigen Exemplar in deutscher, estnischer, französischer, lettischer, litauischer, niederländischer und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen verbindlich ist. Im Falle unterschiedlicher Auslegung ist der Text in englischer Sprache maßgebend.

Für das Königreich Belgien, vertreten durch:

– Die flämische Regierung,

[Ben Weyts]

– Die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

[Lydia Klinkenberg]

Für die Republik Estland,

[Liina Kersna]

Für die Republik Lettland,

[Anita Muižniece]

Für die Republik Litauen,

[Jurgita Šiugždinienė]

Für das Großherzogtum Luxemburg,

[Claude Meisch]

Für das Königreich der Niederlande,

[Sigrid A.M. Kaag]

ANHANG I
Einander entsprechende Abschlüsse des Hochschulwesens

Level (EQR) ¹	Titel der Qualifikation							
	Flämische Gemeinschaft Belgiens	Französische Gemeinschaft Belgiens	Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens	Republik Estland	Republik Lettland	Republik Litauen	Großherzogtum Luxemburg	Königreich der Niederlande
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	<i>Nicht zutreffend</i>	<i>Nicht zutreffend</i>	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Nicht zutreffend</i>	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras; Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master; Médecin; Médecin vétérinaire</i>	<i>Nicht zutreffend</i>	<i>Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceīta un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	<i>Nicht zutreffend</i>	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

In einigen Vertragsstaaten wurden aufgrund der Gesetzgebung dieser Staaten bestimmte bereits bestehende Qualifikationen mit den oben genannten gleichgestellt. Der vorliegende Vertrag lässt die Rechtswirkungen innerhalb dieser Vertragsparteien und die Anerkennung der betreffenden Qualifikationen nach anderen Vereinbarungen zwischen den Vertragsparteien unberührt.

¹ Europäischer Qualifikationsrahmen für lebenslanges Lernen (EQR)

² Auf der Grundlage dieses Vertrags wird nur der Ausbildungsteil dieser Qualifikation automatisch anerkannt.

ANHANG II**Anerkannte Institutionen und anerkannte Programme in Bezug auf „Associate degrees“**

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von „Associate degrees“ werden „Associate degrees“ erfasst, die von den folgenden anerkannten Institutionen verliehen werden und die sich auf die folgenden anerkannten Programme im Hochschulbereich beziehen:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Das flämische Hochschulregister („*Hogeronderwijsregister*“)¹ ist ein offizielles Register, in dem alle anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme verzeichnet sind, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen angeboten werden. Es enthält auch die „Associate degrees“.

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Siehe den Rechtsakt „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ sowie die offiziellen Register „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² und www.mesetudes.be.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Nicht zutreffend

4. Für die Republik Estland:

- Nicht zutreffend

5. Für die Republik Lettland:

- Die Informationen im Sinne dieses Anhangs sind auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar.³

6. Für die Republik Litauen:

- Nicht zutreffend

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Siehe die vom Ministerium für Hochschulwesen und Forschung des Großherzogtums Luxemburg erstellte Liste.⁴

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe das offizielle Register mit der Bezeichnung „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“.⁵

¹ Dieses Register ist in niederländischer Sprache veröffentlicht unter www.hogeronderwijsregister.be und in Englisch unter www.highereducation.be

² Dieses Register ist veröffentlicht unter www.enseignement.be.

³ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Siehe http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Siehe <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANHANG III**Anerkannte Institutionen und anerkannte Programme in Bezug auf Bachelor- oder Master-Abschlüsse**

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von Bachelor- oder Masterabschlüssen werden Bachelor- und Masterabschlüsse erfasst, die von den folgenden anerkannten Hochschuleinrichtungen verliehen werden und sich auf die folgenden anerkannten Programme beziehen:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Das flämische Hochschulregister („*Hogeronderwijsregister*“)¹ ist ein offizielles Register, in dem alle anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme verzeichnet sind, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen angeboten werden. Es umfasst auch die anerkannten (akkreditierten) Hochschulprogramme, die von allen anerkannten (öffentlichen und privaten) Hochschuleinrichtungen in der Vergangenheit angeboten wurden, beispielsweise im akademischen Jahr 2008-2009.

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Siehe den Rechtsakt „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ sowie die offiziellen Register „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² und www.mesetudes.be.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Die Hochschuleinrichtung mit der Bezeichnung „*Autonome Hochschule Ostbelgien*“ (bis Februar 2020 „*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*“) und die im Rechtsakt mit der Bezeichnung „*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*“ genannten Bachelorstudiengänge.

4. Für die Republik Estland:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Bachelor- und Masterabschlüsse und -programme anbieten, ist zugänglich unter www.archimedes.ee/enic (eine Website des estnischen ENIC/NARIC).

5. Für die Republik Lettland:

- Was die akkreditierten Hochschuleinrichtungen in der Republik Lettland betrifft, so sind Informationen auf der Website der Qualitätsagentur für Hochschulbildung oder auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar;³
- Informationen über Akkreditierungen von „*Study Directions*“ bis 2019 (einschließlich Studienprogramme) finden Sie im „*Register of Study Directions*“.⁴ Informationen über Qualifikationen bis 2012 sind zugänglich unter www.aiknc.lv.

¹ Dieses Register ist in niederländischer Sprache veröffentlicht unter www.hogeronderwijsregister.be und in Englisch unter www.highereducation.be.

² Dieses Register ist veröffentlicht unter www.enseignement.be.

³ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Für die Republik Litauen:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Bachelor- und Masterabschlüsse und -programme anbieten, ist auf AIKOS¹ verfügbar, einem offenen Informations-, Beratungs- und Orientierungssystem, das Informationen auf der Grundlage von Datenbanken und Registern bereitstellt.

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Bachelor- und Masterabschlüsse, die von der Universität Luxemburg („Université du Luxembourg“) verliehen werden, sind gesetzlich anerkannt;
- Akkreditierte private Hochschuleinrichtungen und ihre Programme: siehe die vom Ministerium für Hochschulwesen und Forschung des Großherzogtums Luxemburg erstellte Liste.²

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe das offizielle Register mit der Bezeichnung „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“.³

¹ Siehe www.aikos.smm.lt.

² Siehe http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

³ Siehe <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

ANHANG IV
**Hochschuleinrichtungen und andere Einrichtungen, die zur Verleihung von Doktorgraden
berechtigt sind**

Für die Zwecke der automatischen Anerkennung von Dokortiteln werden die von den folgenden Hochschuleinrichtungen und anderen autorisierten Stellen verliehenen Promotionsvereinbarungen erfasst:

1. Für die Flämische Gemeinschaft Belgiens:

- Nur die Universitäten, nämlich (derzeit):
 - *Katholieke Universiteit Leuven,*
 - *transnationale Universiteit Limburg,*
 - *Universiteit Hasselt,*
 - *Universiteit Antwerpen,*
 - *Universiteit Gent,*
 - *Vrije Universiteit Brussel,*und die beiden folgenden Institutionen, nämlich:
 - *Evangelische Theologische Faculteit,*
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies.*

2. Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

- Die Genehmigung zur Verleihung des akademischen Grades des „Docteur“ wird jeder anerkannten Universität erteilt, die in dem Rechtsakt mit der Bezeichnung „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ aufgeführt ist.

3. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

- Nicht zutreffend

4. Für die Republik Estland:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Doktorgrade anbieten, ist unter www.archimedes.ee/enic (eine Website des estnischen ENIC/NARIC) zu finden.

5. Für die Republik Lettland:

- Die Informationen im Sinne des vorliegenden Anhangs sind auf der elektronischen Plattform für die Bewertung von Hochschuleinrichtungen, die Akkreditierung von Studienrichtungen und die Lizenzierung von Studienprogrammen verfügbar.¹

6. Für die Republik Litauen:

- Eine vollständige Liste aller anerkannten Hochschuleinrichtungen, die Doktoratsabschlüsse und -programme anbieten, ist auf AIKOS² verfügbar, einem offenen Informations-, Beratungs- und Orientierungssystem, das auf Datenbanken und Registern basierende Informationen bereitstellt.

¹ Siehe <http://eplatforma.aika.lv>.

² Siehe www.aikos.smm.lt.

7. Für das Großherzogtum Luxemburg:

- Nur die Universität Luxemburg („*Université du Luxembourg*“) ist berechtigt, Doktorgrade zu verleihen.

8. Für das Königreich der Niederlande:

- Siehe den Rechtsakt „*Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betkking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek*“.

LĪGUMS PAR AUGSTĀKĀS IZGLĪTĪBAS KVALIFIKĀCIJU AUTOMĀTISKU ATZĪŠANU

Beļģijas Karaliste, ko pārstāv:

- Flandrijas valdība,
- Franču kopienas valdība,
- Vāciski runājošās kopienas valdība,

Igaunijas Republika,

Latvijas Republika,

Lietuvas Republika,

Luksemburgas Lielhercogiste,

Nīderlandes Karaliste,

turpmāk tekstā dēvētas par Pusēm,

ņemot vērā to, ka 1997. gada 11. aprīlī Lisabonā parakstītā Eiropas Padomes un Apvienoto Nāciju Izglītības, zinātnes un kultūras organizācijas kopīgi izstrādātā Eiropas reģiona konvencija par to kvalifikāciju atzīšanu, kas saistīta ar augstāko izglītību (turpmāk tekstā – Lisabonas konvencija par kvalifikāciju atzīšanu), ir stājusies spēkā attiecībā uz visām šā līguma Pusēm un ka Puses īsteno Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu papildu tiesību aktus, kurus ir pieņēmusi Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu komiteja;

ņemot vērā kvalifikāciju automātiskas atzīšanas svarīgumu, kas atkārtoti uzsvērta paziņojumos, ko pieņēmuši ministri Eiropas augstākās izglītības telpas ministru konferencēs Boloņas procesa ietvaros;

tā kā Eiropas Savienības Padomes 2018. gada 26. novembra lēmumā par to, kā sekmēt augstākās izglītības un vidējās izglītības, un mācību kvalifikāciju, un ārvalstīs pavadītu mācību periodu rezultātu automātisku savstarpēju atzīšanu, *inter alia* pausts aicinājums Eiropas Savienības dalībvalstīm attiecīgi rīkoties, lai līdz 2025. gadam panāktu augstākās izglītības kvalifikāciju automātisku atzīšanu;

tā kā juridiski saistošas savstarpējas vienošanās par augstākās izglītības kvalifikāciju automātisku atzīšanu jau ir noslēgtas Beniluksa Savienībā un starp Igaunijas Republiku, Latvijas Republiku un Lietuvas Republiku, proti:

- Beniluksa Ministru komitejas Lēmums M(2015)3 par augstākās izglītības grādu automātisku savstarpēju vispārēja līmeņa atzīšanu, kas papildināts ar Lēmumu M(2018)1;
- Igaunijas Republikas valdības, Latvijas Republikas valdības un Lietuvas Republikas valdības līgums par kvalifikāciju, kas saistīta ar augstāko izglītību, automātisku akadēmisko atzīšanu, kas parakstīts Viļņā 2018. gada 8. jūnijā;

vēloties paplašināt augstākās izglītības kvalifikāciju automātisku atzīšanu Eiropas augstākās izglītības telpā, apvienojot šīs reģionālās vienošanās Pušu daudzpusējā līgumā;

apzinoties, ka savstarpējās uzticības pamatā ir Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu ratifikācija un aktīva dalība Eiropas augstākās izglītības telpā, ko apliecina Standartu un pamatnostādņu attiecībā uz izglītības kvalitātes nodrošināšanu Eiropas augstākās izglītības telpā (turpmāk tekstā – *ESG*), trīs ciklu augstākās izglītības sistēmu, valstu kvalifikāciju ietvarstruktūru un citu pārskatāmības rīku īstenošana;

vēloties sniegt iespēju citām valstīm pievienoties šim līgumam, ņemot vērā iepriekš minēto;

apņēšanās pilnas, šādi rīkojoties, saglabāt vadošo lomu Boloņas procesā un Eiropas augstākās izglītības telpas īstenošanā,

ir vienojušās par turpmāko.

1. pants. Mērķi un darbības joma

1. Šā līguma mērķis ir nodrošināt, ka augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un ir pielīdzināta Eiropas kvalifikāciju ietvarstruktūrai mūžizglītībā (turpmāk tekstā – *EKI*), tiek automātiski atzīta tajā pašā līmenī, kurā ietilpst atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas, ko piešķir pārējās Puses.

2. Šis līgums attiecas uz saskaņā ar Pušu tiesību aktiem piešķirtām un to augstākās izglītības sistēmās pastāvošām augstākās izglītības kvalifikācijām, kas ir norādītas šā līguma I pielikumā, kā arī atbilst visiem pārējiem šajā līgumā izklāstītajiem nosacījumiem.

3. Šis līgums neattiecas uz:

- a) augstākās izglītības kvalifikāciju atzīšanu konkrētās programmās noteiktā studiju nozarē;
- b) studiju periodu atzīšanu;
- c) tādu kvalifikāciju atzīšanu, kas nepastāv Pušu augstākās izglītības sistēmās, un
- d) profesionālo kvalifikāciju atzīšanu saskaņā ar Eiropas Parlamenta un Padomes 2005. gada 7. septembra Direktīvu 2005/36/EK par profesionālo kvalifikāciju atzīšanu vai saskaņā ar citiem attiecīgajiem tiesību aktu noteikumiem, kas pieņemti Eiropas Savienības ietvaros.

Attiecībā uz šiem apakšpunktiem šis līgums neierobežo attiecīgos Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un tās papildu tiesību aktu noteikumus un principus, Eiropas Savienības ietvaros pieņemtos tiesību aktu noteikumus, kā arī attiecīgos Pušu tiesību aktu noteikumus.

2. pants. Definīcijas

1. Šajā līgumā turpmāk minētajiem terminiem ir šāda nozīme:

- a) “automātiska atzīšana” – augstākās izglītības kvalifikācijas, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem un pastāv tās augstākās izglītības sistēmā, automātiska atzīšana bez jebkādas procedūras tajā pašā līmenī, kurā ir atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas, ko piešķir saskaņā ar citu Pušu tiesību aktiem;
- b) “atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas” – augstākās izglītības kvalifikācijas, kas uzskaitītas šā līguma I pielikumā;

- c) attiecībā uz augstākās izglītības kvalifikāciju līmeni:
- i) "pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms"* – isā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 5. līmeni;
 - ii) "bakalaura grāds" – pirmā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 6. līmeni;
 - iii) "maģistra grāds" – otrā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 7. līmeni;
 - iv) "doktora grāds" – trešā cikla augstākās izglītības kvalifikācija, kas piešķirta saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem, pastāv tās augstākās izglītības sistēmā un attiecas uz EKI 8. līmeni.
2. Šajā līgumā lietotajiem terminiem ir tāda pati definīcija kā Lisabonas konvencijā par kvalifikāciju atzīšanu, ja vien tas nav pretrunā ar šā līguma vai tā pielikumu noteikumiem.

3. pants. Automātiskas atzīšanas vispārīgie noteikumi

1. Visās Pusēs automātiskā atzīšana attiecināma uz katru saskaņā ar vienas Puses tiesību aktiem piešķirtu un tās augstākās izglītības sistēmā pastāvošu augstākās izglītības kvalifikāciju, kas ir norādīta I pielikumā, ja tā atbilst šā līguma 4. panta nosacījumiem.
2. Šā panta 1. punktā noteiktā automātiskā atzīšana notiek bez jebkādas papildu procedūras.

4. pants. Automātiskās atzīšanas nosacījumi

1. Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja ir izpildīti visi turpmāk minētie nosacījumi:
 - a) kompetentā iestāde Pusē, kurā tika piešķirts attiecīgais pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms, atļaujot īstenot programmas, kurās iegūst pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, ir apliecinājusi šo programmu minimālo kvalitāti;
 - b) pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu ir piešķirusi atzīta iestāde, un tas ir saistīts ar atzītu augstākās izglītības programmu saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts attiecīgais pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms, ja šī iestāde un programma ir attiecīgi viena no šā līguma II pielikumā norādītajām iestādēm vai programmām;
 - c) pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu automātisku atzīšanu piemēro tikai starp tām Pusēm, kuru tiesību akti augstākajā izglītībā paredz pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, no brīža, kad šīs Puses ir paziņojušas, ka tās automātiski atzīst šādus diplomus. Par šādiem paziņojumiem informē deponētāriju, kurš par to informē pārējās Puses.

Tas, ka šāds paziņojums Puses vārdā nav saņemts, neietekmē šīs Puses saistības pret citu Pusi saskaņā ar citu vienošanos par pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu atzīšanu.

* Tulkotāja piezīme. Šā līguma tulkojumā "associate degree" atveidots, lietojot atbilstošu diploma nosaukumu 5. līmeņa kvalifikācijai Latvijā.

2. Bakalaura un maģistra grādu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja ir izpildīti visi turpmāk minētie nosacījumi:

- a) kompetentā iestāde Pusē, kurā tiek piešķirts attiecīgais bakalaura vai maģistra grāds, atļaujot īstenot bakalaura vai maģistra programmas, ir apliecinājusi šo programmu minimālo kvalitāti;
- b) bakalaura vai maģistra grādu ir piešķīrusi atzīta augstākās izglītības iestāde, un tas ir saistīts ar atzītu programmu saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts attiecīgais grāds, ja šī iestāde un programma ir attiecīgi viena no šā līguma III pielikumā norādītajām iestādēm vai programmām.

3. Doktora grādu automātiska atzīšana notiek atbilstoši šā līguma 3. pantam, ja doktora grādu ir piešķīrusi augstākās izglītības iestāde vai cita organizācija, kas ir atbilstoši pilnvarota saskaņā ar tās Puses tiesību aktiem, kurā piešķirts doktora grāds, un ja šāda iestāde vai organizācija ir viena no šā līguma IV pielikumā norādītajām iestādēm vai organizācijām.

5. pants. Drošības klauzula

1. Ja izņēmuma apstākļos automātiska atzīšana atbilstoši šā līguma 3. pantam ievērojami apgrūtināta vai var apgrūtināt Puses augstākās izglītības sistēmu, šī Puse var piemērot drošības pasākumus attiecīgajai kvalifikācijai vai kvalifikācijām ar nosacījumu, ka šādi pasākumi ir obligāti nepieciešami un tie neskar attiecīgos Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un tās papildu tiesību aktu noteikumus un principus, attiecīgos citu piemērojamo vienošanos noteikumus un attiecīgās Puses piemērojamās tiesību aktu noteikumus.

2. Tiklīdz Puse veic drošības pasākumus atbilstoši šā panta 1. punktam, tā sazinās ar to Pusi vai Pusēm, kurās attiecīgā(-ās) kvalifikācija(-as) ir piešķirta(-as), lai atrisinātu situāciju. Tā arī paziņo šos pasākumus deponitārijam, kurš par tiem informē visas pārējās Puses.

3. Visas Puses vienmēr saglabā modrību, lai izvairītos no šā līguma nepareizas izmantošanas, it īpaši no tā, ka netiek ievēroti atzīšanas lēmumi, kas pieņemti pirms šā līguma stāšanās spēkā. Ja kļūst zināms par ļaunprātīgu izmantošanu, attiecīgā Puse veic visus nepieciešamos pasākumus, lai attiecīgos gadījumus izslēgtu no šā līguma darbības jomas. Attiecīgā Puse par šādiem gadījumiem paziņo arī deponitārijam, kurš par tiem informē visas pārējās Puses.

6. pants. Informācijas sniegšana un apmaiņa

1. Informāciju par šo līgumu un tā darbību Puses dara plaši pieejamu sabiedrībai. Informācija par šo līgumu un tā teksts ir pieejami katras Puses kompetento iestāžu un Eiropas valstu akadēmiskās atzīšanas un mobilitātes informācijas centru tīklā (tālāk tekstā – ENIC tīkls) ietilpstošo Pušu informācijas centru tīmekļa vietnēs.

2. Katras Puses kompetentās iestādes un to informācijas centri, kas ietilpst ENIC tīklā, savstarpēji apmainās ar informāciju par Pušu augstākās izglītības sistēmām un par šā līguma piemērošanu Pusēs.

7. pants. Tiesības stāties augstākās izglītības iestādē

Neskarot spēkā esošās vai turpmākās vienošanās starp divām vai vairākām Pusēm par kvalifikācijām, kas dod tiesības stāties augstākās izglītības iestādē, Puses tiek aicinātas apmainīties ar informāciju par vispārīgajām prasībām, kas jāizpilda, lai iegūtu tiesības iestāties augstākās izglītības iestādē, un ko tās piemēro saskaņā ar saviem tiesību aktiem, un par kvalifikācijām, kas dod tiesības iestāties augstākās izglītības iestādē.

8. pants. Pielikumi

I-IV pielikums ir šā līguma neatņemama daļa.

9. pants. Strīdi

Neskarot šā līguma 5. panta noteikumus, jebkādos strīdus, kas var rasties saistībā ar šā līguma interpretāciju vai piemērošanu, Puses atrisina labā ticībā balstītās pārrunās.

10. pants. Teritoriālā piemērošana

1. Šo līgumu piemēro Beļģijas Karalistes teritorijā, Igaunijas Republikas teritorijā, Latvijas Republikas teritorijā, Lietuvas Republikas teritorijā un Luksemburgas Lielhercogistes teritorijā.

2. Attiecībā uz Nīderlandes Karalistes teritoriju šo līgumu piemēro Nīderlandes Eiropas daļā un Nīderlandes Karību jūras reģiona daļā (Bonaires, Sabas un Sintēstatuisas salā). To var piemērot arī Arubā, Kirasao un Sintmārtēnā, pa diplomātiskajiem kanāliem to paziņojot depozitārijam, kas par to informē pārējās Puses.

3. Pēc pievienošanās atbilstoši šā līguma 13. pantam šo līgumu piemēro arī tās valsts teritorijā, kas pievienojas līgumam, vai tajā valsts teritorijas daļā, uz kuru attiecas šāda pievienošanās.

11. pants. Depozitārijs

Šā līguma depozitārijs ir Beniluksa Savienības Ģenerālsekretariāts. Depozitārijs visām Pusēm nosūta apliecinātas šā līguma kopijas.

12. pants. Stāšanās spēkā, grozījumi un izbeigšana

1. Katra Puse ratificē, pieņem vai apstiprina šo līgumu saskaņā ar savām konstitucionālajām procedūrām.
2. Apstiprināšanas, pieņemšanas vai ratifikācijas dokumentu deponē deponētājam, kas par to informē visas Puses.
3. Šis līgums stājas spēkā trešā mēneša pirmajā dienā pēc tam, kad deponētājam ir saņemis pēdējo apstiprināšanas, pieņemšanas vai ratifikācijas dokumentu. Deponētājam informē visas Puses par šā līguma spēkā stāšanās datumu.
4. Šo līgumu un tā pielikumus var grozīt ar Pušu savstarpēju rakstisku vienošanos. Grozījumus dokumentē atsevišķos protokolos, kas kļūst par šā līguma neatņemamu daļu un stājas spēkā šā panta 1.–3. punktā noteiktajā kārtībā.
5. Ja I, II, III vai IV pielikumā minēto informāciju, kas attiecas uz konkrēto Pusi, ietekmē izmaiņas šīs Puses tiesību aktos vai tās iekšējā organizācijā, šī Puse šādas izmaiņas paziņo deponētājam, kurš par tām informē pārējās Puses. Visas Puses ņem vērā šādas izmaiņas, kad piemēro šo līgumu.
6. Šis līgums ir noslēgts uz nenoteiktu laiku. Katra no Pusēm var denonsēt šo līgumu rakstiski, paziņojot par šādu denonsēšanu deponētājam, kas par to informē pārējās Puses. Šis līgums zaudē spēku attiecībā uz paziņojumu iesniegušo Pusi, kad ir pagājuši seši mēneši kopš dienas, kad deponētājam saņēma šādu paziņojumu, vienlaikus šis līgums paliek spēkā attiecībā uz pārējām Pusēm.

13. pants. Pievienošanās

1. Katra valsts, kas ir ratificējusi Lisabonas konvencijas par kvalifikāciju atzīšanu un ir Eiropas augstākās izglītības telpā, var iesniegt pieteikumu par pievienošanu šim līgumam ar nosacījumu, ka:
 - tā piemēro uzticamas kvalitātes nodrošināšanas sistēmas savām augstākās izglītības programmām, kas var uzskatāmi apliecināt atbilstību *ESG*;
 - tās augstākās izglītības sistēma ir trīs ciklu sistēma atbilstoši Eiropas augstākās izglītības telpas kvalifikāciju ietvarstruktūrai un
 - tā ir pielīdzinājusi savu valsts augstākās izglītības kvalifikāciju ietvarstruktūru EKI.
2. Pieteikuma iesniedzēja valsts saskaņā ar savām konstitucionālajām procedūrām par šādu pieteikumu paziņo deponētājam, kurš par to informē visas Puses. Šajā pieteikumā iekļauj informāciju, kas ir norādīta šā līguma I, II, III un IV pielikumā, saskaņā ar šā līguma 12. panta 5. punktā norādīto procedūru. Pieteikuma iesniedzēja valsts var pievienoties tikai pēc tam, kad deponētājam ir saņemis pēdējo no visu Pušu rakstiskajiem paziņojumiem par to, ka tās pieņem pieteikuma iesniedzējas valsts pieteikumu.
3. Pieteikuma iesniedzējas valsts pievienošanās šim līgumam notiek, deponējot pievienošanās dokumentu deponētājam, un pievienošanās stājas spēkā trešā mēneša pirmajā dienā pēc tam, kad deponētājam ir saņemis šo pievienošanās dokumentu. Deponētājam informē visas Puses par pievienošanās datumu šim līgumam.

4. Šā līguma Puses tiek aicinātas savstarpēji apstiprināt un sadarboties, lai pilnveidotu, sagatavotu un sekmētu šā panta piemērošanu.

Parakstīts Briselē, 2021. gada 14. septembrī vienā eksemplārā angļu, franču, holandiešu, igauņu, latviešu, lietuviešu un vācu valodā; visiem tekstiem ir vienāds spēks. Atšķirīgas interpretācijas gadījumā noteicošais ir teksts angļu valodā.

Beļģijas Karalistes vārdā, ko pārstāv:

– Flandrijas valdība,

[Ben Weyts]

– Franču kopienas valdība,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Vāciski runājošās kopienas valdība,

[Lydia Klinkenberg]

Igaunijas Republikas vārdā

[Liina Kersna]

Latvijas Republikas vārdā

[Anita Muižniece]

Lietuvas Republikas vārdā

[Jurgita Šiugzdinienė]

Luksemburgas Lielhercogistes vārdā

[Claude Meisch]

Nīderlandes Karalistes vārdā

[Sigrid A.M. Kaag]

I PIELIKUMS
Atbilstošās augstākās izglītības kvalifikācijas

Līmenis (EKI) ¹	Kvalifikācijas nosaukums							
	Beļģijas flāmu kopiena	Beļģijas franču kopiena	Beļģijas vāciski runājošā kopiena	Igaunijas Republika	Latvijas Republika	Lietuvas Republika	Luksemburgas Lielhercogiste	Nīderlandes Karaliste
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Nav attiecināms	Nav attiecināms	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Nav attiecināms	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom;</i> <i>Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālā bakalaura diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras;</i> <i>Bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master;</i> <i>Médecin;</i> <i>Médecin vétérinaire</i>	Nav attiecināms	<i>Magister;</i> <i>Arstikraad;</i> <i>Hambaarstikraad;</i> <i>Farmaatsiamagister;</i> <i>Loomaarstikraad;</i> <i>Arhitektuurimagister;</i> <i>Tehnikateaduse magister;</i> <i>Haridusteaduse magister;</i>	<i>Maģistra diploms;</i> <i>Profesionālā maģistra diploms;</i> <i>Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceīta un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Nav attiecināms	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms;</i> <i>Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras</i> <i>Meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Dažu Pušu tiesiskajā regulējumā atsevišķas iepriekš pastāvošas kvalifikācijas ir pielīdzinātas šajā tabulā minētajām kvalifikācijām. Šis līgums neskar ar to saistītās tiesiskās sekas šādās Pusēs, kā arī attiecīgo kvalifikāciju atzīšanu atbilstoši tam, kā to paredz citas vienošanās starp Pusēm.

¹ Eiropas kvalifikāciju ietvarstruktūra mūžizglītībai.

² Pamatojoties uz šo līgumu, automātiski atzīst tikai šīs kvalifikācijas izglītības daļu.

II PIELIKUMS

Atzītās iestādes un atzītās programmas, kurās piešķir pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus

Lai automātiski atzītu pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomus, šā līguma darbības ietvarā tie ir pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu, kurus piešķirušas turpmāk minētās atzītās iestādes un kuri ir saistīti ar turpmāk minētajām atzītajām augstākās izglītības programmām.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Flandrijas Augstākās izglītības reģistrs (*Hogeronderwijsregister*)¹ ir oficiāls reģistrs, kurā ir uzskaitītas visas atzītās (akreditētās) augstākās izglītības programmas, ko piedāvā visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes. Tajā ir iekļauti arī pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diplomu.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Skat. tiesību aktu *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*, kā arī oficiālos reģistrus – *Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*² un www.mesetudes.be.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Nav attiecināms

4. Igaunijas Republikā:

- Nav attiecināms

5. Latvijas Republikā:

- Šajā pielikumā iekļaujama informācija ir pieejama e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana".³

6. Lietuvas Republikā:

- Nav attiecināms

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Skat. Luksemburgas Lielhercogistes Augstākās izglītības un pētniecības ministrijas sagatavoto sarakstu.⁴

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. oficiālo reģistru *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*.⁵

¹ Šis reģistrs ir publicēts holandiešu valodā tīmekļa vietnē www.hogeronderwijsregister.be un angļu valodā tīmekļa vietnē www.highereducation.be.

² Šis reģistrs ir publicēts tīmekļa vietnē www.enseignement.be.

³ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Skat. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accredited-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Skat. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

III PIELIKUMS

Atzītās iestādes un atzītās programmas, kurās piešķir bakalaura un maģistra grādus

Lai automātiski atzītu bakalaura un maģistra grādus, šā līguma darbības ietvarā ir bakalaura un maģistra grādi, kurus piešķirušas turpmāk minētās atzītās augstākās izglītības iestādes un kuri ir saistīti ar turpmāk minētajām atzītajām programmām.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Flandrijas Augstākās izglītības reģistrs (*Hogeronderwijsregister*)¹ ir oficiāls reģistrs, kurā ir uzskaitītas visas atzītās (akreditētās) augstākās izglītības programmas, ko piedāvā visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes. Tajā iekļautas arī atzītās (akreditētās) augstākās izglītības programmas, ko iepriekš, piemēram, 2008./2009. akadēmiskajā gadā, piedāvāja visas atzītās (valsts un privātās reģistrētās) augstākās izglītības iestādes.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Skat. tiesību aktu *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*, kā arī oficiālos reģistrus – *Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*² un www.mesetudes.be.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Augstākās izglītības iestāde *Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft* un bakalaura programmas, kas norādītas tiesību aktā *Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*.

4. Igaunijas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā bakalaura un maģistra grādus un programmas, ir sniegts tīmekļa vietnē www.archimedes.ee/enic (Igaunijas ENIC/NARIC tīmekļa vietne).

5. Latvijas Republikā:

- Informācija par akreditētajām augstākās izglītības iestādēm Latvijas Republikā ir pieejama Augstākās izglītības kvalitātes aģentūras tīmekļa vietnē vai e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana",³
- Informācija par studiju virzienu (tostarp studiju programmu) akreditāciju līdz 2019. gadam ir pieejama Studiju virzienu reģistrā.⁴ Informācija par kvalifikācijām līdz 2012. gadam ir pieejama tīmekļa vietnē www.aiknc.lv.

¹ Šis reģistrs ir publicēts holandiešu valodā tīmekļa vietnē www.hogeronderwijsregister.be un angļu valodā tīmekļa vietnē www.highereducation.be.

² Šis reģistrs ir publicēts tīmekļa vietnē www.enseignement.be.

³ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Lietuvos Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā bakalaura un maģistra grādus un programmas, ir pieejams *AIKOS* sistēmā, kas ir atvērta informācijas, konsultāciju un ievirzes sistēma, kurā informācija sniegta, pamatojoties uz datu bāzēm un reģistriem.⁵

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Tiesību aktos ir atzīti bakalaura un maģistra grādi, ko piešķir Luksemburgas Universitāte (*Université du Luxembourg*);
- Akreditētās privātās augstākās izglītības iestādes un to programmas: skat. Luksemburgas Lielhercogistes Augstākās izglītības un pētniecības ministrijas sagatavotajā sarakstā.⁶

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. oficiālo reģistru *Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*.⁷

⁵ Skat. www.aikos.smm.lt.

⁶ Skat. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Skat. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

IV PIELIKUMS**Augstākās izglītības iestādes un citas organizācijas, kas ir pilnvarotas piešķirt doktora grādus**

Lai automātiski atzītu doktora grādus, šā līguma darbības ietvarā ir doktora grādi, ko piešķir turpmāk minētās augstākās izglītības iestādes un citas pilnvarotās organizācijas.

1. Beļģijas flāmu kopienā:

- Tikai universitātes, proti (pašlaik):
 - *Katholieke Universiteit Leuven*;
 - *transnationale Universiteit Limburg*;
 - *Universiteit Hasselt*;
 - *Universiteit Antwerpen*;
 - *Universiteit Gent*;
 - *Vrije Universiteit Brussel*
- un šādas divas institūcijas:
- *Evangelische Theologische Faculteit*;
 - *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies*.

2. Beļģijas franču kopienā:

- Pilnvarojums piešķirt akadēmisko grādu *Docteur* ir piešķirts katrai atzītai universitātei, kas ir norādīta tiesību aktā *Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*.

3. Beļģijas vāciski runājošajā kopienā:

- Nav attiecināms

4. Igaunijas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā doktora grādus, ir sniegts tīmekļa vietnē www.archimedes.ee/enic (Igaunijas ENIC/NARIC tīmekļa vietne).

5. Latvijas Republikā:

- Šajā pielikumā iekļaujamā informācija ir pieejama e-platformā "Augstskolu/koledžu novērtēšana, studiju virzienu akreditācija un studiju programmu licencēšana".¹

6. Lietuvas Republikā:

- Visu to atzīto augstākās izglītības iestāžu pilns saraksts, kas piedāvā doktora grādus un programmas, ir pieejams *AIKOS* sistēmā, kas ir atvērta informācijas, konsultāciju un ievirzes sistēma, kurā informācija sniegta, pamatojoties uz datu bāzēm un reģistriem.²

7. Luksemburgas Lielhercogistē:

- Tikai Luksemburgas Universitātei (*Université du Luxembourg*) ir tiesības piešķirt doktora grādus.

¹ Skat. <http://eplatforma.aika.lv>.

² Skat. www.aikos.smm.lt.

8. Nīderlandes Karalistē:

- Skat. tiesību aktu *Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.*

SUTARTIS

DĖL AUKŠTOJO MOKSLO KVALIFIKACIJŲ AUTOMATIŠKO PRIPAŽINIMO

Belgijos Karalystė, atstovaujama:

- Flandrijos Vyriausybės,
- Belgijos prancūzų bendruomenės Vyriausybės,
- Belgijos vokiečių bendruomenės Vyriausybės,

Estijos Respublika,

Latvijos Respublika,

Lietuvos Respublika,

Liuksemburgo Didžioji Hercogystė,

Nyderlandų Karalystė,

kurios toliau vadinamos Šalimis,

atsižvelgdamos į tai, kad 1997 m. balandžio 11 d. Lisabonoje pasirašyta Europos Tarybos kartu su Jungtinių Tautų švietimo, mokslo ir kultūros organizacija parengta Kvalifikacijų, susijusių su aukštuoju mokslu, pripažinimo Europos regiono valstybėse konvencija (toliau – Lisabonos pripažinimo konvencija) įsigaliojo visoms šios Sutarties Šalims ir kad Šalys įgyvendina Lisabonos pripažinimo konvencijos komiteto priimtus Lisabonos pripažinimo konvenciją papildančius dokumentus;

atsižvelgdamos į kvalifikacijų automatiško pripažinimo svarbą, kuri ne kartą akcentuota komunikatuose, priimtuose Bolonijos procese vykstančiose Europos aukštojo mokslo erdvės ministrų konferencijose;

kadangi 2018 m. lapkričio 26 d. Europos Sąjungos Tarybos rekomendacija dėl aukštojo mokslo, vidurinio ugdymo ir mokymo kvalifikacijų bei mokymosi užsienyje laikotarpių rezultatų automatiško tarpusavio pripažinimo skatinimo, be kita ko, ragina Europos Sąjungos valstybes nares imtis veiksmų, būtinų aukštojo mokslo kvalifikacijų automatiškam pripažinimui užtikrinti iki 2025 m.;

kadangi tiek Beniliukso Sąjungoje, tiek tarp Estijos Respublikos, Latvijos Respublikos ir Lietuvos Respublikos jau yra sudaryti teisiškai privalomi tarpusavio susitarimai dėl aukštojo mokslo kvalifikacijų automatiško pripažinimo, o konkrečiai:

- Beniliukso Ministrų Komiteto sprendimas M(2015)3 dėl aukštojo mokslo kvalifikacijų laipsnių automatiško tarpusavio pripažinimo sistemų lygmeniu, papildytas Sprendimu M(2018)1,
- Lietuvos Respublikos Vyriausybės, Estijos Respublikos Vyriausybės ir Latvijos Respublikos Vyriausybės susitarimas dėl su aukštuoju mokslu susijusių kvalifikacijų automatiško akademinio pripažinimo, pasirašytas 2018 m. birželio 8 d. Vilniuje;

norėdamos išplėsti aukštojo mokslo kvalifikacijų automatišką pripažinimą Europos aukštojo mokslo erdvėje, sujungiant minėtus regioninius susitarimus į Šalių sudarytą daugiašalę sutartį;

suvokdamos faktą, kad tarpusavio pasitikėjimas yra grindžiamas Lisabonos pripažinimo konvencijos ratifikavimu ir aktyvią narystę Europos aukštojo mokslo erdvėje liudijančiu Europos aukštojo mokslo erdvės kokybės užtikrinimo standartų ir gairių (toliau – ESG) įgyvendinimu, trijų pakopų aukštojo mokslo sistemų, nacionalinių kvalifikacijų sandarų ir kitų skaidrumo priemonių įdiegimu;

pasirengusios suteikti galimybę kitoms valstybėms prisijungti prie šios Sutarties, atsižvelgiant į tai, kas išdėstyta pirmiau;

būdamos pasiryžusios ir pasirašydamos šią Sutartį išlikti Bolonijos proceso bei Europos aukštojo mokslo erdvės įgyvendinimo priešakyje,

susitarė:

1 straipsnis

Tikslai ir taikymo sritis

1. Šios Sutarties tikslas – užtikrinti, kad aukštojo mokslo kvalifikacija, suteikta vadovaujantis vienos iš Šalių teisės aktais, priklausanti jos aukštojo mokslo sistemai ir susieta su Europos mokymosi visą gyvenimą kvalifikacijų sandara (toliau – EKS), būtų automatiškai pripažįstama kaip atitinkamos to paties lygio aukštojo mokslo kvalifikacijos, suteiktos visose kitose Šalyse.

2. Ši Sutartis taikoma pagal Šalių teisės aktus suteiktoms ir jų aukštojo mokslo sistemoms priklausančioms aukštojo mokslo kvalifikacijoms, kurios nurodytos šios Sutarties I priede ir atitinka visas kitas šioje Sutartyje išdėstytas sąlygas.

3. Ši Sutartis netaikoma:

- a) konkrečių aukštojo mokslo kvalifikacijų programų priskyrimui tam tikrai studijų krypčiai,
- b) dalinių studijų pripažinimui,
- c) kvalifikacijų, kurios nepriklauso Šalių aukštojo mokslo sistemoms, pripažinimui

arba

d) profesinių kvalifikacijų pripažinimui pagal 2005 m. rugsėjo 7 d. Europos Parlamento ir Tarybos direktyvą 2005/36/EB dėl profesinių kvalifikacijų pripažinimo arba kitas atitinkamas Europos Sąjungoje priimtas nuostatas.

Nurodytų elementų atveju ši Sutartis nedaro įtakos Lisabonos pripažinimo konvencijos ir ją papildančių dokumentų susijusioms nuostatomis bei principams, Europos Sąjungoje priimtoms susijusioms nuostatomis ir Šalių teisės aktų susijusioms nuostatomis.

2 straipsnis

Sąvokų apibrėžtys

1. Toliau nurodytos sąvokos šioje Sutartyje turi tokią reikšmę:

- a) „automatiškas pripažinimas“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteiktos ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausančios aukštojo mokslo kvalifikacijos automatiškas pripažinimas kaip atitinkamos to paties lygio aukštojo mokslo kvalifikacijos, suteiktos pagal kitų Šalių teisės aktus, netaikant jokios papildomos pripažinimo procedūros;
- b) „atitinkamos aukštojo mokslo kvalifikacijos“ – tai šios Sutarties I priede išvardytos aukštojo mokslo kvalifikacijos;
- c) aukštojo mokslo kvalifikacijų lygiai yra tokie:
 - i) „Associate degree“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti trumpojo ciklo aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 5 lygį;
 - ii) „Bachelor's degree“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti pirmosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 6 lygį;

iii) „*Master's degree*“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti antrosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, atitinkanti EKS 7 lygį;

iv) „*Doctoral degree*“ – tai pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteikta ir jos aukštojo mokslo sistemai priklausanti trečiosios pakopos aukštojo mokslo kvalifikacija, kuri atitinka EKS 8 lygį.

2. Šioje Sutartyje vartojamos sąvokos turi tokią pat reikšmę kaip ir Lisabonos pripažinimo konvencijoje, išskyrus atvejus, kai jos nesuderinamos su šios Sutarties arba jos priedų nuostatomis.

3 straipsnis

Bendroji nuostata dėl automatiško pripažinimo

1. Visose Šalyse automatiškas pripažinimas taikomas visoms pagal vienos iš Šalių teisės aktus suteiktoms ir tos Šalies aukštojo mokslo sistemai priklausančioms bei I priede išvardytoms aukštojo mokslo kvalifikacijoms, jei įvykdytos šios Sutarties 4 straipsnyje išdėstytos sąlygos.

2. Automatiškas pripažinimas pagal šio straipsnio 1 dalį įvyksta netaikant jokios papildomos procedūros.

4 straipsnis

Automatiško pripažinimo sąlygos

1. *Associate degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei įvykdytos visos toliau išvardytos sąlygos:

a) minimali studijų programų, kurias baigus suteikiamas *Associate degree*, kokybė buvo užtikrinta Šalies, kurioje suteiktas laipsnis, kompetentingos institucijos išduota licencija;

b) *Associate degree* suteikė pripažinta institucija baigus pripažintą aukštojo mokslo studijų programą pagal tos Šalies, kurioje buvo suteiktas tas laipsnis, teisės aktus, jei ta institucija ir studijų programa nurodytos šios Sutarties II priede;

c) *Associate degree* automatiškas pripažinimas taikomas tik Šalyse, kurių teisės aktai numato aukštajam mokslui priskiriamą *Associate degree*, ir nuo tada, kai Šalys deklaruoja, kad automatiškai pripažįsta tokius laipsnius. Tokios deklaracijos pateikiamos depozitarui, kuris apie tai informuoja kitas Šalis.

Tokios deklaracijos Šalies vardu nebuvimas nepažeidžia jokių tos Šalies įsipareigojimų kitai Šaliai pagal kitus susitarimus, susijusius su *Associate degree* pripažinimu.

2. *Bachelor's degree* ir *Master's degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei įvykdytos visos toliau išvardytos sąlygos:

a) minimali studijų programų, kurias baigus suteikiamas *Bachelor's degree* arba *Master's degree*, kokybė buvo užtikrinta Šalies, kurioje suteiktas laipsnis, kompetentingos institucijos išduota licencija;

b) *Bachelor's degree* arba *Master's degree* suteikė pripažinta aukštojo mokslo institucija baigus pripažintą aukštojo mokslo studijų programą pagal tos Šalies, kurioje buvo suteiktas tas laipsnis, teisės aktus, jei ta institucija ir studijų programa nurodytos šios Sutarties III priede.

3. *Doctoral degree* automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį taikomas, jei *Doctoral degree* suteikė aukštojo mokslo institucija arba kita šiuo tikslu įgaliota įstaiga pagal Šalies, kurioje buvo suteiktas *Doctoral degree*, teisės aktus, jei ta institucija arba įstaiga nurodyta šios Sutarties IV priede.

5 straipsnis

Apsaugos sąlyga

1. Jei esant išskirtinėms aplinkybėms automatiškas pripažinimas pagal šios Sutarties 3 straipsnį sukelia arba atsiranda grėsmė, kad sukels, esminių sunkumų Šalies aukštojo mokslo sistemai, ta Šalis gali imtis aptariamąsias kvalifikacijos arba kvalifikacijų apsaugos priemonių, tačiau su sąlyga, kad tokios priemonės griežtai būtinos ir nepažeidžia Lisabonos pripažinimo konvencijos ir ją papildančių dokumentų susijusių nuostatų bei principų, kitų galiojančių susitarimų susijusių nuostatų ir atitinkamos Šalies teisės aktų susijusių nuostatų.

2. Iš karto, kai tik Šalis imasi apsaugos priemonių pagal šio straipsnio 1 dalį, siekdama išspręsti susidariusią padėtį, ji bendradarbiauja su ta Šalimi arba Šalimis, kuriose buvo suteikta aptariamoji kvalifikacija arba kvalifikacijos. Apie tas priemones ji praneša ir depozitarui, kuris atitinkamai informuoja apie jas visas kitas Šalis.

3. Visos Šalys nuolat užtikrina tinkamą budrumą, siekdamas išvengti netinkamo šios Sutarties taikymo, o ypač neleisti, kad būtų nepaisoma iki šios Sutarties įsigaliojimo priimtų sprendimų dėl pripažinimo. Sužinojusi apie piktnaudžiavimą, atitinkama Šalis imasi visų būtinų priemonių tam, kad susijusiais atvejais ši Sutartis nebūtų taikoma. Apie tokius atvejus ta Šalis taip pat praneša depozitarui, kuris atitinkamai informuoja apie juos visas kitas Šalis.

6 straipsnis

Informacijos teikimas ir mainai

1. Informaciją apie šią Sutartį ir jos poveikį Šalys paskelbia plačiai visuomenei. Informacija apie šią Sutartį, įskaitant jos tekstą, turi būti prieinama kiekvienos Šalies kompetentingų institucijų ir jų centrų, kurie priklauso Europos nacionalinių akademinio pripažinimo ir judumo informacijos centrų tinklui (toliau – ENIC tinklas), interneto svetainėse.

2. Kiekvienos Šalies kompetentingos institucijos ir ENIC tinklui priklausantys jų centrai keičiasi tarpusavyje informacija apie Šalių aukštojo mokslo sistemas ir šios Sutarties taikymą Šalyse.

7 straipsnis

Teisė į aukštąjį mokslą

Nepažeidžiant esamų arba būsimų dviejų ar daugiau Šalių susitarimų dėl kvalifikacijų, suteikiančių teisę į aukštąjį mokslą, Šalys kviečiamos keisti informacija apie tose Šalyse pagal jų teisės aktus taikomus bendruosius reikalavimus, kuriuos privalu vykdyti siekiant aukštojo mokslo, ir kvalifikacijas, suteikiančias teisę į aukštąjį mokslą.

8 straipsnis

Priedai

I–IV priedai yra neatskiriama šios Sutarties dalis.

9 straipsnis

Ginčų sprendimas

Nepažeidžiant šios Sutarties 5 straipsnio nuostatų, bet kurį ginčą, kuris gali kilti dėl šios Sutarties aiškinimo arba taikymo, Šalys gera valia sprendžia derybomis.

10 straipsnis**Teritorinis taikymas**

1. Ši Sutartis taikoma Belgijos Karalystės teritorijoje, Estijos Respublikos teritorijoje, Latvijos Respublikos teritorijoje, Lietuvos Respublikos teritorijoje ir Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės teritorijoje.

2. Nyderlandų Karalystės teritorijos atveju – ši Sutartis taikoma Nyderlandų europinei ir Karibų jūros regiono dalims (Bonero, Sabos ir Sint Eustatijaus saloms). Ji taip pat gali būti taikoma Arubai, Kiurasao ir Sint Martenui, diplomatiniais kanalais pranešant depozitarui, kuris apie tai praneša kitoms Šalims.

3. Kai prisijungiama pagal šios Sutarties 13 straipsnį, ši Sutartis taikoma ir prisijungiančiosios valstybės ar jos dalies, kuriai galioja prisijungimas, teritorijoje.

11 straipsnis**Depozitaras**

Šios Sutarties depozitaras yra Beniliukso Sąjungos generalinis sekretoriatas. Patvirtintas šios Sutarties kopijas visoms Šalims perduoda depozitaras.

12 straipsnis**Įsigaliojimas, keitimas ir nutraukimas**

1. Šią Sutartį kiekviena Šalis turi ratifikuoti, priimti arba patvirtinti pagal savo konstitucines procedūras.

2. Ratifikavimo, priėmimo arba patvirtinimo dokumentai deponuojami depozitarui, kuris apie tai informuoja visas Šalis.

3. Ši Sutartis įsigalioja pirmą trečio mėnesio, einančio po to, kai depozitaras gauna paskutinį ratifikavimo, priėmimo ar patvirtinimo dokumentą, dieną. Depozitaras informuoja visas Šalis apie šios Sutarties įsigaliojimo datą.

4. Ši Sutartis ir jos priedai gali būti iš dalies keičiami Šalių tarpusavio rašytiniu susitarimu. Pakeitimai įforminami sudarant atskirus protokolus, kurie yra neatskiriama šios Sutarties dalis, ir įsigalioja pagal šio straipsnio 1–3 dalyse išdėstytą procedūrą.

5. Tuo atveju, jei I, II, III ar IV prieduose nurodyta ir su tam tikra Šalimi susijusią informaciją paveikia tos Šalies teisės aktų ar vidinės organizacijos pakeitimai, apie tokius pasikeitimus ta Šalis praneša depozitarui, kuris apie juos informuoja kitas Šalis. Taikydamos šią Sutartį, visos Šalys atsižvelgia į tokius pasikeitimus.

6. Ši Sutartis sudaryta neribotam laikui. Kiekviena Šalis gali denonsuoti šią Sutartį raštu, apie tokį denonsavimą pranešdama depozitarui, kuris apie tai informuoja kitas Šalis. Aptariamajai Šaliai ši Sutartis nustoja galioti po šešių mėnesių nuo tos dienos, kurią depozitaras gauna tokį pranešimą, tačiau ji lieka galioti kitoms Šalims.

13 straipsnis**Prisijungimas prie Sutarties**

1. Bet kuri valstybė, kuri yra ratifikavusi Lisabonos pripažinimo konvenciją ir priklauso Europos aukštojo mokslo erdvei, gali teikti paraišką prisijungti prie šios Sutarties su sąlyga, jei:

– savo aukštojo mokslo studijų programoms taiko patikimas kokybės užtikrinimo sistemas ir gali pademonstruoti įrodymais pagrįstą atitiktį ESG,

– turi trijų pakopų aukštojo mokslo sistemą, atitinkančią Europos aukštojo mokslo erdvės kvalifikacijų sandarą, ir

– savo aukštojo mokslo kvalifikacijų sandarą yra susiejusi su EKS.

2. Vadovaudamasi savo konstitucinėmis procedūromis, paraišką teikianti valstybė apie tokią paraišką praneša depozitarui, kuris apie tai informuoja visas Šalis. Vadovaujantis šios Sutarties 12 straipsnio 5 dalimi, į tokią paraišką turi būti įtraukta šios Sutarties I, II, III ir IV prieduose nurodyta informacija. Paraišką teikianti valstybė gali prisijungti tik po to, kai depozitaras gauna paskutinį raštišką visų Šalių pranešimą, kad jos priima paraišką teikiančios valstybės paraišką.

3. Paraišką teikiančios valstybės prisijungimas prie šios Sutarties atliekamas deponuojant depozitarui prisijungimo dokumentą ir įsigalioja pirmą trečio mėnesio, einančio po to, kai depozitaras gauna minėtą prisijungimo dokumentą, dieną. Depozitaras informuoja visas Šalis apie prisijungimo prie šios Sutarties datą.

4. Siekiant pasirengti taikyti šį straipsnį ir supaprastinti bei palengvinti jo taikymą, šios Sutarties Šalys raginamos konsultuotis ir bendradarbiauti.

Priimta Briuselyje 2021 m. rugsėjo 14 d. vienu egzemplioriumi lietuvių, estų, latvių, nyderlandų, prancūzų, vokiečių ir anglų kalbomis. Visi tekstai turi vienodą galią. Kilus nesutarimų dėl aiškinimo, vadovaujamas tekstus anglų kalba.

Belgijos Karalystės, atstovaujamos:

– Flandrijos Vyriausybės,

[Ben Weyts]

– Belgijos prancūzų bendruomenės Vyriausybės,

[Valérie Glatigny & Pierre-Yves Jeholet]

– Belgijos vokiečių bendruomenės Vyriausybės,

[Lydia Klinckenberg]

vardu

Estijos Respublikos vardu

[Liina Kersna]

Latvijos Respublikos vardu

[Anita Muižniece]

Lietuvos Respublikos vardu

[Jurgita Šiugždinienė]

Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės vardu

[Claude Meisch]

Nyderlandų Karalystės vardu

[Sigrid A.M. Kaag]

I PRIEDAS
Atitinkamos aukštojo mokslo kvalifikacijos

Lygis (EKS) ¹	Kvalifikacijos pavadinimas							
	Belgijos flamandų bendruomenė	Belgijos prancūzų bendruomenė	Belgijos vokiečių bendruomenė	Estijos Respublika	Latvijos Respublika	Lietuvos Respublika	Liuksemburgo Didžioji Hercogystė	Nyderlandų Karalystė
5	<i>Gegradueerde</i>	<i>Brevet d'enseignement supérieur</i>	Netaikoma	Netaikoma	<i>Pirmā līmeņa profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	Netaikoma	<i>Brevet de technicien supérieur</i>	<i>Graad Associate degree</i>
6	<i>Bachelor</i>	<i>Bachelier</i>	<i>Bachelor</i>	<i>Rakenduskõrghariduse diplom; Bakalaureus</i>	<i>Bakalaura diploms; Profesionālā bakalaura diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms</i>	<i>Profesinis bakalauras; bakalauras</i>	<i>Diplôme de bachelor</i>	<i>Graad Bachelor</i>
7	<i>Master</i>	<i>Master; Médecin; Médecin vétérinaire</i>	Netaikoma	<i>Magister; Arstikraad; Hambaarstikraad; Farmaatsiamagister; Loomaarstikraad; Arhitektuurimagister; Tehnikateaduse magister; Haridusteaduse magister</i>	<i>Maģistra diploms; Profesionālā maģistra diploms; Profesionālās augstākās izglītības diploms un profesionālās kvalifikācijas diploms (ārsta, zobārsta, farmaceita un veterinārārsta profesionālā kvalifikācija)²</i>	<i>Magistras</i>	<i>Diplôme de master</i>	<i>Graad Master</i>
8	<i>Doctor</i>	<i>Docteur</i>	Netaikoma	<i>Doktor</i>	<i>Doktora diploms; Profesionālā doktora diploms mākslās</i>	<i>Mokslo daktaras; meno daktaras</i>	<i>Doctorat (grade de docteur)</i>	<i>Graad Doctor</i>

Kai kurių Šalių teisės aktais tam tikros anksčiau teiktos kvalifikacijos tose Šalyse buvo prilygintos lentelėje nurodytoms kvalifikacijoms. Ši Sutartis nedaro įtakos šių teisė aktų teisiniam poveikiui tose Šalyse ir susijusių kvalifikacijų pripažinimui vadovaujantis kitais Šalių susitarimais.

¹ Europos mokymosi visą gyvenimą kvalifikacijų sandara.

² Vadovaujantis dabartine Sutartimi, automatiškai gali būti atliekamas tik akademinis šios kvalifikacijos pripažinimas.

II PRIEDAS**Pripažintos institucijos ir pripažintos studijų programos, siejamos su *Associate degree***

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų pripažintų institucijų suteikti *Associate degrees*, susiję su nurodytomis pripažintomis aukštojo mokslo studijų programomis:

1. Belgijos flamandų bendruomenės atveju:

– Flandrijos aukštojo mokslo studijų programų registras („*Hogeronderwijsregister*“)¹ yra oficialus registras, į kurį įtrauktos visos pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias siūlo visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos.

Į jį yra įtraukti ir *Associate degrees*.

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

– Žr. teisės aktą „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*“ ir oficialius registrus „*Cadastre des établissements d’enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² bei www.mesetudes.be.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

– Netaikoma.

4. Estijos Respublikos atveju:

– Netaikoma.

5. Latvijos Respublikos atveju:

– Šiame priede apibrėžta informacija pateikiama Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje³.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

– Netaikoma.

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

– Žr. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės Aukštojo mokslo ir mokslinių tyrimų ministerijos sudarytą sąrašą⁴.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

– Žr. oficialų registrą „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“⁵.

¹ Šis registras nyderlandų kalba paskelbtas interneto svetainėje www.hogeronderwijsregister.be, o anglų kalba – interneto svetainėje www.highereducation.be.

² Šis registras paskelbtas interneto svetainėje www.enseignement.be.

³ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Žr. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised-accred-HE-programmesLUX.pdf.

⁵ Žr. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

III PRIEDAS

Pripažintos institucijos ir pripažintos studijų programos, siejamos su *Bachelor's degree* ar *Master's degree*

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų pripažintų aukštojo mokslo institucijų suteikti *Bachelor's degree* ir *Master's degree*, susiję su nurodytomis pripažintomis studijų programomis:

1. Belgijos flandų bendruomenės atveju:

– Flandrijos aukštojo mokslo registras („*Hogeronderwijsregister*“)¹ yra oficialus registras, į kurį įtrauktos visos pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias siūlo visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos.

Į jį įtrauktos ir pripažintos (akredituotos) aukštojo mokslo studijų programos, kurias anksčiau, pavyzdžiui, 2008–2009 mokslo metais, teikė visos pripažintos (įregistruotos valstybinės ir privačios) aukštojo mokslo institucijos.

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

– Žr. teisės aktą „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*“ ir oficialius registrus „*Cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles*“² bei www.mesetudes.be.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

– Aukštojo mokslo institucija „*Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*“ ir bakalauro studijų programos, nurodytos teisės akte „*Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule*“.

4. Estijos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Bachelor's degree* bei *Master's degree*, sąrašas skelbiamas www.archimedes.ee/enic (Estijos ENIC/NARIC interneto svetainėje).

5. Latvijos Respublikos atveju:

– Informacija apie Latvijos Respublikoje akredituotas aukštojo mokslo institucijas pateikiama Aukštojo mokslo kokybės vertinimo agentūros interneto svetainėje arba Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje³;

– Informacija apie iki 2019 m. suteiktas akreditacijas pagal studijų kryptis (įskaitant studijų programas) pateikiama Studijų kryptių registre⁴.

Informacija apie kvalifikacijas iki 2012 m. pateikiama interneto svetainėje www.aiknc.lv.

¹ Šis registras nyderlandų kalba paskelbtas interneto svetainėje www.hogeronderwijsregister.be, o anglų kalba – interneto svetainėje www.highereducation.be.

² Šis registras paskelbtas interneto svetainėje www.enseignement.be.

³ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

⁴ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Bachelor's degree* bei *Master's degree*, sąrašas pateikiamas AIKOS – atviroje informavimo, konsultavimo ir orientavimo sistemoje, apimančioje duomenų bazėse ir registruose esančią informaciją⁵.

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

– Liuksemburgo universiteto („*Université du Luxembourg*“) suteikiami *Bachelor's degree* ir *Master's degree* pripažįstami pagal teisės nuostatas;

– Akredituotos privačios aukštojo mokslo institucijos ir jų studijų programos: žr. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės aukštojo mokslo ir mokslinių tyrimų ministerijos sudarytą sąrašą⁶.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

– Žr. oficialų registrą „*Centraal Register Opleidingen Hoger Onderwijs (CROHO)*“⁷.

⁵ Žr. www.aikos.smm.lt.

⁶ Žr. http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/191211_list-of-recognised_accred_HE-programmesLUX.pdf.

⁷ Žr. <https://duo.nl/zakelijk/hoger-onderwijs/studentenadministratie/opleidingsgegevens-in-croho/raadplegen-en-downloaden.jsp>.

IV PRIEDAS

Aukštojo mokslo institucijos ir kitos įstaigos, turinčios teisę suteikti *Doctoral degree*

Automatiškai pripažįstami toliau nurodytų aukštojo mokslo institucijų ir kitų įgaliotų įstaigų suteikti *Doctoral degree*:

1. Belgijos flandų bendruomenės atveju:

- Tik universitetų, konkrečiai (šiuo metu):
 - *Katholieke Universiteit Leuven*,
 - *transnationale Universiteit Limburg*,
 - *Universiteit Hasselt*,
 - *Universiteit Antwerpen*,
 - *Universiteit Gent*,
 - *Vrije Universiteit Brussel*,

ir šių dviejų institucijų, konkrečiai:

- *Evangelische Theologische Faculteit*,
- *Faculteit voor Protestantse Theologie en Religiestudies*.

2. Belgijos prancūzų bendruomenės atveju:

– Teisė suteikti *Docteur* akademinį laipsnį suteikta kiekvienam pripažintam universitetui, kuris nurodytas teisės akte „*Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études*“.

3. Belgijos vokiečių bendruomenės atveju:

- Netaikoma.

4. Estijos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, suteikiančių *Doctoral degree*, sąrašas skelbiamas www.archimedes.ee/enic (Estijos ENIC/NARIC interneto svetainėje).

5. Latvijos Respublikos atveju:

– Šiame priede apibrėžta informacija pateikiama Aukštojo mokslo institucijoms vertinti, studijų kryptims akredituoti ir studijų programoms licencijuoti skirtoje e. platformoje¹.

6. Lietuvos Respublikos atveju:

– Išsamus visų pripažintų aukštojo mokslo institucijų, teikiančių studijų programas ir suteikiančių *Doctoral degree*, sąrašas pateikiamas AIKOS – atviroje informavimo, konsultavimo ir orientavimo sistemoje, apimančioje duomenų bazę ir registruose esančią informaciją².

7. Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės atveju:

- Teisę suteikti *Doctoral degree* turi tik Liuksemburgo universitetas („*Université du Luxembourg*“).

¹ Žr. <http://eplatforma.aika.lv>.

² Žr. www.aikos.smm.lt.

8. Nyderlandų Karalystės atveju:

– Žr. teisės aktą „Wet van 8 oktober 1992, houdende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek“.



**TREATY
ON THE AUTOMATIC RECOGNITION
OF HIGHER EDUCATION QUALIFICATIONS**

List of plenipotentiaries having concluded this Treaty by exchange of letters:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM, REPRESENTED BY:

- **THE FLEMISH GOVERNMENT**
Mr Ben Weyts
Vice Minister-President of the Government of Flanders, Flemish Minister of Education, Sport, Animal Welfare and the Flemish Periphery of Brussels
- **THE GOVERNMENT OF THE FRENCH COMMUNITY**
Ms Valérie Glatigny
Minister for Higher Education
Mr Pierre-Yves Jeholet
Minister-President
- **THE GOVERNMENT OF THE GERMAN-SPEAKING COMMUNITY**
Ms Lydia Klinkenberg
Minister of Education and Scientific Research

FOR THE REPUBLIC OF ESTONIA

Ms Liina Kersna
Minister of Education and Research

FOR THE REPUBLIC OF LATVIA

Ms Anita Muižniece
Minister of Education and Science

FOR THE REPUBLIC OF LITHUANIA

Ms Jurgita Šiugždinienė
Minister of Education, Science and Sport

FOR THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG

Mr Claude Meisch
Minister for Higher Education and Research

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

Ms Sigrid A.M. Kaag
Minister of Foreign Affairs

In accordance with the above-mentioned exchange of letters, this Treaty is deemed to be concluded in Brussels on 14 September 2021.

Regentschapsstraat 39 Rue de la Régence • BE-1000 Brussel – Bruxelles • T +32 (0)2 519 38 11 • info@benelux.int • www.benelux.int

